

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Le marché financier en Belgique — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## LE MARCHÉ FINANCIER EN BELGIQUE

Le présent numéro du *Bulletin* reproduit, sous une forme légèrement aménagée, l'étude rédigée, à l'intention du Comité des Transactions Invisibles de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, suivant le schéma suggéré par le secrétariat du Comité et sur la base de concepts proposés par lui; elle constitue une documentation de base pour l'étude de l'amélioration des marchés financiers dont le Comité a été chargé par le Conseil de l'O.C.D.E.

### Remarques préliminaires.

L'expression « marché financier » est utilisée ici dans un sens très large et englobe non seulement le marché des émissions de valeurs mobilières — ou marché financier au sens restreint — mais également les opérations à long, à moyen ou à court terme des intermédiaires financiers de toute espèce, y compris les organismes monétaires.

L'apport de fonds des non-résidents aux intermédiaires financiers et leurs souscriptions

aux émissions en Belgique de valeurs mobilières belges sont inclus dans le marché. Les concours demandés directement à l'étranger par les secteurs nationaux non financiers sont exclus.

Les intermédiaires financiers comprennent les organismes monétaires, les caisses d'épargne <sup>(1)</sup>, sociétés hypothécaires et de capitalisation, les organismes d'assurances et fonds de pension ainsi que les institutions publiques de crédit. Dans certains pays, le Trésor est également considéré comme un intermédiaire financier, car il emprunte des fonds sur le marché pour les prêter à d'autres secteurs. En Belgique, par contre, le Trésor affecte la presque-totalité des fonds qu'il prélève sur le marché financier au financement des investissements du secteur public. Il n'a, dès lors, pas été traité dans les développements ci-après comme un intermédiaire financier, mais comme un secteur non financier.

<sup>(1)</sup> Y compris la Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

CHAPITRE I

L'APPORT DE FONDS SUR LE MARCHÉ FINANCIER

L'apport net de fonds sur le marché financier résulte de l'augmentation des ressources confiées aux intermédiaires financiers par les secteurs nationaux non financiers [entreprises et particuliers, paraétatiques d'exploitation, Etat (Trésor), autres organismes du secteur public (dont les pouvoirs subordonnés), sécurité sociale] et par l'étranger, ainsi que des souscriptions et achats de valeurs mobilières par ces mêmes secteurs. Certains intermédiaires financiers se finançant par l'émission d'obligations et de bons de caisse, les fonds qu'ils reçoivent à ce titre peuvent être recensés comme un apport aux intermédiaires financiers ou comme un apport au marché des valeurs mobilières. Vu l'importance particulière que revêt l'examen du marché des valeurs mobilières dans le cadre de la présente étude, on a groupé les souscriptions aux émissions des

intermédiaires financiers et l'apport au marché des valeurs mobilières plutôt que les fonds confiés aux intermédiaires financiers.

A. L'apport global de fonds au marché financier.

L'apport global de fonds au marché financier, c'est-à-dire l'apport de l'ensemble des secteurs nationaux non financiers et de l'étranger, est relevé dans le tableau Ia.

L'apport global de fonds au marché financier subit parfois de très fortes variations : après avoir oscillé autour de 60 milliards en 1958, 1959 et 1960, il a atteint presque 90 milliards en 1961, est redescendu à 70 milliards en 1962 et est remonté à environ 100 milliards en 1963 et 1964.

Tableau Ia.

Apport de fonds au marché financier  
par les secteurs nationaux non financiers <sup>1</sup> et par l'étranger

(milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
A. Fonds confiés aux organismes monétaires ...	16,3	14,2	17,7	40,0	20,9	50,6	36,3
Encaisses monétaires (pièces et billets, dépôts à vue) <sup>2</sup> .....	12,5	6,8	4,0	16,5	16,4	26,4	17,8
Dépôts à terme et autres dépôts <sup>2 3</sup> .....	1,0	3,6	6,2	8,7	0,8	-1,1	-0,3
Dépôts d'épargne en carnets ou livrets <sup>2</sup> ...	0,8	2,2	0,2	0,6	3,6	9,4	6,3
Etranger .....	2,0	1,6	7,3	14,2	0,1	15,9	12,5
B. Fonds confiés aux autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> .....	21,4	23,4	19,3	20,2	26,8	27,3	31,0
Caisse d'épargne <sup>5</sup> , sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	10,4	11,7	7,1	9,4	14,6	13,4	13,9
Organismes d'assurances .....	4,6	6,1	7,3	5,7	5,1	6,2	6,8
Fonds de pension .....	5,0	4,4	2,8	3,4	5,4	5,4	8,2 <sup>6</sup>
Institutions publiques de crédit non monétaires .....	1,4	1,2	2,1	1,7	1,7	2,3	2,1
C. Fonds confiés au marché des valeurs mobilières .....	19,6	24,4	23,3	28,6	21,6	17,2	36,1
Achats nets de valeurs à revenu fixe .....	13,9	18,4	15,5	20,6	12,4	10,8	24,4
dont : valeurs émises par les intermédiaires financiers .....	(8,1)	(8,6)	(10,3)	(10,9)	(9,7)	(5,8)	(8,8)
Achats d'actions et participations .....	5,7	6,0	7,8	8,0	9,2	6,4	11,7
dont : actions émises par les intermédiaires financiers .....	(0,4)	(1,1)	(0,9)	(0,7)	(1,4)	(0,7)	(1,8)
Total ...	57,3	62,0	60,3	88,8	69,3	95,1	103,4

<sup>1</sup> Les secteurs nationaux non financiers comprennent : les entreprises et particuliers, les paraétatiques d'exploitation, l'Etat (Trésor), les autres organismes du secteur public (dont les pouvoirs subordonnés) et la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Il s'agit d'actifs appartenant à des résidents belges.

<sup>3</sup> Les « autres dépôts » concernent les dépôts en devises des résidents.

<sup>4</sup> A l'exclusion des fonds confiés sous forme de souscriptions d'obligations et bons de caisse émis par les intermédiaires financiers.

<sup>5</sup> La Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et les caisses d'épargne privées.

<sup>6</sup> Y compris une augmentation de 2 milliards des réserves mathématiques de l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer. Cet organisme n'est incorporé dans cette statistique que depuis 1964.

Exprimé en pour cent du revenu national net (au coût des facteurs), il a évolué comme suit :

1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
13,5	14,4	13,2	18,5	13,5	17,3	16,9

Ces indications laissent supposer qu'il n'y a pas une corrélation très étroite entre l'évolution du revenu national net et l'apport global au marché financier. Celui-ci est d'ailleurs affecté par des éléments indépendants de l'évolution du revenu national, notamment l'apport de fonds en provenance de l'étranger.

Il apparaît que les fluctuations dans l'apport global de fonds au marché financier sont

essentiellement attribuables aux mouvements dans les engagements des organismes monétaires envers les résidents belges et envers l'étranger. L'apport de fonds aux autres intermédiaires financiers a varié entre un minimum de 19,3 milliards en 1960 et un maximum de 31 milliards en 1964. En ce qui concerne les fonds confiés au marché des valeurs mobilières, ils ont oscillé autour de 25 milliards de 1959 à 1962, pour tomber à 17 milliards en 1963 et remonter à 36 milliards en 1964.

Les données du tableau Ia ont été exprimées en pourcentages dans le tableau Ib; de cette façon, la répartition, d'année en année, des fonds entre les différents secteurs du marché financier apparaît plus clairement.

Tableau Ib.

**Apport de fonds au marché financier  
par les secteurs nationaux non financiers et par l'étranger**

Répartition entre les différents secteurs financiers

(en pour cent du total)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
A. Fonds confiés aux organismes monétaires ...	28,5	22,9	29,4	45,1	30,1	53,2	35,1
B. Fonds confiés aux autres intermédiaires financiers .....	37,3	37,7	32,0	22,7	38,7	28,7	30,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	18,2	18,9	11,8	10,6	21,1	14,1	13,4
Organismes d'assurances .....	8,0	9,8	12,1	6,4	7,4	6,5	6,6
Fonds de pension .....	8,7	7,1	4,6	3,8	7,8	5,7	7,9
Institutions publiques de crédit <sup>1</sup> .....	2,4	1,9	3,5	1,9	2,4	2,4	2,1
C. Fonds confiés au marché des valeurs mobilières .....	34,2	39,4	38,6	32,2	31,2	18,1	34,9
Valeurs à revenu fixe .....	24,3	29,7	25,7	23,2	17,9	11,4	23,6
Actions et participations .....	9,9	9,7	12,9	9,0	13,3	6,7	11,3
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

<sup>1</sup> Les institutions publiques de crédit sont : le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

Pendant la période de 1958 à 1964, les secteurs non financiers ont apporté en moyenne 35 p.c. de leurs fonds aux organismes monétaires, 32 p.c. aux autres intermédiaires financiers et 33 p.c. au marché des valeurs mobilières. Parmi les intermédiaires financiers non monétaires, les caisses d'épargne <sup>(1)</sup>, les sociétés hypothécaires et de capitalisation, d'une part, et les organismes d'assurances et les fonds de pension, d'autre part, ont pu col-

lecter en moyenne, pendant la même période de sept ans, un volume de fonds sensiblement égal, c'est-à-dire respectivement 15 et 14,6 p.c. du total des fonds apportés.

Les fluctuations, d'année en année, dans la répartition des fonds entre les trois grands secteurs du marché financier, proviennent essentiellement des mouvements importants qu'a subi l'apport aux organismes monétaires. Ces mouvements sont dus principalement aux fluctuations de la création de monnaie et des fonds confiés par l'étranger à ces organismes

<sup>(1)</sup> Y compris la Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

monétaires. Lorsque le public hésite à transformer ses avoirs monétaires en autres actifs financiers, comme en 1961 et en 1963, la part des fonds confiés aux organismes monétaires tend à augmenter. Le pourcentage très élevé de cette part, en 1963, tient essentiellement à la réforme fiscale de novembre 1962, dont deux des conséquences immédiates avaient été une réduction du rendement net de plusieurs catégories d'actifs financiers et une anticipation de la hausse des taux d'intérêt bruts.

En ce qui concerne l'apport de fonds au marché des valeurs à revenu fixe, on ne peut

pas perdre de vue que, d'année en année, leur volume global dépend, dans une certaine mesure, du nombre et du volume des émissions de l'Etat. On y reviendra plus loin.

Dans les tableaux Ia et Ib, l'image de l'apport de fonds aux intermédiaires financiers non monétaires est quelque peu faussée du fait qu'il n'y est pas tenu compte des ressources que ceux-ci ont pu collecter par les émissions de valeurs mobilières. Le tableau IIa apporte des rectifications à ce sujet.

Afin de saisir plus directement l'importance relative de chaque groupe d'intermédiaires

Tableau IIa.

**Apport de fonds aux intermédiaires financiers non monétaires**

(milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>A. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</b> .....	<b>12,4</b>	<b>12,2</b>	<b>8,2</b>	<b>11,0</b>	<b>17,4</b>	<b>14,5</b>	<b>14,4</b>
1. Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :							
Dépôts d'épargne .....	6,6	7,7	4,5	5,6	7,9	5,3	4,4
Autres dépôts .....	1,8	- 0,7	- 0,7	0,2	1,9	0,9	1,5
Divers .....	...	0,2	0,4	- 0,2	...	0,3	1,2
Total ...	8,4	7,2	4,2	5,6	9,8	6,5	7,1
2. Caisses d'épargne privées, sociétés hypothécaires et de capitalisation :							
Dépôts d'épargne .....	2,5	3,3	2,6	3,6	5,3	6,4	5,2
Autres dépôts .....	0,1	0,2	- 0,2	0,1	0,1	0,2	0,6
Obligations et bons de caisse .....	1,2	0,9	1,0	1,0	1,6	0,4	0,9
Actions et participations .....	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3
Divers .....	0,2	0,5	0,4	0,6	0,5	0,9	0,3
Total ...	4,0	5,0	3,0	5,4	7,6	8,0	7,3
<b>B. Organismes d'assurances (vie et accidents du travail)</b> .....	<b>4,6</b>	<b>6,1</b>	<b>7,3</b>	<b>5,7</b>	<b>5,1</b>	<b>6,2</b>	<b>6,8</b>
Réserves mathématiques et techniques ...	4,6	6,1	7,3	5,7	5,1	6,2	6,8
<b>C. Fonds de pension</b> .....	<b>5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>2,6</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,6</b>	<b>8,7</b>
Réserves mathématiques et techniques ...	5,3	4,3	2,7	3,1	5,4	5,3	8,0
Divers .....	- 0,3	0,1	- 0,1	0,9	0,6	0,3	0,7
<b>D. Institutions publiques de crédit non monétaires</b> .....	<b>13,6</b>	<b>13,3</b>	<b>14,6</b>	<b>16,6</b>	<b>13,9</b>	<b>13,0</b>	<b>14,6</b>
Dépôts d'épargne .....	0,4	0,7	0,3	0,6	1,1	1,5	0,6
Autres dépôts .....	0,8	...	0,9	0,9	- 0,3	1,6	2,5
Obligations et bons de caisse .....	11,2	11,0	11,9	13,5	11,0	8,6	11,0
Actions et participations .....	...	0,6	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Divers .....	1,2	1,0	1,3	1,4	1,9	1,2	0,4
Total général ...	<b>35,6</b>	<b>36,0</b>	<b>32,7</b>	<b>37,3</b>	<b>42,4</b>	<b>39,3</b>	<b>44,5</b>
Total des :							
dépôts d'épargne .....	9,5	11,7	7,4	9,8	14,3	13,2	10,2
autres dépôts .....	2,7	- 0,5	...	1,2	1,7	2,7	4,6
réserves mathématiques et techniques .....	9,9	10,4	10,0	8,8	10,5	11,5	14,8
obligations et bons de caisse .....	12,4	11,9	12,9	14,5	12,6	9,0	11,9
actions et participations .....	...	0,7	0,4	0,3	0,3	0,2	0,4
divers .....	1,1	1,8	2,0	2,7	3,0	2,7	2,6



financiers et de chaque instrument financier, dans la collecte de fonds, les données du tableau IIa sont exprimées en pourcentages dans le tableau IIb.

En ce qui concerne la répartition des fonds par catégorie d'intermédiaires financiers, on constate une progression assez régulière de la part absorbée par les caisses d'épargne privées,

Tableau IIb. **Apport de fonds aux intermédiaires financiers non monétaires**  
(en pour cent du total)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>A. Par catégorie d'intermédiaires financiers :</b>							
Caisse d'Épargne de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	23,6	20,0	12,9	15,0	23,1	16,5	16,0
Caisses d'épargne privées, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	11,2	13,9	12,2	14,5	17,9	20,4	16,4
Organismes d'assurances (vie et accidents du travail) .....	12,9	16,9	22,3	15,3	12,0	15,8	15,3
Fonds de pension .....	14,1	12,2	8,0	10,7	14,2	14,2	19,5
Institutions publiques de crédit .....	38,2	37,0	44,6	44,5	32,8	33,1	32,8
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>B. Par catégorie d'instruments financiers :</b>							
Dépôts d'épargne .....	26,7	32,5	22,6	26,3	33,7	33,6	22,9
Autres dépôts .....	7,6	-1,4	...	3,2	4,0	6,9	10,3
Réserves mathématiques et techniques .....	27,8	28,9	30,6	23,6	24,8	29,2	33,3
Obligations et bons de caisse .....	34,8	33,1	39,5	38,9	29,7	22,9	26,7
Actions et participations .....	...	1,9	1,2	0,8	0,7	0,5	0,9
Divers .....	3,1	5,0	6,1	7,2	7,1	6,9	5,9
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

au détriment surtout de la Caisse Générale d'Épargne. Le progrès des organismes d'assurances en 1959 et 1960 a été amputé ensuite. La position des fonds de pension s'est quelque peu détériorée du moins jusqu'en 1963. La forte augmentation des institutions publiques de crédit en 1960-1961 a été plus que compensée par la réduction survenue en 1962 et 1963 (réforme fiscale).

Quant à la répartition des fonds par catégorie d'instruments financiers, on constate

également des fluctuations assez importantes d'année en année. Pour l'ensemble des sept années sous revue, les dépôts d'épargne représentent en moyenne 28 p.c. de l'apport total, les réserves mathématiques, également 28 p.c. et les obligations et bons de caisse, 32 p.c.

L'apport de fonds à chaque groupe d'intermédiaires financiers non monétaires, tel qu'il est décrit dans les tableaux IIa et IIb, englobe les apports de tous les secteurs, c'est-à-dire aussi bien des secteurs financiers que des sec-

Tableau III. **Apport de fonds aux institutions publiques de crédit non monétaires par les intermédiaires financiers**  
(milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Organismes monétaires .....	1,8	0,8	0,3	1,8	2,8	1,2	...
Fonds des Rentes .....	- 0,2	...	0,1	0,6	- 0,6	0,2	- 0,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	1,4	1,3	0,3	- 0,1	- 1,6	2,5	0,1
Organismes d'assurances et fonds de pension ...	3,1	1,3	2,2	2,8	5,0	0,3	4,2
Institutions publiques de crédit (flux intrasectoriels) .....	- 0,1	0,1	- 0,3	0,3	0,1	- 0,1	...
Total ...	6,0	3,5	2,6	5,4	5,7	4,1	4,1
Total en pour cent du financement global des institutions publiques de crédit .....	44,1	27,6	18,1	32,9	41,6	31,8	28,3

teurs non financiers. En fait, pour son financement, seul le groupe des institutions publiques de crédit non monétaires dépend, dans une mesure assez importante, des autres intermédiaires financiers dont l'intervention prend essentiellement la forme de souscriptions d'obligations et bons de caisse émis par ces institutions (cf. tableau III). Les ressources des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et des organismes d'assurance-vie, accidents du travail et des fonds de pension proviennent quasi exclusivement des secteurs non financiers.

En moyenne, ce sont les organismes d'assurances et les fonds de pension qui interviennent le plus dans le financement des institu-

tions publiques de crédit (en moyenne pour 2,7 milliards par an). La contribution des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, qui a été la plus importante en 1963, est, dans l'ensemble, plus irrégulière.

### B. L'apport des particuliers au marché financier.

Il est, le plus souvent, malaisé de séparer l'apport des particuliers au marché financier de celui des entreprises non financières. On dispose généralement de données pour l'ensemble de ces deux secteurs. En l'absence de bilans intégrés, on obtient ces données par différence, c'est-à-dire que de l'ensemble d'un apport déterminé au marché des capitaux

Tableau IVa.

### Apport de fonds des entreprises non financières et particuliers au marché financier (milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>A. Organismes monétaires</b> .....	<b>13,4</b>	<b>11,8</b>	<b>10,8</b>	<b>21,1</b>	<b>19,7</b>	<b>33,1</b>	<b>25,4</b>
Encaisses monétaires (pièces et billets, dépôts à vue) .....	11,6	6,1	4,4	11,8	15,3	24,8	19,4
Dépôts à terme et autres dépôts .....	1,0	3,5	6,2	8,7	0,8	- 1,1	- 0,3
Dépôts d'épargne en carnets ou livrets .....	0,8	2,2	0,2	0,6	3,6	9,4	6,3
<b>B. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</b> .....	<b>9,7</b>	<b>12,3</b>	<b>7,3</b>	<b>9,5</b>	<b>14,4</b>	<b>12,3</b>	<b>11,3</b>
Dépôts d'épargne .....	9,0	11,1	7,0	9,1	13,2	11,7	9,7
Autres dépôts .....	0,4	0,8	- 0,1	0,1	0,8	0,5	0,3
Divers .....	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	1,3
<b>C. Organismes d'assurances et fonds de pension</b> .....	<b>9,5</b>	<b>10,4</b>	<b>10,0</b>	<b>9,0</b>	<b>10,6</b>	<b>11,6</b>	<b>12,8</b>
Organismes d'assurances :							
Réserves mathématiques et techniques ...	4,6	6,1	7,3	5,7	5,1	6,2	6,8
Fonds de pension :							
Réserves mathématiques et techniques ...	5,3	4,3	2,7	3,1	5,4	5,3	6,0
Divers .....	- 0,4	...	...	0,2	0,1	0,1	...
<b>D. Institutions publiques de crédit non monétaires</b> .....	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>
Dépôts d'épargne .....	0,4	0,7	0,3	0,6	1,1	1,5	0,6
Autres dépôts .....	0,6	0,2	0,4	0,6	- 0,2	0,7	- 0,1
Divers .....	...	0,2	0,9	- 0,1	0,9	- 0,4	0,5
<b>E. Marché des valeurs mobilières</b> .....	<b>19,7</b>	<b>23,0</b>	<b>22,0</b>	<b>17,0</b>	<b>21,7</b>	<b>10,8</b>	<b>27,9</b>
Valeurs à revenu fixe .....	14,4	18,0	15,6	12,1	14,3	6,2	17,6
dont : valeurs émises par les intermédiaires financiers .....	(8,9)	(9,1)	(10,1)	(10,0)	(10,3)	(5,2)	(6,0)
Actions et participations .....	5,3	5,0	6,4	4,9	7,4	4,6	10,3
dont : actions émises par les intermédiaires financiers .....	(0,4)	(1,1)	(0,8)	(0,7)	(1,2)	(0,6)	(1,8)
Total ...	<b>53,3</b>	<b>58,6</b>	<b>51,7</b>	<b>57,7</b>	<b>68,2</b>	<b>69,6</b>	<b>78,4</b>
Total des :							
encaisses monétaires .....	11,6	6,1	4,4	11,8	15,3	24,8	19,4
dépôts à terme et autres dépôts .....	2,0	4,5	6,5	9,4	1,4	0,1	- 0,1
dépôts d'épargne .....	10,2	14,0	7,5	10,3	17,9	22,6	16,6
réserves mathématiques et techniques .....	9,9	10,4	10,0	8,8	10,5	11,5	12,8
valeurs à revenu fixe .....	14,4	18,0	15,6	12,1	14,3	6,2	17,6
actions et participations .....	5,3	5,0	6,4	4,9	7,4	4,6	10,3
divers .....	- 0,1	0,6	1,3	0,4	1,4	- 0,2	1,8

— par exemple, les émissions nettes d'obligations — on soustrait les souscriptions qu'on peut isoler sur base de renseignements comptables (notamment des bilans) — généralement, les souscriptions des intermédiaires financiers, du secteur public et de l'étranger —, le solde étant considéré comme l'apport des entreprises et particuliers. Pour certaines catégories d'actifs financiers, le solde ainsi obtenu concerne en fait l'apport des seuls particuliers. C'est le cas des réserves mathématiques, type d'actif financier que les entreprises ne constituent pas. On peut également supposer que les dépôts d'épargne sont presque exclusivement des actifs financiers des particuliers. Mais des problèmes très difficiles — même insolubles en l'absence de bilans intégrés des entreprises — se posent lorsqu'il s'agit de répartir entre les particuliers, d'une part, et les entreprises, d'autre part, des actifs financiers tels que les encaisses monétaires, les dépôts à terme et les valeurs mobilières.

Dans les tableaux IVa et IVb, on a dégagé l'apport des entreprises non financières et particuliers réunis au marché financier, sans chercher à procéder à une répartition entre les deux secteurs.

Le tableau IVa ne diffère pas fondamentalement du tableau Ia, étant donné que l'apport des entreprises et particuliers constitue la part prépondérante de l'apport global de l'ensemble des secteurs non financiers au marché financier. Il n'y a que pour les organismes monétaires que des écarts importants sont parfois constatés et qui sont liés essentiellement aux fluctuations des actifs monétaires détenus par l'étranger. L'apport des entreprises et particuliers au marché financier a été exprimé en pourcentages dans le tableau IVb, ce qui permet de mieux dégager l'importance relative de chaque groupe d'intermédiaires financiers et de chaque instrument financier dans la collecte des fonds des entreprises et particuliers.

Tableau IVb.

**Apport de fonds des entreprises non financières et particuliers au marché financier**

(en pour cent du total)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>A. Par catégorie d'intermédiaires financiers :</b>							
Organismes monétaires .....	25,1	20,1	20,9	36,6	28,9	47,5	32,4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	18,2	21,0	14,1	16,5	21,1	17,7	14,4
Organismes d'assurances .....	8,6	10,4	14,1	9,9	7,5	8,9	8,7
Fonds de pension .....	9,2	7,3	5,2	5,7	8,1	7,8	7,6
Institutions publiques de crédit .....	1,9	1,9	3,1	1,9	2,6	2,6	1,3
Marché des valeurs mobilières .....	37,0	39,3	42,6	29,4	31,8	15,5	35,6
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>B. Par catégorie d'instruments financiers :</b>							
Encaisses monétaires .....	21,8	10,4	8,5	20,5	22,4	35,6	24,8
Dépôts à terme et autres dépôts .....	3,8	7,7	12,6	16,3	2,1	0,2	-0,1
Dépôts d'épargne .....	19,1	23,9	14,5	17,8	26,2	32,5	21,2
Réserves mathématiques et techniques .....	18,6	17,8	19,3	15,2	15,4	16,5	16,3
Valeurs à revenu fixe .....	27,0	30,7	30,2	21,0	21,0	8,9	22,4
Actions et participations .....	9,9	8,5	12,4	8,5	10,8	6,6	13,1
Divers .....	-0,2	1,0	2,5	0,7	2,1	-0,3	2,3
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Dans l'ensemble, on retrouve des fluctuations analogues à celles qui se dégagent des tableaux Ib et IIb. Pour l'ensemble de la période de 1958 à 1964, les organismes monétaires ont absorbé en moyenne 30 p.c. de l'apport des entreprises et particuliers au marché financier, les caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, 18 p.c., les organismes d'assu-

rances et les fonds de pension, 17 p.c., les institutions publiques de crédit, 2 p.c. (compte non tenu de l'apport à ces institutions sous forme d'obligations et de bons de caisse) et le marché des valeurs mobilières, 33 p.c.

Pour ce qui concerne les chiffres de l'année 1963, il importe de souligner une fois de plus qu'ils sont fortement marqués par l'incidence

de la réforme fiscale de novembre 1962. Les effets de celle-ci sur le comportement du public dans le choix des actifs financiers peuvent être résumés comme suit : d'une part, préférence accrue pour les encaisses monétaires, (pièces et billets, dépôts à vue) et pour quelques formes de liquidités quasi monétaires, à savoir des dépôts en carnets ou livrets dans les

banques (dépôts d'épargne) et des dépôts d'épargne auprès des caisses d'épargne privées, d'autre part, intérêt moindre pour les dépôts à terme et pour les obligations et les bons de caisse. On notera cependant que, par suite de la hausse des taux d'intérêt, ces effets de la réforme fiscale ont commencé à s'estomper à partir de 1964.

## CHAPITRE II

### LE ROLE DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS

#### A. Les banques de dépôts.

##### 1. Aperçu d'ensemble.

Les banques belges sont des banques de dépôts; elles ne peuvent faire les opérations habituelles des banques d'affaires. Cette caractéristique du système bancaire belge actuel résulte de la législation de 1935, qui a scindé les banques mixtes en banques de dépôts, d'une part, et en sociétés financières (holdings), d'autre part. Les dispositions légales en vigueur (arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935) interdisent aux banques constituées sous forme de société anonyme, de société en commandite par actions ou de société de personnes à responsabilité limitée de posséder des parts d'associés ou des participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés commerciales autres que des banques, ou dans des associations en participation. Il y a cependant une exception à cette règle. En effet, les banques peuvent détenir des actions de sociétés de capitaux à l'émission desquelles elles ont participé. Il n'existe aucune limite au montant des valeurs qu'elles peuvent détenir dans ces conditions. Mais le délai de détention était limité; en vertu de la loi du 3 mai 1967 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935, il est porté de six mois à un an et, moyennant l'autorisation de la Commission bancaire, il peut faire l'objet de deux prorogations de même durée. La détention d'obligations de sociétés, qui était soumise aux mêmes restrictions que celle d'actions de sociétés, est entièrement libérée.

Les dépôts à vue constituent la principale catégorie des moyens d'action bancaires. Les banques n'ont cependant pas le monopole de la collecte de cette catégorie de ressources. Pour

les gérer, elles sont en compétition avec l'Office des Chèques Postaux et certaines institutions publiques de crédit. Les banques reçoivent également des dépôts à terme et des dépôts en carnets (dépôts d'épargne) et elles émettent des bons de caisse au robinet (*on tap*).

L'apport intérieur de fonds aux banques provient des entreprises, des particuliers et des intermédiaires financiers; le Trésor n'a pas coutume de détenir des fonds dans les banques, ainsi qu'on le constate dans certains pays.

En ce qui concerne l'affectation de leurs ressources, les banques octroient des crédits tant à l'Etat et autres pouvoirs publics qu'aux entreprises et particuliers et à l'étranger. Leurs crédits aux entreprises et particuliers sont essentiellement des crédits à court terme. Toutefois, depuis quelques années, les banques ont fortement développé leurs crédits à moyen et à long terme.

Jusqu'à la réforme du marché monétaire, le 1<sup>er</sup> janvier 1962, les crédits bancaires accordés au secteur public étaient étroitement régis par une réglementation introduite en 1946. Depuis la réforme, l'évolution de ces crédits est déterminée par les décisions autonomes des banques mêmes. On y reviendra plus loin.

##### 2. Développements récents.

a) Depuis quelques années, les moyens d'action autres que les dépôts à vue forment une fraction de plus en plus grande du total des ressources bancaires.

A la fin de 1966, les dépôts à plus d'un mois et les dépôts en carnets ou livrets représentaient 28,8 p.c. du total des moyens d'action bancaires, contre 23,5 p.c. à la fin de 1958.

Jusqu'en 1961, c'étaient surtout les premiers qui avaient progressé; ultérieurement, c'étaient essentiellement les seconds (dépôts d'épargne). L'accroissement rapide de ces ressources avait été influencé par l'augmentation des taux d'intérêt alloués aux déposants. La réforme du marché monétaire en novembre 1957 avait

créé un lien entre ces taux et le taux d'escompte de la Banque Nationale. A l'occasion de la réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962, le régime de fixation des taux d'intérêt créditeurs avait encore été assoupli. Toutefois, dès le début de 1962, les comptes à terme avaient perdu de leur attrait, leur rémunération ayant

Tableau V.

**Moyens d'action des banques de dépôts**

(en pour cent du total, à fin d'année)

Sources : *Rapports annuels de la Commission bancaire et de la Banque Nationale de Belgique.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Dépôts à vue et à un mois au plus .....	54,4	52,9	48,5	43,2	42,4	39,9	38,6	37,4	34,3
Dépôts à plus d'un mois .....	13,6	14,5	15,9	18,5	18,5	15,5	13,4	14,9	14,9
Dépôts en carnets ou livrets ...	9,9	10,8	10,1	8,4	9,6	12,3	13,4	14,1	13,9
Banquiers <sup>1</sup> .....	8,7	8,7	12,5	18,5	16,6	20,9	23,7	23,1	27,3
Obligations et bons de caisse ...	5,7	5,5	5,5	5,0	6,0	5,1	4,5	4,0	3,5
Non exigible .....	7,7	7,6	7,5	6,4	6,9	6,3	6,4	6,5	6,1
<b>Total ...</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
p.m. : Total en milliards de francs .....	115,0	126,7	139,2	172,6	185,9	222,2	251,6	285,3	337,8

<sup>1</sup> Y compris les banquiers étrangers.

baissé par suite de la diminution du taux d'escompte de la Banque Nationale. La réforme fiscale de la fin de 1962 allait encore amputer le rendement net des dépôts à terme. Par contre, les dépôts reçus en carnets ou livrets avaient connu une expansion extrêmement rapide grâce aux exemptions fiscales prévues pour leurs revenus.

La progression rapide du poste « Banquiers » — 27,3 p.c. des moyens d'action à la fin de 1966, contre 8,7 p.c. à la fin de 1958 — est directement liée à l'augmentation des opérations avec l'étranger.

L'encours des obligations et bons de caisse émis par les banques avait plus que doublé de la fin de 1957 à la fin de 1962, grâce notamment à une adaptation à la hausse des taux d'intérêt payés. Depuis lors, il y a eu une certaine stagnation.

b) Depuis quelques années, les banques de dépôts interviennent plus largement dans l'octroi de crédits à moyen et à long terme aux entreprises et aux particuliers. Cette évolution a été favorisée par l'intervention des banques dans l'application des lois d'expansion économique de 1959, par le développement de leurs moyens d'action plus stables et par la suppression des coefficients de couverture.

Les statistiques bancaires ne permettent pas d'effectuer une séparation nette entre les crédits à court terme, d'une part, et les crédits à moyen et à long terme, d'autre part. On trouve une indication partielle concernant le développement de cette dernière catégorie de crédits bancaires dans l'évolution de l'encours des crédits subsidiés ou garantis par l'Etat.

Tableau VI.

**Encours utilisé des crédits subsidiés ou garantis par l'Etat <sup>1</sup> accordés par les banques de dépôts**

(milliards de francs, à fin d'année)

Source : *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

1960	1961	1962	1963	1964	1965
0,9	2,2	3,4	5,6	8,0	9,0

<sup>1</sup> En vertu des lois du 24 mai, des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 février 1961.

De la fin de 1960 à la fin de 1965, l'encours utilisé des crédits bancaires subsidiés ou garantis par l'Etat a augmenté en moyenne de 1,6 milliard par an. L'augmentation a été la plus forte en 1964 : 2.4 milliards.

c) Depuis 1962, les crédits aux entreprises et particuliers ont augmenté plus rapidement que les crédits aux pouvoirs publics.

Le rythme d'expansion des crédits bancaires octroyés aux entreprises et particuliers s'est accéléré de 1960 à 1963 sous l'effet de la haute conjoncture. Le ralentissement constaté en 1964 traduit notamment l'incidence de la politique de modération du crédit des autorités monétaires.

Quant aux crédits aux pouvoirs publics, jusqu'à la fin de 1961, leur évolution était, ainsi qu'on l'a déjà signalé, étroitement liée à la réglementation introduite en 1946, qui obligeait les banques de maintenir une proportion, appelée coefficient de couverture, entre, d'une part, l'ensemble du passif exigible à deux ans au plus et, d'autre part, celui des effets et fonds publics ou les certificats du Fonds des Rentes (depuis 1957). Le coefficient de couverture

Tableau VII.

**Crédits octroyés par les banques de dépôts**

(milliards de francs, à fin d'année)

Sources : *Rapports annuels de la Commission bancaire et de la Banque Nationale de Belgique.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Crédits aux entreprises et particuliers .....	60,6	64,5	71,0	83,4	98,7	117,7	133,1	156,3	179,5
dont : logés en banque .....	(42,1)	(44,0)	(51,5)	(60,9)	(72,4)	(92,7)	(107,6)	(122,3)	(143,4)
Crédits aux pouvoirs publics ...	59,6	66,7	70,2	90,7	88,5	97,8	102,3	115,1	127,2
Total ...	120,2	131,2	141,2	174,1	187,2	215,5	235,4	271,4	306,7

a été aboli au 1<sup>er</sup> janvier 1962. Ainsi, les banques se sont vu autorisées à placer librement la contrepartie des passifs exigibles nouveaux, mais elles restaient tenues de conserver un portefeuille composé principalement d'effets et fonds publics appelé « plancher ». A son tour, ce « plancher » a été supprimé par un arrêté de la Commission bancaire pris le 31 décembre 1962.

**3. Réformes proposées.**

La Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique (Commission De Voghel) a proposé des modifications au statut des banques.

a) *En ce qui concerne la détention d'actions de l'offre publique desquelles les banques ont été chargées.*

Il a été proposé de porter le délai maximum de détention autorisé, c'est-à-dire six mois, à trois ans ou éventuellement plus. L'allongement du délai devrait permettre aux banques de procéder à la réalisation des titres au cours d'une période mieux en rapport avec la durée du cycle conjoncturel et du processus de crois-

sance des entreprises. On sait que le délai de détention vient d'être porté à un an et qu'il peut faire l'objet de deux prorogations de même durée moyennant l'autorisation de la Commission bancaire.

b) *En ce qui concerne la détention d'actions à titre de placement.*

On sait qu'elle n'est admise en aucune façon par la législation bancaire en vigueur. Dans son premier rapport, la Commission De Voghel a proposé un certain assouplissement de la législation pour permettre aux banques d'affecter une partie de leurs fonds propres au financement de besoins de capitaux à risques, suscités par l'expansion économique. La loi du 3 mai 1967 ne contient pas de dispositions à cet égard.

c) *En ce qui concerne la détention d'obligations à titre de placement.*

Etant donné que les obligations de sociétés peuvent être assimilées, sous certains aspects du moins, à des crédits à plus long terme — crédits que les banques sont autorisées à octroyer —, il a été proposé de lever l'interdiction de détenir des obligations. La loi précitée introduit cette réforme.

## B. L'Office des Chèques Postaux (O.C.P.).

L'Office des Chèques Postaux a été créé en 1913 dans le but de faciliter les transferts de fonds entre particuliers et entre ces derniers et l'Etat. L'Office, qui dépend de l'Administration des Postes, est un rouage de l'Etat. Il en résulte que les dépôts auprès de l'Office sont une dette à vue de l'Etat. L'Office des Chèques Postaux agit comme si, à partir des dépôts reçus des particuliers, il accorde des crédits au Trésor. Dans les statistiques financières, il est considéré comme un organisme monétaire; il gère, en effet, des encaisses monétaires du public et les dépenses que l'Etat effectue par son intermédiaire (versements au crédit des comptes de chèques postaux des créditeurs de l'Etat) peuvent donner lieu à un gonflement des dépôts des particuliers. A la fin de 1966, les avoirs des particuliers auprès de l'Office des Chèques Postaux s'élevaient à 41,5 milliards.

## C. L'Institut de Réescompte et de Garantie (I.R.G.).

L'Institut de Réescompte et de Garantie, créé au moment de la réforme bancaire de 1934-1935, peut procéder au réescompte de crédits bancaires dans des conditions plus larges que la Banque Nationale. C'est une institution d'utilité publique dont l'Etat garantit les engagements jusqu'à une limite de 20 milliards actuellement. Son capital est souscrit par les banques qui participent à sa gestion.

Les opérations de l'Institut se divisent en deux catégories : l'ouverture de crédits de réescompte en faveur de banques belges; l'achat, la vente et le courtage d'acceptations bancaires et commerciales.

Par les opérations de la première catégorie, l'Institut donne aux banques la possibilité de réescompter divers types de crédits dans les limites de certaines tranches :

1. une tranche de 3 milliards de crédits — fonds de roulement et divers — répartie entre les banques sur la base de leurs fonds propres;
2. une tranche de 1,5 milliard de crédits destinés à financer des fabrications pour le marché intérieur ou des travaux publics;
3. une tranche de 1,75 milliard de crédits destinés à financer des délais de paiement consentis sur le marché intérieur;
4. une tranche de 1 milliard de crédits destinés à financer l'exploitation de la Société Nationale des Chemins de fer belges;

5. une tranche de 3,25 milliards de crédits destinés à financer la fabrication et la vente de produits pour l'exportation.

On observera cependant que ces opérations de réescompte de l'Institut, en période de tension, ne peuvent être qu'occasionnelles et strictement temporaires. A la fin de 1966, les crédits ouverts dans le cadre des diverses tranches susmentionnées s'élevaient, au total, à 6,5 milliards et ils étaient utilisés à concurrence de 1.745 millions seulement.

Par les opérations de la seconde catégorie, l'Institut achète et place éventuellement sur le marché hors banque des acceptations bancaires ou commerciales visées représentatives d'importations et d'exportations et, dans une certaine mesure, des acceptations commerciales ordinaires. Pour ces dernières, il agit cependant surtout comme courtier et il agit exclusivement à ce titre dans le cas des acceptations bancaires non visées.

Pour le financement du portefeuille d'effets qu'il constitue par ses achats, l'Institut se procure des ressources par des emprunts sur le marché du call money et, en cas de resserrement de celui-ci, par le réescompte auprès de la Banque Nationale.

L'Institut s'imbrique donc dans le système bancaire. Son intervention a pour effet de permettre à une grande partie des trésoreries que les banques placent sur le marché de l'argent au jour le jour, de financer des crédits à plus longue échéance; en effet, il transforme les disponibilités à très court terme qu'il emprunte en crédits finançant des opérations commerciales et industrielles à court et à moyen terme. A la fin de 1966, son portefeuille d'effets de commerce s'élevait à 1.345 millions.

Dans les statistiques, l'Institut est intégré dans les organismes monétaires pour la partie de son activité qui est financée par des ressources provenant des banques. Il est considéré comme une institution publique de crédit non monétaire pour la partie de son activité qui est financée par des ressources non bancaires.

## D. Les caisses d'épargne, les sociétés hypothécaires et les sociétés de capitalisation.

Le secteur des « caisses d'épargne », tel qu'il est défini ici, englobe la Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et les caisses d'épargne privées.

L'importance financière de la seule Caisse d'Épargne, qui est une institution publique, dépasse de loin celle de l'ensemble des caisses d'épargne privées : à la fin de 1966, la Caisse d'Épargne gérait environ 64 p.c. du total des dépôts d'épargne placés auprès de l'ensemble des caisses d'épargne.

**1. La Caisse d'Épargne de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.**

a) *Aperçu d'ensemble.*

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est une institution publique qui groupe quatre caisses : la Caisse d'Épargne, la Caisse de Retraite <sup>(1)</sup>, la Caisse d'Assurances <sup>(1)</sup> et la Caisse de Rentes-Accidents du Travail <sup>(1)</sup>. Dans cette section, on ne s'arrêtera qu'à l'activité de la Caisse d'Épargne.

La Caisse d'Épargne collecte la grande majorité de ses ressources auprès des particuliers sous forme de dépôts sur livrets d'épargne ordinaire. Ces dépôts ne sont ni à terme, ni à préavis. Ils ne revêtent pas un caractère monétaire mais des montants importants peuvent être monétisés dans un délai assez court : la Caisse d'Épargne donne immédiatement suite aux demandes de retrait de dépôts jusqu'à concurrence de 10.000 francs par quinzaine. Exprimé sur une base annuelle, le coefficient de retrait moyen, au cours de la période de 1963 à 1965, s'est chiffré à 0,263.

En 1962, la Caisse d'Épargne a introduit deux nouveaux instruments pour collecter les dépôts des particuliers, à savoir les livrets de dépôts à terme et les livrets ménagers. Sur les livrets de dépôts à terme, elle accepte des dépôts de particuliers pour un terme de 1, 2, 3, 4 et 5 ans. Les dépôts inscrits sur les livrets ménagers peuvent être utilisés, par leur titulaire, pour des paiements ménagers périodiques ainsi que pour des dépenses occasionnelles.

Les institutions publiques et d'utilité publique ainsi que les organismes à buts sociaux, culturels ou de bienfaisance, peuvent déposer leurs fonds sur livrets auprès de la Caisse d'Épargne, aux conditions spéciales déterminées par le Conseil d'Administration.

La Caisse d'Épargne reçoit également des dépôts en comptes courants, notamment des

sociétés d'habitations sociales et de certaines institutions sociales et d'intérêt public. Le tableau VIII donne une répartition détaillée des dépôts auprès de la Caisse d'Épargne à la fin de 1965.

Tableau VIII.

**Dépôts auprès de la Caisse d'Épargne**  
(millions de francs)

Source : Rapport annuel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, 1965.

<b>A. Dépôts sur livrets :</b>	
1. Dépôts des particuliers :	
Livrets d'épargne ordinaire .	106.234
Livrets de dépôts à terme ...	5.691
Livrets ménagers .....	92
Livrets de dotation .....	177
<b>Total ...</b>	<b>112.194</b>
2. Dépôts des institutions :	
Livrets de dépôts à vue .....	30
Livrets de compte .....	542
Livrets spéciaux .....	4.899
<b>Total ...</b>	<b>5.471</b>
<b>B. Dépôts en comptes courants :</b>	
Sociétés d'habitations sociales	3.056
Institutions d'utilité publique	217
Institutions à caractère social	2.377
<b>Total ...</b>	<b>5.650</b>
<b>Total général ...</b>	<b>123.315</b>

La grande majorité des ressources collectées par la Caisse d'Épargne est transformée en crédits à moyen et à long terme accordés aux entreprises et particuliers et aux pouvoirs et organismes publics. La plus forte proportion de ces crédits est accordée aux entreprises et particuliers, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions publiques de crédit; l'essentiel de ces crédits est consacré à la construction sous forme de prêts hypothécaires et d'avances à des sociétés finançant la construction d'habitations sociales.

Le financement de l'industrie revêt surtout la forme d'escompte de promesses et de concours financiers apportés à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et à la Société Nationale d'Investissement. La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite dispense également du crédit à l'agriculture par l'intermédiaire de ses comptoirs agricoles et par des avances à l'Institut National de Crédit Agricole. Elle participe au financement des exportations par l'intermédiaire de Creditexport <sup>(1)</sup>. Enfin, l'artisanat, la batellerie et l'armement mariti-

<sup>(1)</sup> Ces caisses ont été groupées ici dans le secteur « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension ».

<sup>(1)</sup> Association, constituée par des institutions financières publiques et des banques, pour la coordination du financement à moyen terme des exportations belges.



me bénéficient aussi de ses prêts. Tous ces crédits sont accordés à des conditions inférieures aux taux du marché.

Les crédits aux pouvoirs publics prennent essentiellement la forme de souscriptions d'obligations de l'Etat et de certificats de trésorerie.

Il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de crédits de la Caisse d'Epargne, autres que ceux qui sont repris sous la rubrique « Prêts hypothécaires », sont assortis d'une garantie hypothécaire. C'est notamment le cas des « effets sur la Belgique » qui figurent parmi

Tableau IX. **Répartition des placements de la Caisse d'Epargne**  
(milliards de francs, à fin d'année)

Source : *Rapports annuels de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>A. Placements définitifs <sup>1</sup> :</b>								
Fonds publics belges et valeurs assimilées .....	34,8	38,3	39,8	38,8	40,0	42,6	42,2	44,2
Obligations de sociétés belges .....	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Prêts hypothécaires .....	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédits aux habitations sociales :								
Avances aux sociétés agréées ...	19,7	21,1	22,0	22,5	23,9	24,8	} 24,6	} 27,2
Avances à la Société Nationale du Logement .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2		
Crédits agricoles .....	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Autres .....	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8
<b>Total ...</b>	<b>62,9</b>	<b>68,2</b>	<b>71,0</b>	<b>71,0</b>	<b>74,1</b>	<b>78,3</b>	<b>78,5</b>	<b>84,1</b>
<b>B. Placements provisoires :</b>								
Effets sur la Belgique <sup>2</sup> .....	7,6	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie, au commerce et à l'artisanat .....	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédits d'exportation .....	...	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Acceptations bancaires .....	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de trésorerie .....	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour .....	0,8	1,1	0,7	0,7	0,9	0,9	—	0,5
<b>Total ...</b>	<b>17,3</b>	<b>19,7</b>	<b>21,6</b>	<b>27,8</b>	<b>34,4</b>	<b>37,2</b>	<b>41,5</b>	<b>47,5</b>
<b>Total général ...</b>	<b>80,2</b>	<b>87,9</b>	<b>92,6</b>	<b>98,8</b>	<b>108,5</b>	<b>115,5</b>	<b>120,0</b>	<b>131,6</b>

<sup>1</sup> Jusqu'en 1963 : valeur comptable; à partir de 1964 : valeur comptable budgétaire.

<sup>2</sup> Il s'agit essentiellement de promesses représentatives de crédits hypothécaires octroyés par les comptoirs d'escompte.

les placements provisoires et qui sont en majeure partie des crédits pour la construction de maisons d'habitation. En additionnant les prêts hypothécaires, les crédits aux habitations sociales et les effets sur la Belgique, on peut estimer qu'à la fin de 1965, les crédits à la construction représentaient environ 45 p.c. de l'ensemble des créances de la Caisse d'Epargne. A la même date, les créances sur l'Etat — 21,4 milliards de fonds publics et 4,1 milliards de certificats de trésorerie — représentaient 19 p.c. du total des placements de la Caisse d'Epargne.

Dans sa politique de placement, la Caisse d'Epargne n'est pas liée par des proportions minimales et maximales prescrites par la loi. La loi organique du 16 mars 1865 prévoit les formes que doivent prendre les placements provisoires et définitifs de la Caisse. Toutefois, l'éventail des placements autorisés à l'époque

par le législateur a été progressivement élargi par une série de dispositions particulières.

#### b) *Développements récents.*

La Caisse d'Epargne, auprès de laquelle sont constitués plus de la moitié des dépôts d'épargne existants, a vu se ralentir le rythme d'accroissement de ses dépôts en 1963 et surtout en 1964. Cette évolution semble être due au fait que le public a cherché à étendre le bénéfice qu'il retire des exemptions et réductions légales de précompte mobilier sur les intérêts de ses dépôts d'épargne, en répartissant ceux-ci entre différents organismes. La situation s'est toutefois redressée à partir des derniers mois de 1964, vraisemblablement par suite des relèvements de la prime de fidélité, qui est passée successivement de 0,30, à 0,40 et à 0,50 p.c., et de l'annonce d'une répartition

de 1 milliard du fond de réserve entre les détenteurs de livrets d'épargne ordinaire et de livrets de dépôts à terme. Cette répartition a eu lieu le 31 décembre 1965.

Le plafond fixé pour l'octroi du taux d'intérêt de 3 p.c. a été porté à 500.000 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1967.

Les intérêts sur les dépôts d'épargne ordinaire, mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1967, sont exonérés de tous impôts à concurrence de 5.000 francs, contre 1.500 francs précédemment. Par contre, toute exonération a été supprimée pour les intérêts sur les dépôts d'épargne à terme constitués ou renouvelés après le 19 octobre 1966.

## 2. Les caisses d'épargne privées.

### a) Aperçu d'ensemble.

A la fin de 1965, il y avait en Belgique 34 caisses d'épargne privées, dont 19 étaient en même temps caisses hypothécaires. Les caisses d'épargne qui opèrent en même temps comme caisses hypothécaires gèrent environ 94 p.c. du total des ressources des caisses d'épargne privées.

L'importance financière de l'ensemble des caisses d'épargne privées est inférieure à celle de la seule Caisse d'Epargne : à la fin de 1966,

les caisses d'épargne privées détenaient ensemble 36 p.c. du total des dépôts d'épargne logés dans le secteur des caisses d'épargne.

Les caisses d'épargne privées se procurent des ressources financières en acceptant des dépôts d'épargne ordinaire, des dépôts d'épargne à terme et à préavis, des dépôts en compte courant, et en émettant des bons de caisse et obligations au robinet. Cette dernière technique de financement est utilisée uniquement par les caisses d'épargne hypothécaires. Les dépôts d'épargne ordinaire constituent de loin la principale catégorie de ressources des caisses d'épargne privées. Les possibilités de retrait de ces dépôts sont très grandes, sans être toutefois illimitées. Chaque caisse d'épargne se réserve le droit de limiter les retraits à une somme déterminée pendant une période donnée, par exemple 5.000 francs par quinzaine. Exprimé sur une base annuelle, le coefficient de retrait moyen, au cours de la période de 1963 à 1965, s'est chiffré à 0,726.

En ce qui concerne la rémunération de leurs dépôts d'épargne, les caisses d'épargne privées s'alignent le plus souvent sur la Caisse Générale d'Epargne. Dans certains cas, elles accordent cependant des intérêts plus élevés.

Depuis 1958, les ressources financières des caisses d'épargne privées ont évolué comme suit :

Tableau X. **Principales ressources des caisses d'épargne privées**  
(milliards de francs, à fin d'année)

	Dépôts d'épargne à moins de 2 ans 1	Dépôts d'épargne à 2 ans et plus 1	Dépôts divers 2	Obligations et bons de caisse 1	Total
1958 .....	15,7	4,4	0,4	3,9	24,4
1959 .....	18,5	5,0	0,5	4,3	28,3
1960 .....	20,2	5,6	0,6	4,8	31,2
1961 .....	23,1	6,4	0,6	5,2	35,3
1962 .....	27,4	7,4	0,7	6,3	41,8
1963 .....	31,4	9,9	0,9	6,1	48,3
1964 .....	35,1	11,6	1,3	10,3 <sup>3</sup>	58,3
1965 .....	40,7	13,8	1,5	11,1	66,4
1966 .....	46,3	16,7	n.d.	12,5	n.d.

<sup>1</sup> Source : Office Central de la Petite Epargne.

<sup>2</sup> Source : Bulletin de Statistique de l'Institut National de Statistique.

<sup>3</sup> Ce montant est gonflé à concurrence de 3,8 milliards, par l'incorporation dans la statistique d'une société hypothécaire qui a adopté le statut de caisse d'épargne.

n.d. : Chiffres non disponibles.

Au cours des dernières années, le rythme d'accroissement des ressources des caisses d'épargne privées, qui a été beaucoup plus rapide que celui des ressources de la Caisse d'Epargne, peut être attribué au fait que les

caisses d'épargne privées sont en contact plus direct avec leur clientèle, qu'elles octroient, dans certains cas, des taux d'intérêt plus élevés et que les possibilités réelles de retraits de dépôts sont parfois plus larges qu'à la Caisse

d'Épargne. Ainsi qu'on l'a déjà signalé, la réforme fiscale de la fin de 1962 a également favorisé l'afflux de fonds auprès des caisses d'épargne privées.

En ce qui concerne leurs placements, les caisses d'épargne sont soumises à un contrôle légal, du moins pour les placements effectués en contrepartie des dépôts d'épargne. Le règle-

Tableau XI.

**Placements des caisses d'épargne privées**

(milliards de francs, à fin d'année)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur les pouvoirs et organismes publics				Total général
	Prêts hypothécaires	Autres créances	Total	Etat	Autres pouvoirs publics <sup>1</sup>	Organismes para-étatiques	Total	
1958 .....	13,8	2,1	15,9	4,7	0,7	4,1	9,5	25,4
1959 .....	15,9	2,5	18,4	5,0	0,6	5,8	11,4	29,8
1960 .....	18,0	2,4	20,4	6,2	0,7	5,9	12,8	33,2
1961 .....	20,3	2,7	23,0	6,9	0,7	6,8	14,4	37,4
1962 .....	23,9	3,0	26,9	8,7	0,9	7,9	17,5	44,4
1963 .....	26,4	4,1	30,5	10,4	1,0	9,2	20,6	51,1
1964 <sup>2</sup> .....	35,0	5,1	40,1	11,4	1,0	9,2	21,6	61,7
1965 .....	40,8	6,0	46,8	12,6	1,1	10,3	24,0	70,8

<sup>1</sup> Titres des pouvoirs subordonnés, du Congo et du Rwanda-Burundi et de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

<sup>2</sup> Les chiffres de 1964 ne sont pas entièrement comparables à ceux de 1963; ils sont gonflés du fait qu'au cours de cette année, une société hypothécaire a adopté le statut de caisse d'épargne.

ment de contrôle délimite les types de placements autorisés et, pour les placements des dépôts d'épargne à moins de deux ans, il fixe en outre des proportions minimales et maximales à respecter. Il prescrit notamment que les placements en fonds d'Etat et valeurs assimilées doivent représenter au minimum 40 p.c. des placements définitifs (<sup>1</sup>) et que les prêts hypothécaires ne peuvent dépasser 40 p.c. des placements définitifs.

A la fin de 1965, les prêts hypothécaires représentaient environ 58 p.c. et les créances sur les pouvoirs et organismes publics, environ 34 p.c. du total des placements des caisses d'épargne privées. En confrontant ces pourcentages avec les proportions maximales et minimales indiquées ci-avant, il ne faut pas perdre de vue qu'elles se rapportent uniquement aux dépôts d'épargne à moins de deux ans et non pas à l'ensemble des ressources des caisses d'épargne privées. Les proportions prescrites sont en fait largement respectées.

L'importance des prêts hypothécaires dans les créances des caisses d'épargne privées doit être attribuée non seulement aux dispositions légales, mais également au fait que les caisses

d'épargne les plus importantes sont en même temps des caisses hypothécaires.

b) Réformes.

L'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967 a modifié l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office Central de la Petite Epargne. Les principales réformes sont les suivantes : d'une part, le système de contrôle qui, jusqu'à présent, ne s'appliquait qu'aux dépôts, est étendu à toute épargne recueillie par les caisses d'épargne privées, sous quelque forme que ce soit, et notamment par des émissions de bons de caisse et obligations; d'autre part, les pouvoirs de contrôle du Gouvernement et de l'Office Central de la Petite Epargne sont élargis non seulement pour assurer la protection des épargnants, mais également pour permettre d'associer plus étroitement les caisses d'épargne privées à la politique économique, financière et monétaire des autorités. La possibilité de déterminer les proportions qui doivent être respectées entre certains éléments actifs et certains éléments passifs, et entre les différentes catégories de placements autorisés, permettra d'atteindre cet objectif. La fixation de taux d'intérêt maxima pour les dépôts et autres opérations de collecte de fonds répond aux

(<sup>1</sup>) Les placements définitifs doivent représenter au minimum 60 p.c. du total des dépôts d'épargne, et le fonds de roulement et les placements provisoires, au maximum 40 p.c. de ce même total.

mêmes préoccupations. Par ailleurs, la possibilité d'accorder à l'Office le pouvoir de fixer les proportions et les taux dans certaines limites donnera au système la flexibilité voulue.

### 3. Les sociétés de capitalisation.

Les sociétés de capitalisation sont définies comme des « entreprises qui font appel à l'épargne et qui contractent, en échange de versements uniques ou périodiques, des engagements déterminés ». Pour faire face aux engagements contractés, elles constituent des réserves mathématiques. La plupart des sociétés de capitalisation sont en même temps des caisses d'épargne hypothécaires et leur activité à ce titre a été recensée ci-avant dans les statistiques relatives aux caisses d'épargne privées.

Les opérations de capitalisation pure donnant lieu à la constitution de réserves mathématiques sont très peu importantes. A la fin de 1965, le total des réserves mathématiques de ces sociétés n'atteignait que 600 millions et, entre 1958 et 1965, leur accroissement annuel moyen avait été de 23 millions seulement.

En ce qui concerne leurs placements, les sociétés de capitalisation sont soumises à des prescriptions légales qui sont pratiquement

identiques à celles des placements des compagnies d'assurance sur la vie [cf. Section E, § 1, a)] (1). Leurs placements effectifs concernent, à concurrence de 70 p.c. environ, des immeubles et des prêts hypothécaires.

### 4. Les sociétés hypothécaires ne pratiquant pas les opérations d'épargne et de capitalisation.

Les sociétés hypothécaires qui ne sont pas en même temps des caisses d'épargne ou des sociétés de capitalisation, se financent essentiellement par l'émission d'obligations et bons de caisse au robinet. Ceci ressort clairement du tableau XII.

Les sociétés hypothécaires ne sont pas soumises à des normes quantitatives pour ce qui concerne la nature de leurs placements (2). Près de 90 p.c. des ressources des sociétés hypothécaires sont affectés à des prêts hypothécaires et autres. Le portefeuille-titres ne représente que 6 p.c. du total de leurs actifs.

(1) La seule différence est que les sociétés de capitalisation peuvent affecter au maximum 85 p.c. de leurs réserves mathématiques à des immeubles et prêts hypothécaires, alors que la limite fixée pour les compagnies d'assurance sur la vie est de 65 p.c.

(2) Il y a une exception pour l'affectation des « fonds de reconstitution » auprès des sociétés hypothécaires « par intervention », mais l'importance de ces fonds de reconstitution est négligeable.

Tableau XII.

### Principales ressources des sociétés hypothécaires

(milliards de francs, à fin d'année)

Sources : Institut National de Statistique et Banque Nationale de Belgique.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Obligations et bons de caisse .....	2,1	2,6	3,1	3,7	4,3	4,9	1,6 <sup>1</sup>	2,2
Autres ressources .....	0,9	1,2	1,2	1,3	1,2	1,4	1,4	1,5
Total ...	3,0	3,8	4,3	5,0	5,5	6,3	3,1	3,7

<sup>1</sup> La diminution par rapport à 1963 s'explique, à concurrence de 3,8 milliards, par l'exclusion de la statistique d'une société hypothécaire qui a adopté le statut de caisse d'épargne.

### E. Les organismes d'assurances (vie et accidents du travail).

On ne considère ici comme intermédiaires financiers que les organismes d'assurances qui, de par leur fonction spécifique, doivent constituer des réserves et qui, de ce fait, accumulent des ressources financières importantes. Il s'agit des organismes d'assurance sur la vie et des organismes d'assurance contre les accidents du travail.

#### 1. Les organismes d'assurance sur la vie.

##### a) Aperçu d'ensemble.

Il y a, en Belgique, une bonne centaine de sociétés privées qui ont été autorisées par les pouvoirs publics à faire des opérations d'assurance sur la vie. Outre ces sociétés privées, deux caisses publiques d'assurance sur la vie opèrent respectivement au sein de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne. L'activité

de ces deux caisses publiques se borne, en ordre principal, à garantir, par des assurances temporaires, à capital décroissant, le remboursement des prêts hypothécaires accordés par les institutions mères.

Les réserves mathématiques gérées par les différentes catégories d'organismes d'assurance sur la vie ont évolué comme suit depuis 1958.

Tableau XIII.

**Réserves mathématiques  
des organismes d'assurance sur la vie**

(milliards de francs, à fin d'année)

	Sociétés privées (belges et étrangères)	Caisses publiques 1	Total
1958 .....	36,0	4,4	40,4
1959 .....	40,8	4,9	45,7
1960 .....	46,1	6,5	52,6
1961 .....	50,3	7,1	57,4
1962 .....	54,3	7,7	62,0
1963 .....	58,9	8,1	67,0
1964 .....	63,9	9,1	73,0
1965 .....	69,6	9,4	79,0

1 Y compris le fonds de réserve auquel est versée l'intégralité des bénéfices.

Les réserves mathématiques des organismes d'assurance sur la vie ont augmenté en moyenne de 5,5 milliards par an, ce qui démontre l'importance de leur rôle sur le marché financier. Par des dispositions légales adoptées en vue de la protection de l'épargne, le placement des réserves mathématiques des sociétés privées d'assurance sur la vie a été assujéti à un contrôle assez strict. Le législateur a délimité les types de placements autorisés et il a déterminé des proportions minimales et maximales pour chacune de

ces catégories de placements. Ces dispositions légales ne semblent cependant pas gênantes pour les sociétés. En fait, le plancher prévu pour les fonds publics belges est largement dépassé, tandis que les plafonds imposés pour les autres types de placements sont loin d'être atteints. Ceci ressort clairement des indications ci-après.

Tableau XIV.

**Comparaison des placements effectifs  
aux prescriptions légales**

	Pourcentage légal	Pourcentage de fait relevé à la fin de 1965
		Ensemble des sociétés belges et étrangères
Fonds publics belges et valeurs assimilées ...	min. 15	32
Obligations de sociétés belges .....	{ max. 50 <sup>1</sup> max. 10 <sup>2</sup> }	17
Actions de sociétés belges	max. 15	6
Titres étrangers .....	max. 20	3
Prêts hypothécaires et immeubles .....	max. 65	38
Divers .....	<sup>3</sup>	4

1 Sociétés qui, depuis cinq années consécutives au moins, ont fait face, à l'aide de leurs ressources ordinaires, à tous leurs engagements.

2 Sociétés qui ne remplissent pas la condition mentionnée sub 1.

3 Une circulaire ministérielle du 25 juillet 1960 autorise les compagnies d'assurance sur la vie à placer 5 p.c. au maximum des réserves mathématiques en fonds communs de placement. L'arrêté royal du 17 mars 1962 autorise les compagnies d'assurance sur la vie à placer 10 p.c. au maximum des réserves mathématiques en obligations en francs belges émises par des organisations internationales dont la Belgique est membre.

Depuis 1958, les placements des sociétés privées d'assurance sur la vie ont évolué comme suit :

Tableau XV.

**Valeurs représentatives des réserves mathématiques  
des sociétés d'assurance sur la vie**

Sociétés belges et étrangères

(milliards de francs, à fin d'année)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Fonds publics belges et valeurs assimi- lées .....	12,9	14,6	16,9	18,3	19,8	20,6	21,4	22,5
Obligations de sociétés belges .....	6,9	7,8	7,7	8,0	8,7	9,6	9,8	11,5
Actions de sociétés belges .....	3,0	2,2	2,6	2,8	3,0	3,6	3,8	4,0
Titres étrangers .....	0,7	1,1	1,7	2,3	1,9	2,4	2,3	2,3
Prêts hypothécaires et immeubles .....	11,3	12,6	14,8	17,2	19,3	20,9	24,1	26,3
Divers .....	1,2	2,5	2,4	1,7	1,6	1,8	2,5	3,0
Total ...	36,0	40,8	46,1	50,3	54,3	58,9	63,9	69,6

Les prescriptions légales concernant le placement des réserves mathématiques des caisses publiques d'assurance sur la vie diffèrent quelque peu de celles qui sont prévues pour les sociétés privées. Le portefeuille-titres des caisses publiques ne peut comporter que des fonds publics belges et des valeurs assimilées, ainsi que des obligations de sociétés qui, depuis cinq années consécutives au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires. D'autres obligations ou actions ne sont donc pas autorisées. Il importe de souligner que, pour les caisses publiques d'assurance sur la vie, le législateur n'a pas imposé des proportions minimales et maximales pour les différentes catégories de placements autorisés. En ce qui concerne les placements effectifs des caisses publiques, ils concernent, à concurrence de plus de 85 p.c., des fonds publics et valeurs assimilées.

b) *Réformes proposées.*

Dans son premier rapport du 31 mars 1962, la Commission De Voghel a proposé que le pourcentage maximum des placements que les sociétés privées d'assurance sur la vie peuvent faire en actions de sociétés belges soit porté de 15 à 20 p.c. des réserves mathématiques; une fraction de ces placements, ne dépassant pas 5 p.c. des réserves mathématiques, devrait pouvoir porter sur des actions d'entreprises nouvelles.

On a également envisagé de réduire le coefficient partiel applicable aux obligations de sociétés qui, depuis cinq années consécutives au moins, ont fait face, à l'aide de leurs ressources ordinaires, à tous leurs engagements; cette réduction accroîtrait d'autant la part autorisée des placements en obligations des autres entre-

prises, favorisant ainsi les souscriptions des compagnies d'assurances aux émissions de sociétés nouvelles.

2. **Les organismes d'assurance contre les accidents du travail.**

L'organisation des indemnisations des victimes d'accidents du travail donne lieu à la constitution de réserves mathématiques au sein des entreprises spécialisées dans l'assurance contre ces accidents (sociétés privées et associations mutuelles d'assurance constituées par des chefs d'entreprise).

Depuis 1958, ces réserves mathématiques ont évolué comme suit :

Tableau XVI.

**Réserves mathématiques  
des organismes d'assurance  
contre les accidents du travail**  
(milliards de francs, à fin d'année)

1958	12,9
1959	13,8
1960	14,4
1961	15,5
1962	16,9
1963	18,1
1964	19,6
1965	21,0

Les placements des réserves mathématiques sont soumis à un contrôle légal, qui définit les placements autorisés et fixe des proportions minimales et maximales à respecter. Le règlement de contrôle est analogue à celui qui est prévu pour les compagnies d'assurance sur la vie, mais les placements en actions et en obligations de sociétés belges nouvelles ne sont pas autorisés.

Les placements des organismes d'assurance contre les accidents du travail ont évolué comme suit :

Tableau XVII.

**Valeurs représentatives des réserves mathématiques  
des organismes d'assurance contre les accidents du travail <sup>1</sup>**

Sociétés belges et étrangères, caisses communes et Caisse de Rentes-Accidents du Travail  
(milliards de francs, à fin d'année)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Fonds publics belges et valeurs assimilées	8,5	9,0	9,4	10,0	11,0	11,4	11,9	13,0
Obligations de sociétés belges	0,9	1,0	1,1	1,1	1,3	1,5	1,5	1,4
Fonds publics étrangers	0,02	0,02	0,02	0,03	0,03	0,06	0,05	0,05
Prêts hypothécaires et immeubles	3,3	3,6	3,3	3,9	4,3	4,6	5,4	5,8
Divers	0,2	0,4	0,4	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9
Total	12,9	14,0	14,2	15,7	17,2	18,4	19,7	21,2

<sup>1</sup> Y compris les valeurs représentatives des cautionnements.

La proportion minimale que le législateur a fixée pour les placements en fonds publics belges (20 p.c.) est largement dépassée, tandis que les plafonds prévus pour les autres catégories de placements sont loin d'être atteints.

**F. Les fonds de pension.**

Les fonds de pension sont des placeurs institutionnels qui accumulent une épargne qui est en grande partie « obligatoire ». En effet, les réserves mathématiques qu'ils constituent proviennent, dans la plupart des cas, de contributions imposées par la loi. Le secteur des fonds de pension comprend des fonds de pension institués par les pouvoirs publics, par exemple la Caisse de Retraite de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, des fonds de pension institués par une loi, mais gérés par des organismes privés — souvent des com-

pagnies d'assurances — et divers fonds de pension spéciaux institués en faveur du personnel de grandes institutions ou entreprises.

Au total, les réserves mathématiques et techniques gérées par les fonds de pension recensés (1) s'élevaient à environ 100 milliards à la fin de 1964. De 1958 à 1964, elles avaient augmenté en moyenne de 4,8 milliards par an (cf. tableau IIa).

L'affectation des réserves mathématiques des fonds de pension publics et privés est soumise à une réglementation légale qui définit les placements autorisés et fixe les proportions minimales et maximales pour diverses catégories de ces placements.

Depuis 1958, les placements de l'ensemble des fonds de pension recensés ont évolué comme suit :

(1) Y compris les réserves de l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer.

Tableau XVIII.

**Principaux actifs des fonds de pension**

(milliards de francs, à fin d'année)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Fonds publics belges et valeurs assimilées .....	43,8	47,2	50,6	54,6	58,4	64,0	68,9
Obligations de sociétés belges .....	4,3	4,4	4,2	4,3	4,3	4,6	4,4
Actions de sociétés belges .....	0,1	0,1	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
Prêts hypothécaires et immeubles ..	6,6	6,9	7,5	8,7	10,1	11,4	12,6
Fonds publics étrangers .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,4	2,4
Divers et ajustement .....	2,2	3,0	3,8	3,2	4,2	3,0	7,9
<b>Total ...</b>	<b>57,5</b>	<b>62,1</b>	<b>67,3</b>	<b>72,1</b>	<b>78,3</b>	<b>89,7</b>	<b>97,1</b>

Les quotités de placement imposées par le législateur n'ont pas constitué un obstacle à la politique de placements des fonds de pension, ce qui ressort clairement du tableau XIX.

En ce qui concerne les caisses publiques de pension et les fonds de pension spéciaux, la grande majorité de leurs placements consiste en fonds publics belges et valeurs assimilées.

Tableau XIX.

**Quotités de placement des caisses de pension privées**

	Caisses de pension privées pour employés		Caisses de pension privées pour travailleurs indépendants	
	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1964	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1964
Fonds publics belges et valeurs assimilées	min. 20	66	min. 25	73
Obligations de sociétés belges .....	max. 20	5	max. 25	1
Actions de sociétés belges .....	max. 20	...	max. 10	...
Prêts hypothécaires et immeubles .....	max. 40	24	max. 50	2
Fonds publics étrangers .....	1	1	—	...
Divers .....	—	4	—	24

1 Le pourcentage autorisé est fixé par arrêté du Ministre de la Prévoyance Sociale.

## G. Les institutions publiques de crédit.

Les institutions publiques de crédit ont été créées en vue d'octroyer des crédits spécifiques. A l'exception du Crédit Communal de Belgique, qui est spécialisé dans le financement des pouvoirs publics subordonnés, elles octroient essentiellement des crédits aux entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, et aux particuliers pour la construction de logements. Elles se financent, en ordre principal, par l'émission de bons de caisse et obligations auprès des particuliers et auprès des placeurs institutionnels. Les principales institutions publiques de crédit sont le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Société Nationale du Logement.

### 1. Le Crédit Communal de Belgique.

Le Crédit Communal de Belgique est une institution financière qui exerce une activité bancaire et non bancaire. Dans les statistiques de la Banque Nationale, il est dès lors considéré comme faisant partie des organismes monétaires pour la partie de son activité qui concerne la réception et l'affectation de dépôts à vue ou à un mois au plus. Toutefois, pour la partie de son activité qui n'a pas un caractère monétaire, cet organisme est rangé parmi les institutions publiques de crédit.

Institué en 1860, il fonctionne comme une société coopérative dont les provinces et les communes sont les actionnaires. Il est le banquier des provinces et communes en ce sens qu'il centralise leurs recettes, gère leurs dépôts à vue et leur accorde des prêts à court et à moyen terme. Mais sa principale activité est l'octroi de prêts à long terme destinés à financer les investissements des pouvoirs subordonnés; il finance également la part qui incombe à l'Etat dans des travaux subventionnés au moyen d'un prêt accordé au maître de l'ouvrage et dont le pouvoir central rembourse les intérêts et le capital à l'administration bénéficiaire. Pour le financement de son activité non monétaire, il recourt, en ordre principal, à l'émission continue d'obligations et bons de caisse. Il peut aussi émettre des emprunts publics et reçoit également des dépôts d'épargne du public. A la fin de 1966, l'encours des bons de caisse et obligations s'élevait à 69,3 milliards et les carnets de dépôts du public, à 9,5 milliards. A la même date, les prêts à long

terme accordés aux pouvoirs et organismes publics s'élevaient à 70,5 milliards.

### 2. Les institutions publiques de crédit spécialisées dans le financement des entreprises.

#### a) *La Société Nationale de Crédit à l'Industrie (S.N.C.I.).*

Cette société a été créée en 1919 en vue de contribuer au financement de l'industrialisation du pays par l'octroi de crédits à moyen et à long terme aux entreprises. Elle joue un rôle extrêmement important dans le financement des investissements des entreprises industrielles, notamment par l'octroi de crédits garantis ou subsidiés par l'Etat. Elle intervient également dans le financement du commerce extérieur dans le cadre de Creditexport.

Elle se finance essentiellement par l'émission publique et au robinet d'obligations et de bons de caisse, dont le remboursement et les intérêts sont garantis par l'Etat. Elle reçoit subsidiairement des dépôts à terme ou à préavis et, depuis peu, également des dépôts à vue. A la fin de 1966, la dette de la Société, contractée sous forme d'obligations et de bons de caisse, s'élevait à 58,7 milliards, tandis que les crédits d'investissement à moyen et à long terme atteignaient 61,5 milliards, dont 16,5 milliards de crédits garantis par l'Etat.

#### b) *La Caisse Nationale de Crédit Professionnel (C.N.C.P.).*

Créée en 1946, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel a pour objet de favoriser les crédits à moyen et à long terme destinés aux petites et aux moyennes entreprises. Ses opérations peuvent se faire directement ou à l'intervention de sociétés de crédit, privées agréées par elle. Ses moyens d'action proviennent surtout des émissions publiques et au robinet d'obligations et de bons de caisse et aussi de la collecte de dépôts. L'encours de ces titres s'élevait à 6,9 milliards à la fin de 1965. A cette même date, les crédits à moyen et à long terme aux entreprises atteignaient 10,4 milliards.

#### c) *L'Institut National de Crédit Agricole (I.N.C.A.).*

L'Institut National de Crédit Agricole a été créé en 1937; il octroie des crédits à court, à moyen et à long terme aux entreprises agri-



coles. Il agit également comme caissier et banquier de l'Office Commercial du Ravitaillement, qui finance le stockage de produits agricoles.

Ses ressources financières proviennent de l'émission d'obligations et de bons de caisse au robinet. Par ailleurs, il dispose de marges de mobilisation auprès de la Banque Nationale et de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Par la loi du 14 avril 1965, il a été autorisé à recevoir également des dépôts à vue, à terme et à préavis. A la fin de 1965, ses emprunts s'élevaient à 5,8 milliards, dont 5,1 milliards d'obligations et de bons de caisse. A la même date, ses prêts et avances à moyen et à long terme atteignaient 5,9 milliards.

### 3. Les institutions publiques de crédit spécialisées dans le financement de la construction de logements.

#### a) *La Société Nationale du Logement* (S.N.L.).

Créée en 1919 <sup>(1)</sup>, la Société Nationale du Logement avait pour tâche de provoquer la création de sociétés locales ou régionales d'habitations à bon marché et de faire à celles-ci des avances à long terme et à taux d'intérêt réduit. Sa mission a été élargie par la suite, mais les avances aux sociétés d'habitation agréées constituent toujours l'essentiel de son activité.

La majeure partie de ses ressources provient des emprunts qu'elle est autorisée à émettre en vertu de la loi Brunfaut (loi du 15 avril 1949, modifiée par la loi du 27 juin 1956). Cette loi oblige l'État à souscrire aux emprunts de la Société dans la mesure où cette souscription est nécessaire pour lui assurer des investissements annuels de 2,4 milliards. Le principal souscripteur est la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. A la fin de 1965, ses emprunts s'élevaient à 24 milliards et les avances aux sociétés agréées, à 26,6 milliards.

#### b) *La Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne* (S.N.P.P.T.).

Cette institution a été créée en 1935, à la suite de la crise économique. Elle a pour objet d'acquérir des biens immobiliers en vue de la

création et de l'aménagement de petites propriétés ou de consentir des prêts aux mêmes fins, de provoquer la création de sociétés locales ou régionales de la petite propriété terrienne et de faire des avances de fonds à ces sociétés. Elle accorde des prêts hypothécaires à des familles peu aisées qui désirent construire, acquérir ou améliorer une ferme ou une habitation avec jardin. Elle se finance essentiellement par l'émission d'emprunts garantis par l'État. A la fin de 1965, ses emprunts s'élevaient à 6,9 milliards. A la même date, l'encours des prêts hypothécaires atteignait 6,3 milliards.

#### c) *L'Office Central de Crédit Hypothécaire* (O.C.C.H.).

Créé en 1936, l'Office Central de Crédit Hypothécaire a pour mission de régulariser les taux d'intérêt des crédits hypothécaires et de favoriser la mobilisation des créances hypothécaires. En outre, en vertu de lois spéciales, il accorde des crédits à l'habitation en faveur des classes moyennes, ainsi que des crédits en vue de la restauration des dommages de guerre. Il accorde aussi d'autres crédits à la construction.

Il se finance par l'émission d'obligations et de bons de caisse au robinet ou par recours à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. A la fin de 1965, l'encours des obligations et bons de caisse s'élevait à 4,4 milliards.

#### d) *Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses* (F.L.L.F.N.).

Ce fonds, créé en 1927, octroie des prêts hypothécaires aux membres de la Ligue des Familles Nombreuses. Il se finance presque exclusivement auprès de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

A la fin de 1965, l'encours de ses prêts s'élevait à 3,4 milliards. A la même date, sa dette vis-à-vis de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite atteignait 2,8 milliards.

\*  
\*\*

L'importance relative de chacune des institutions publiques de crédit ressort assez bien du tableau XX relatif à l'évolution, au cours de

(1) Sous le nom de la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché.

Tableau XX.

**Emprunts nets à moyen et à long terme des institutions publiques de crédit <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Crédit Communal de Belgique .....	4,7	4,3	5,5	2,3	5,5	4,9
Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	4,7	6,5	2,5	2,8	0,3	5,5
Caisse Nationale de Crédit Professionnel .....	0,6	0,7	0,5	0,8	0,2	1,1
Institut National de Crédit Agricole .....	0,3	0,1	1,1	0,7	0,5	0,6
Office Central de Crédit Hypothécaire .....	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2
Société Nationale du Logement .....	1,0	0,8	1,2	0,9	1,3	1,1
Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne	0,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5
Fonds du Logement de la Ligue des Familles						
Nombreuses .....	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
<b>Total ...</b>	<b>12,3</b>	<b>13,1</b>	<b>11,5</b>	<b>8,3</b>	<b>8,5</b>	<b>14,2</b>

<sup>1</sup> Il s'agit des émissions publiques, privées et au robinet de bons de caisse et d'obligations.

la période de 1960 à 1965, des emprunts nets à moyen et à long terme émis par chacun d'eux sur le marché financier.

Pour l'ensemble de la période de 1960 à 1965, les emprunts du Crédit Communal de Belgique ont représenté 40 p.c. et ceux de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 33 p.c. du total des émissions des institutions publiques de crédit. Suivant ce critère des émissions, la Société Nationale du Logement occupe la troisième place : ses emprunts à moyen et à long terme ont représenté 9 p.c.

du total. Les émissions de l'ensemble des institutions publiques de crédit qui sont spécialisées dans le financement de la construction — la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses — ont atteint une moyenne annuelle de 1,8 milliard, soit environ 16,5 p.c. du total des émissions des institutions publiques de crédit au cours des cinq années sous revue.

Tableau XXI.

**Crédits octroyés par les institutions publiques de crédit**

Mouvement net

(milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 p
Crédits à l'Etat .....	3,9	3,1	3,3	3,2	0,2	-3,7	-4,1	2,8
dont : certificats de trésorerie .....	(3,2)	(2,1)	(2,4)	(2,0)	(-3,8)	(-3,1)	(-2,7)	(3,5)
Crédits aux autres pouvoirs et organismes publics <sup>1</sup> .....	3,1	3,7	5,0	4,9	4,7	5,1	5,9	4,7
Crédits aux entreprises et particuliers	5,3	5,0	9,1	7,1	6,8	9,9	10,8	11,2
dont : prêts à moyen et à long								
terme aux entreprises <sup>2</sup> .....	(3,9)	(3,2)	(5,8)	(5,3)	(5,1)	(7,9)	(8,5)	(5,0)
prêts à moyen et à long								
terme aux particuliers <sup>3</sup> .....	(1,4)	(2,2)	(2,1)	(1,8)	(1,7)	(2,2)	(2,6)	(2,8)
Divers .....	1,4	0,9	-2,5	0,9	2,2	1,1	1,5	n.d.
<b>Total ...</b>	<b>13,7</b>	<b>12,7</b>	<b>14,9</b>	<b>16,1</b>	<b>13,9</b>	<b>12,4</b>	<b>14,1</b>	<b>n.d.</b>

<sup>1</sup> Essentiellement prêts à moyen et à long terme accordés par le Crédit Communal de Belgique.

<sup>2</sup> Crédits accordés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et l'Institut National de Crédit Agricole.

<sup>3</sup> Crédits finançant la construction de maisons d'habitation accordés par la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

p Chiffres provisoires.

n.d. Chiffres non disponibles.

Le tableau XXI retrace l'évolution des crédits accordés par l'ensemble des institutions publiques de crédit.

Les crédits à l'Etat consentis par les institutions publiques de crédit concernent essentiellement des placements provisoires (certificats de trésorerie). Les crédits aux autres pouvoirs et organismes publics se rapportent presque exclusivement aux crédits accordés par le Crédit Communal de Belgique. En ce qui concerne les crédits aux entreprises et particuliers, la plus grande partie est acheminée vers les entreprises : pour l'ensemble de la période 1958-1965, elles ont bénéficié des trois quarts environ du total des prêts à moyen et à long terme; le reste a servi au financement de la construction de maisons d'habitation.

#### H. Un organisme spécialisé dans la prise de participations : la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.).

La création de la Société Nationale d'Investissement, qui est récente (1962), vise à combler une lacune du système financier, à savoir l'absence d'*investment banks* due à la réforme bancaire de 1935. Elle doit remédier aux difficultés que peuvent éprouver certaines catégories de sociétés d'accéder au marché des émissions publiques d'actions. La tâche essentielle assignée ainsi au nouvel organisme consiste à prendre des participations dans des sociétés industrielles ou commerciales de droit privé. Ces participations sont essentiellement temporaires.

Les fonds nécessaires aux interventions de la Société proviennent de son capital propre et, le cas échéant, des emprunts obligataires qu'elle peut émettre sur le marché des capitaux. Le capital doit être composé, à concurrence d'au moins 75 p.c., de participations de l'Etat et des institutions financières d'intérêt public. Il est actuellement de 2 milliards, mais il peut être augmenté. A la fin de 1965, il était libéré à concurrence de 1,6 milliard et le montant des participations dans la constitution du capital d'entreprises s'élevait à 1.004 millions et concernait 56 sociétés différentes.

L'action de la Société Nationale d'Investissement est destinée à être complétée sur le plan régional par des Sociétés Régionales d'Investissement; la majeure partie du capital de

ces sociétés sera également souscrite par des pouvoirs et organismes publics.

#### I. Un organisme régulateur : le Fonds des Rentes.

Créé en 1945, le Fonds des Rentes est un organisme public dont les engagements sont garantis par l'Etat. Jusqu'en 1959, sa mission consistait à régulariser par des achats et des ventes le marché des titres à moyen et à long terme émis par l'Etat et la Colonie, ou garantis par eux.

Jusqu'en 1957, le Fonds des Rentes finançait son portefeuille par des emprunts à très court terme sur le marché du call money. Depuis la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, il émet des certificats à 4 mois.

La loi du 19 juin 1959 a élargi le champ d'action du Fonds des Rentes; à partir de cette date, il a été autorisé à effectuer des opérations d'open market non seulement sur des fonds publics à moyen et à long terme, mais aussi sur des effets publics à court terme. En même temps, ses moyens d'action ont encore été renforcés : la Banque Nationale, a mis à sa disposition une marge de crédit en compte courant d'avances de 2 milliards, distincte de celle du Trésor; en outre, la Banque ayant accepté en lieu et place du Trésor de financer la participation en or de la Belgique au capital du Fonds Monétaire International, la somme ainsi libérée (2,8 milliards) n'a pas été mise à la disposition du Trésor mais à celle du Fonds des Rentes. Les moyens supplémentaires dont il dispose ne peuvent cependant être utilisés pour financer le Trésor.

En abrogeant les coefficients de couverture imposés aux banques, la réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 a mis fin à la souscription obligatoire des certificats du Fonds des Rentes par les banques. L'émission de ces certificats se fait désormais par voie d'adjudications hebdomadaires et non plus au robinet comme antérieurement. L'accès à ces certificats est réservé aux banques, aux caisses d'épargne et à un certain nombre d'organismes paraétatiques. A la fin de 1965, les certificats émis par le Fonds des Rentes s'élevaient à 5,9 milliards; à la même date, son portefeuille de fonds publics atteignait 6,3 milliards et son portefeuille de certificats de trésorerie, 2,7 milliards.

CHAPITRE III

LES EMISSIONS DE VALEURS MOBILIERES

A. Les caractéristiques du marché.

Deux traits essentiels caractérisent le marché des émissions de valeurs mobilières :

— la prépondérance des émissions des pouvoirs et organismes publics (Etat, pouvoirs subordonnés et paraétatiques administratifs) et,

— l'importance relativement réduite des émissions d'actions et obligations industrielles dans l'ensemble des émissions.

La prépondérance des émissions des pouvoirs et organismes publics résulte de la situation structurellement déficitaire des finances publiques et de la technique budgétaire. Le budget extraordinaire est presque toujours intégralement financé par l'emprunt et, certaines années, une partie des dépenses courantes a aussi dû être financée par l'emprunt.

L'importance relativement réduite des émissions d'actions résulte de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, on peut citer l'avantage fiscal

Tableau XXII.

Emissions nettes d'obligations et d'actions sur le marché financier

(milliards de francs)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>A. Obligations :</b>								
<i>Etat</i> (dette directe uniquement) .	6,8	12,3	15,8	5,0	17,9	2,9	7,9	17,2
Emissions publiques <sup>1</sup> .....	9,3	13,3	14,9	6,0	13,5	5,1	7,9	16,5
Emissions au robinet .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Emissions privées <sup>2</sup> .....	- 2,5	- 1,0	0,9	- 1,0	4,4	- 2,2	...	0,7
<i>Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale</i> .....	4,6	4,7	1,9	3,2	5,1	4,0	7,8	3,3
Emissions publiques <sup>1</sup> .....	2,2	2,5	- 0,4	2,1	1,9	1,6	4,3	0,7
Emissions au robinet .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Emissions privées <sup>2</sup> .....	2,4	2,2	2,3	1,1	3,2	2,4	3,5	2,6
<i>Collectivités locales et Crédit Communal de Belgique</i> .....	5,6	4,2	4,2	3,9	6,4	3,0	5,1	9,0
Emissions publiques <sup>1</sup> .....	0,8	0,2	- 0,8	- 0,8	0,5	0,4	0,7	4,8
Emissions au robinet .....	4,8	4,1	5,0	4,7	5,9	2,6	4,4	4,1
Emissions privées <sup>2</sup> .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	0,1
<i>Entreprises publiques</i> .....	- 1,3	4,2	- 0,3	1,7	1,1	1,5	- 0,1	0,2
Emissions publiques <sup>1</sup> .....	- 1,9	3,1	- 0,7	1,4	0,7	1,7	- 0,5	- 0,7
Emissions au robinet .....	...	...	...	...	0,3	—	—	—
Emissions privées <sup>2</sup> .....	0,6	1,1	0,4	0,3	0,1	- 0,2	0,4	0,9
<i>Institutions publiques de crédit</i> ...	7,2	7,1	7,6	8,8	6,0	6,0	3,0	9,3
Emissions publiques <sup>1</sup> .....	...	1,9	2,2	3,2	- 2,7	0,3	- 0,3	2,4
Emissions au robinet .....	5,4	3,5	3,8	4,4	6,9	4,1	1,3	4,7
Emissions privées <sup>2</sup> .....	1,8	1,7	1,6	1,2	1,8	1,6	2,0	2,2
<i>Sociétés privées</i> .....	5,0	2,9	1,2	1,9	5,2	3,5	3,0	<i>p</i> 5,9
Emissions publiques et privées .	2,0	1,8	- 0,4	0,1	1,5	2,7	1,7	<i>p</i> 4,5
Emissions au robinet <sup>3</sup> .....	3,0	1,1	1,6	1,8	3,7	0,8	1,3	<i>p</i> 1,4
Total général ...	27,9	35,4	30,4	24,5	41,7	20,9	26,7	<i>p</i> 44,9
<b>B. Actions :</b>								
Emissions nettes de sociétés .....	6,1	4,4	7,9	6,1	8,5	6,6	11,4	<i>c</i> 8,7
<b>Total des obligations et actions</b> .....	34,0	39,8	38,3	30,6	50,2	27,5	38,1	<i>e</i> 53,6

<sup>1</sup> Emissions par grosses tranches.

<sup>2</sup> Titres non accessibles à tout placeur.

<sup>3</sup> Y compris les émissions au robinet des banques de dépôts et des caisses d'épargne privées.

*c* Estimations.

*p* Chiffres provisoires.

que présente pour la société émettrice une émission d'obligations ou un emprunt auprès d'un organisme de crédit, par rapport à une émission d'actions. La réforme fiscale de la fin de 1962 a réduit cet avantage, mais il reste que les intérêts à payer sur obligations ou emprunts constituent des frais déductibles des bénéficiaires, ce qui n'est évidemment pas le cas des dividendes à verser aux actionnaires. Les lois d'expansion économique de juillet 1959, qui prévoient notamment une intervention de l'Etat dans l'intérêt des emprunts contractés auprès de plusieurs catégories d'intermédiaires financiers, ont certainement accentué la préférence des sociétés pour un financement par endettement plutôt que pour un financement par extension des moyens propres.

Le tableau XXII retrace l'évolution, depuis 1958, de l'appel au marché des valeurs mobilières par les différentes catégories d'emprunteurs; il illustre clairement les principales caractéristiques du marché des valeurs mobilières. Pour l'ensemble de la période de 1958 à 1965, les émissions des pouvoirs et organismes publics ont représenté environ 70 p.c. du total des émissions d'obligations et d'actions et, pendant la même période, les émissions d'actions n'ont atteint qu'environ 20 p.c. En ce qui concerne l'évolution d'année en année, on remarquera surtout la forte incidence de la réforme fiscale sur le volume des émissions en 1963.

## B. Les techniques d'émission.

En ce qui concerne les techniques d'émission, une distinction importante doit être faite entre une émission publique et une émission privée. Cependant, les lois belges ne donnent pas une définition précise d'une émission « publique ». Le caractère « public » ou « privé » d'une émission est laissé à l'appréciation de la Commission bancaire, organisme public chargé du contrôle des émissions.

### 1. L'émission publique d'actions.

Une émission publique d'actions peut être réalisée suivant deux méthodes : la première consiste en une intervention d'un preneur ferme ou syndicat de prise ferme (généralement des banques) et la seconde, en une souscription des actions par le public, sans intervention d'un preneur ferme. La première méthode est de loin la plus courante et elle ne diffère de la seconde

que par l'intervention supplémentaire qu'elle comporte.

En cas d'augmentation de capital, l'émission est généralement réservée aux anciens porteurs qui peuvent exercer leur droit de souscription. Ces droits peuvent cependant être vendus en bourse. Lorsqu'il s'agit d'une émission d'une nouvelle société ou d'une émission d'une société dont les titres sont insuffisamment répandus dans le public, tout le monde peut souscrire.

### 2. L'émission publique d'obligations de sociétés.

Une émission publique d'obligations est généralement prise ferme par une banque ou, lorsqu'il s'agit d'une émission importante, par un syndicat de prise ferme.

### 3. L'émission publique d'obligations du secteur public.

(Etat et autres pouvoirs et organismes publics.)

Lorsque le Ministre des Finances veut émettre un emprunt, il en soumet les conditions à l'avis d'un consortium de banques. En plus de cet avis, le Ministre des Finances demande souvent aux banques de prendre ferme les titres à émettre. Cette prise ferme a généralement lieu lorsque le montant global de l'émission est fixé d'avance. L'Etat émet souvent des emprunts non plafonnés.

### 4. L'émission d'obligations et bons de caisse au robinet.

Plusieurs organismes financiers émettent des obligations et des bons de caisse d'une façon continue. A cet effet, ils s'appuient sur un réseau d'agents de placement qui s'étend généralement sur tout le pays. Font appel à cette technique de collecte des épargnes : les banques, les caisses d'épargne privées, les sociétés hypothécaires et surtout les institutions publiques de crédit.

### 5. L'émission privée d'actions ou d'obligations.

La caractéristique essentielle d'une émission privée d'actions ou d'obligations réside dans le fait que les titres sont offerts à un nombre restreint de placeurs. Dans certains cas, l'émission passe cependant par une prise ferme par les banques.

Les frais d'émission de ces placements privés sont moins élevés que ceux d'une émission publique. En effet, il n'y a pas de « dossier » pour la Commission bancaire, pas de publicité et les frais de placement sont peu

élevés à cause du nombre restreint de souscripteurs.

### C. Le contrôle des émissions.

#### 1. Les émissions des sociétés privées.

La Commission bancaire est chargée de surveiller les émissions de valeurs mobilières (actions, titres ou parts bénéficiaires de sociétés, obligations) de sociétés privées lorsque ces émissions sont publiques. Elle doit être avisée quinze jours d'avance de l'émission envisagée. Elle a à examiner l'opération projetée sous l'angle de sa répercussion sur l'équilibre du marché des capitaux et sous l'angle de la protection des épargnants (conditions de publicité, etc.). La Commission peut, par décision motivée, interdire l'émission de titres pendant trois mois au plus. Le Ministre des Finances peut, à la requête de la Commission bancaire, interdire aux comités de la cote des bourses d'admettre à la cote des titres et valeurs qui auraient été émis à l'encontre de l'avis de la Commission.

Le contrôle de la Commission bancaire s'applique aussi bien aux émissions publiques continues (au robinet) qu'aux émissions publiques non continues par grosses tranches. Dans le cas d'émissions publiques continues, la Commission bancaire donne son autorisation pour les émissions prévues pour les douze mois à venir. Mais, si la société émettrice (banque, caisse d'épargne privée, société hypothécaire, etc.) change ses conditions d'émission au cours de cette période de douze mois, elle doit demander une nouvelle autorisation à la Commission bancaire.

Les émissions privées ne sont pas soumises à l'autorisation de la Commission bancaire.

#### 2. Les émissions des organismes paraétatiques.

Les emprunts à plus de dix jours de date que les organismes paraétatiques peuvent contracter dans les limites fixées par leurs statuts, sont soumis à l'autorisation du Ministre dont ils relèvent et du Ministre des Finances. Cette disposition n'est pas applicable au Crédit Communal de Belgique, mais les conditions et les modalités de ses émissions publiques d'obligations et de bons de caisse sont néanmoins soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

Les émissions d'obligations et de bons de caisse des institutions publiques de crédit sont généralement limitées par un plafond qui représente un multiple du capital et des réserves de chaque institution. Mais ce plafond peut être relevé par arrêté royal. Les conditions de leurs opérations actives et passives font l'objet d'une coordination au sein du Conseil des Institutions de Crédit. Les institutions publiques de crédit ne doivent pas aviser la Commission bancaire de leurs projets d'émission. En fait, la Commission bancaire dispose cependant d'informations sur ces projets.

#### 3. Les émissions étrangères sur le marché financier.

Les émissions publiques des sociétés privées étrangères sont soumises au contrôle de la Commission bancaire, comme dans le cas d'émissions de sociétés belges et, en plus, à une autorisation du Ministre des Finances. Les émissions de pouvoirs publics étrangers ou d'institutions internationales sont soumises à l'autorisation et au contrôle du Ministre des Finances uniquement. La Commission bancaire est cependant avisée de ces émissions.

## CHAPITRE IV

### LA STRUCTURE DES TAUX D'INTERET

#### A. Les dépôts.

Dans le tableau XXIII, on a recensé, pour les principaux types de dépôts, les taux d'intérêt en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1967, auprès de différentes catégories d'intermédiaires financiers.

Les taux bancaires mentionnés sont ceux qui sont appliqués par environ vingt-cinq ban-

ques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. Pour ce qui concerne les taux des dépôts à terme et à préavis, leurs variations font, depuis le début de 1962, l'objet d'un accord interbancaire précédé de consultations de la Banque Nationale avec l'Association Belge des Banques; ces variations sont décidées en fonction des conditions du marché, de

Tableau XXIII.

**Taux d'intérêt créditeurs en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1967**

(en pour cent)

<b>A. Banques :</b>	
Dépôts à vue .....	0,50
Dépôts à terme (3 mois) .....	3,80
Dépôts à terme (6 mois) .....	4,30
Carnets de dépôts .....	3,00 jusqu'à 200.000 francs (2,00 au-delà de 200.000 francs)
<b>B. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :</b>	
Dépôts d'épargne des particuliers .....	3,00 jusqu'à 500.000 francs (2,00 au-delà de 500.000 francs)
Dépôts d'épargne à terme :	
1 an .....	5,25
2 ans .....	5,75
3 ans .....	6,25
4 ans .....	6,50
5 ans .....	6,70
Livrets ménagers .....	0,75 jusqu'à 100.000 francs (pas d'intérêt au-delà de 100.000 francs)
<b>C. Institutions publiques de crédit :</b>	
Dépôts à terme et à préavis (3 mois) .....	4,05
Dépôts à terme et à préavis (6 mois) .....	4,55

l'état de la balance de paiements et de l'évolution de la conjoncture. De novembre 1957 à la fin de 1961, les taux des dépôts à terme et à préavis ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la Banque Nationale pour les traites acceptées domiciliées en banque.

La Caisse d'Epargne accorde une prime de fidélité de 0,50 p.c. (0,40 p.c. pour les dépôts au-delà de 500.000 francs) sur les dépôts d'épargne qui demeurent en carnet pendant l'année civile entière.

Le taux de base, qui est de 3 p.c., est pratiquement fixe depuis 1913; il n'a été ramené à 2,75 p.c. que pendant la période de janvier-avril 1963. Mais le plafond jusqu'auquel ce taux de 3 p.c. est accordé a été relevé plusieurs fois : de 100.000 à 200.000 francs en 1957, à 250.000 francs en 1958, à 350.000 francs en 1965 et à 500.000 francs en 1967. Au surplus, la prime de fidélité, introduite en 1958, d'abord de 0,30 p.c., a été successivement portée à 0,40 p.c. en 1964 et à 0,50 p.c. en 1965.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1967, les banques de dépôts accordent également une prime de fidélité pour les dépôts reçus en carnets ou livrets; celle-ci est égale à la moitié de la prime allouée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

On a déjà signalé que les caisses d'épargne privées s'alignent en grande partie sur la Caisse Générale d'Epargne pour ce qui concerne la rémunération de leurs dépôts d'épargne. Dans certains cas, elles accordent cependant des intérêts plus élevés.

Les intérêts alloués sur les dépôts par les institutions publiques de crédit sont légèrement supérieurs à ceux qui sont accordés par les banques.

**B. Les taux d'intérêt du marché monétaire.**

La structure des taux d'intérêt sur le marché monétaire se dégage du tableau XXIV.

Les taux sur le marché de l'argent au jour le jour sont librement débattus entre les parti-

Tableau XXIV.

**Principaux taux d'intérêt  
du marché monétaire au 31 décembre 1966**  
(en pour cent)

Argent au jour le jour (taux moyen pondéré) .....	4,10
Taux d'escompte officiel (traites acceptées domiciliées en banque) .....	5,25
Taux d'escompte de l'Institut de Réécompte et de Garantie pour acceptations bancaires à 120 jours et moins :	
Importations .....	5,20
Exportations .....	4,70
Taux d'escompte de l'Institut de Réécompte et de Garantie pour acceptations bancaires et commerciales de 121 à 240 jours :	
Importations .....	5,30
Exportations .....	4,80
Certificats du Fonds des Rentes (4 mois) .....	6,05
Certificats de trésorerie : 1 mois .....	5,35
Certificats de trésorerie : 3 mois .....	5,85
Certificats de trésorerie : 6 mois .....	6,05
Certificats de trésorerie : 12 mois .....	6,25

cipants au marché. Les opérations qui n'ont pu se faire pendant la journée sont dénouées à un taux unique, coté en séance spéciale en fonction de l'offre et de la demande. Les interventions tendent, en principe, à régulariser le marché.

Les taux d'escompte de l'Institut de Réescompte et de Garantie ne sont pas rigidement liés au taux d'escompte de la Banque Nationale, mais ils en dépendent néanmoins de façon plus ou moins directe. Ces taux sont inférieurs à ceux que la Banque Nationale applique aux mêmes effets à 120 jours. L'Institut doit recourir à la Banque aux époques où ses besoins de financement ne sont pas couverts par l'argent au jour le jour. Dès lors, ses barèmes se situent entre le taux du call money et le taux d'escompte officiel.

Les taux d'intérêt payés sur les certificats du Fonds des Rentes s'établissent par voie d'adjudications, en fonction de la situation du marché et de la politique du Fonds, qui est elle-même déterminée par le Comité du Fonds des Rentes, composé de représentants du Ministère des Finances et de la Banque Nationale.

Les taux des certificats de trésorerie à très court terme (1 mois, 2 mois et 3 mois) sont fixés par la Banque Nationale, qui est chargée de l'émission de ces certificats; dans la mesure où elle juge que la situation du marché le justifie, elle les cède aux organismes autorisés à participer à ce marché.

Les taux des certificats de trésorerie à court terme (6 mois, 9 mois et 12 mois) qui sont émis par adjudication, reflètent l'évolution du marché mais également la politique des autorités monétaires, étant donné que celles-ci décident de l'agrément des souscriptions. Les certificats de trésorerie ne sont pas accessibles au public.

### C. Les obligations et bons de caisse.

Les bons de caisse sont des titres, généralement émis au robinet, dont la durée est de 1 an à 4 ans. A partir d'une durée de 5 ans, les titres sont le plus souvent considérés comme des obligations, que leur émission soit publique, privée ou au robinet. La structure des taux relatifs à ces titres se dégage du tableau XXV.

La loi du 15 juillet 1966 modifiant le Code des impôts sur les revenus a changé le régime

d'imposition des revenus de valeurs mobilières. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1967, le précompte mobilier de 15 p.c. et le complément de précompte mobilier, également de 15 p.c., sont remplacés par un précompte mobilier unique de 20 p.c.

Tableau XXV.

**Taux de rendement des fonds publics,  
des obligations et des bons de caisse  
émis par les institutions publiques de crédit**  
(en pour cent, au début de janvier 1967)

<b>A. Etat :</b>	
Emprunts émis avant le 1-12-1962 <sup>1</sup> :	
Echéance de 2 à 5 ans .....	5,83
Echéance de 5 à 20 ans .....	5,85
Emprunts émis après le 1-12-1962 <sup>2</sup> :	
Echéance de 5 à 20 ans .....	6,76
<b>B. Institutions publiques de crédit :</b>	
Bons de caisse à 1 an .....	5,25
Obligations à 5 ans .....	6,70
Obligations à 10 ans .....	6,75
Obligations à 20 ans .....	7,00

<sup>1</sup> Soumis à un précompte mobilier de 6 p.c.

<sup>2</sup> Soumis à un précompte mobilier de 20 p.c.

Les revenus des obligations et bons de caisse des institutions publiques de crédit et, d'une façon générale, tous les intérêts des titres à revenu fixe sont soumis au même régime fiscal que les fonds d'Etat.

L'évolution des rendements des titres de la dette publique est influencée par les interventions du Fonds des Rentes. Cet organisme a notamment pour mission de régulariser par des achats et des ventes le marché des titres à moyen et à long terme émis par l'Etat et par d'autres organismes publics.

On sait que les conditions d'émission des obligations et bons de caisse des institutions publiques de crédit font l'objet d'une coordination au sein du Conseil des Institutions de Crédit. Les taux de rendement sont établis en fonction de la situation du marché et plus spécialement en fonction des conditions d'émission des titres d'Etat.

Les taux des obligations et bons de caisse émis par les banques et les caisses d'épargne privées s'alignent généralement sur ceux qui sont accordés par les institutions publiques de crédit. Quant aux intérêts des obligations émises par les sociétés industrielles ou commercia-



les, ils sont généralement supérieurs aux taux de rendement des fonds publics <sup>(1)</sup>.

#### D. Les emprunts à moyen et à long terme.

Les indications sur les taux débiteurs demandés par les banques sont peu nombreuses. Ces taux restent le plus souvent confidentiels. On sait qu'ils sont fonction du taux d'escompte de la Banque Nationale et que, pour leurs prêts à moyen et à long terme, les banques s'alignent généralement sur les taux demandés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Mais les taux bancaires débiteurs ne sont pas unifor-

<sup>(1)</sup> On ne dispose pas de statistique publiée du rendement des obligations industrielles ou commerciales.

mes pour tous les emprunteurs : ils sont fixés en fonction de plusieurs critères, notamment la solvabilité et la notoriété du client.

Par contre, les taux débiteurs de base demandés par les institutions publiques de crédit sont connus. A titre d'exemple, on a relevé les indications suivantes sur les taux en vigueur à la fin de janvier 1967 :

	<i>(pour cent)</i>
Caisse d'Epargne (Caisse Générale d'Epargne et de Retraite), prêts hypothécaires, catégorie « ordinaire » :	
— prêts à caractère social .....	6,50
— autres prêts .....	7,25
Société Nationale de Crédit à l'Industrie :	
— avances ordinaires à maximum 5 ans ...	7,10
— avances ordinaires au-delà de 5 ans ...	7,35

## CHAPITRE V

### L'EFFICACITE DU MARCHÉ FINANCIER

#### A. Considérations générales.

L'ensemble du système financier belge est très diversifié, très élaboré et il est jugé généralement efficace. Cette appréciation d'efficacité ne repose pas sur des critères bien précis; elle est basée sur la simple constatation que le système financier permet de collecter des fonds auprès des agents économiques en surplus financier et parvient à acheminer ces fonds, éventuellement après les avoir « transformés », vers des agents économiques en déficit financier. Ceci revient à dire que le système financier est jugé efficace parce qu'il parvient à concilier les besoins de placement des uns et les besoins de financement des autres. Ce jugement, qui porte sur le système financier dans son ensemble et qui n'ignore pas les imperfections de certains compartiments de ce marché, repose cependant sur un critère quelque peu rudimentaire. Que le marché financier jette un pont entre les épargnants et les utilisateurs de crédits est sans doute un mérite incontestable, mais son efficacité doit impliquer que ce « transfert » de fonds se fasse avec le moins de frais possible, avec la flexibilité voulue, au travers d'une structure adéquate des taux d'intérêt et par des mécanismes qui assurent une protection des épargnants et un financement « adéquat » des utilisateurs de fonds. Une étude approfondie du degré d'efficacité du marché financier

tenant compte de tous ces éléments n'a pas encore été faite.

La flexibilité d'un marché est déterminée essentiellement par la faculté de ce marché d'organiser des correspondances particulières entre le rythme et les diverses formes de la formation de l'épargne, d'une part, et l'évolution et les diverses formes des besoins de financement, d'autre part. En effet, l'offre de capitaux de même que la demande sont loin de constituer l'une et l'autre une masse homogène. L'apport de fonds sur le marché des capitaux s'opère à l'occasion de la constitution, par le public, de différents types d'actifs financiers; la plupart ont des qualités spécifiques et leur détention répond différemment aux divers motifs de placement. Par ailleurs, les crédits accordés et les placements opérés par les intermédiaires financiers, au moyen des ressources qu'ils collectent, répondent également à certaines spécialisations, résultant de traditions, du respect de certains principes de gestion ou de l'application de certaines réglementations. La flexibilité d'un marché implique précisément que des fonds puissent être facilement transférés de compartiments du marché où l'accumulation de capitaux est surabondante, aux compartiments où elle est insuffisante par rapport aux besoins de financement.

Vue sous cet angle, la flexibilité du marché financier belge peut être considérée comme

satisfaisante sans qu'on puisse cependant la qualifier de parfaite. La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite joue un rôle important dans ce domaine. Son activité en matière de crédits et de placements n'étant pas strictement spécialisée ou soumise à des règles rigides, elle peut s'adapter aux variations des besoins de financement dans les différents compartiments du marché. Par exemple, elle peut faire des avances à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou à d'autres organismes parastatiques si ceux-ci se trouvent à court de fonds pour faire face aux demandes de crédit qui leur sont adressées. Elle peut également augmenter ses avances à la construction sociale si, par exemple dans le secteur des crédits à l'industrie, la demande se fait moins pressante. Les banques et les caisses d'épargne privées peuvent également transférer des fonds d'un compartiment du marché à un autre, notamment en souscrivant des obligations et des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédit comme la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Ces institutions contribuent à leur tour à la flexibilité du marché en mobilisant des crédits bancaires à moyen et à long terme ou en souscrivant des titres publics lorsque leurs ressources financières dépassent les besoins de financement du secteur privé. Les organismes d'assurances jouent également un rôle dans ce domaine, notamment en mobilisant des crédits bancaires.

D'une façon générale, tous les organismes participant au marché monétaire contribuent à la flexibilité du marché financier dans son ensemble.

En ce qui concerne les placements en valeurs mobilières, il ne fait pas de doute que l'existence d'un marché secondaire — c'est-à-dire un marché où se négocient les titres existants — favorise grandement la flexibilité du marché financier. Un marché « secondaire » efficace a d'ailleurs une influence déterminante sur le bon fonctionnement du marché « primaire » — c'est-à-dire le marché des émissions de titres. Le succès que rencontrent généralement les émissions de l'Etat ne provient pas uniquement du fait que ces titres sont « garantis », mais il résulte également et, peut-être même en ordre principal, du fait que pour ces titres il existe un marché secondaire bien organisé et régularisé par le Fonds des

Rentes. La désaffection du public pour les placements en actions et obligations industrielles a sans doute des causes multiples, mais il est possible que l'exiguïté des bourses belges, c'est-à-dire le fonctionnement imparfait du marché secondaire pour ce qui concerne ces catégories de titres, soit une des causes secondaires cependant.

On pourrait objecter que les émissions d'obligations et de bons de caisse au robinet rencontrent assez de succès, bien que ces titres ne soient pas cotés en bourse. Mais on pourrait rétorquer, tout d'abord, que l'absence d'un marché secondaire bien organisé incite le public à placer son épargne en bons de caisse ou obligations à terme assez rapproché (1, 2, 3, 4 et 5 ans), et, ensuite, que les épargnants disposent malgré tout de certaines possibilités de mobilisation aux ventes publiques mensuelles à la Bourse de Bruxelles et auprès des agents-démarcheurs des organismes émetteurs.

#### **B. La transformation de ressources financières à court terme en crédits ou placements à moyen et à long terme.**

Le public épargnant marque une préférence de plus en plus marquée pour les actifs financiers liquides. D'autre part, les intermédiaires financiers sont de plus en plus sollicités pour des crédits à moyen et à long terme en rapport avec l'expansion des investissements. Le rôle de concilier le désir de l'épargnant de garder un actif assez liquide et la nécessité pour l'investisseur de se procurer des fonds à long terme, incombe aux intermédiaires financiers. Ce sont eux qui ont à « transformer » des ressources à plus ou moins court terme en crédits à moyen et à long terme, tout en sauvegardant les règles d'une saine gestion et tout en s'assurant un degré de liquidité suffisant.

D'une façon générale, l'expansion continue des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne — expansion qui est elle-même liée à la progression du revenu national — confère une certaine stabilité aux dépôts constitués antérieurement. Tout en restant liquides individuellement, ces dépôts deviennent ainsi collectivement des ressources assez stables, pouvant être utilisées, du moins en partie, pour des crédits ou des placements dont le terme dépasse celui de l'engagement contracté. Les banques de dépôts font, à juste titre, preuve

d'une grande prudence dans l'affectation de leurs dépôts à vue : elles n'accordent généralement que des crédits de circulation et elles se procurent des ressources moins mobiles — bons de caisse, dépôts en carnets et dépôts à terme — pour financer leurs crédits à moyen et à long terme. Les banques jouent néanmoins un rôle important dans le processus de transformation d'épargnes liquides en crédits à terme plus éloigné. Leur rôle dans ce domaine est d'ailleurs facilité par les possibilités de mobilisation qui existent, en période normale, notamment auprès de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et auprès des compagnies d'assurances. En période de tension, elles peuvent en outre mobiliser des crédits auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, qui joue d'ailleurs un rôle de première importance dans le processus de « transformation ». On a vu que l'Institut se finance essentiellement par des emprunts d'argent au jour le jour et qu'il affecte ces ressources à l'escompte de papier commercial dont l'échéance peut aller jusqu'à deux ans, et à la mobilisation de crédits bancaires à moyen terme.

Le processus de « transformation » s'opère également de façon très nette dans les caisses d'épargne. Celles-ci disposent de ressources qui, dans le chef de leurs détenteurs, sont considérées comme assez liquides et sont, étant donné leur stabilité globale, en grande partie affectées à des prêts hypothécaires ou à des fonds publics. La possibilité de mobiliser ces derniers en bourse, ou de les donner en gage pour obtenir des avances, notamment auprès de la Banque Nationale et des banques de dépôts, facilite grandement la « transformation ».

Les institutions publiques de crédit qui accordent des crédits à moyen et à long terme à des entreprises — ou à des pouvoirs subordonnés dans le cas du Crédit Communal de Belgique — se financent principalement, ainsi qu'on l'a déjà signalé, par l'émission au robinet d'obligations et bons de caisse. Le terme de ces titres est en moyenne inférieur à celui des crédits qu'elles accordent. Les dirigeants de certains paraétatiques se sont d'ailleurs récemment inquiétés de l'élargissement de l'écart entre la durée moyenne de leurs ressources et celle de leurs crédits. Jusqu'à présent, cette situation n'a pas entraîné de tensions réelles. Elle pose cependant le problème

de la mise en place de mécanismes de mobilisation adéquats pour ce genre de crédits.

Il convient encore de signaler que l'existence d'un marché monétaire permettant la mobilisation de certains actifs constitue un soutien important pour le processus général de « transformation ».

### C. Les rigidités du marché financier.

On a déjà fait remarquer que le système financier est, dans son ensemble, assez efficace pour la collecte et la distribution des fonds. Il présente cependant certaines rigidités ou cloisonnements qui résultent de circonstances historiques ou de réglementations et qui traduisent souvent un manque d'adaptation aux changements de l'organisation économique et financière générale.

Le statut actuel des intermédiaires financiers de droit privé est essentiellement axé sur la préoccupation d'assurer la protection de l'épargne par une limitation des types de placements autorisés. De ce fait, le champ d'action de certaines catégories d'intermédiaires financiers est parfois trop limité; il en a été question dans le chapitre II. Par ailleurs, la limitation des placements autorisés aboutit au financement préférentiel de certains secteurs, notamment l'Etat et le secteur public dans son ensemble, et la construction (par des prêts hypothécaires).

La spécialisation qu'impose le statut de certains organismes financiers peut également introduire un cloisonnement dans le marché et empêcher une distribution adéquate des fonds disponibles. Comme la plupart des organismes financiers se financent de façon continue, il se peut que leurs ressources collectives dépassent, à un moment donné, les besoins pour les financements spécialisés à effectuer. Cette situation peut inciter les organismes en question à financer des investissements qui sont économiquement moins utiles. Pour parer à une telle éventualité, il s'indique de pratiquer une politique concertée des « vases communicants » au sein des institutions publiques de crédit et entre ces dernières et les institutions privées.

Les liens qui unissent les grandes banques de dépôts à des groupes industriels ou financiers (holdings) peuvent également introduire des rigidités dans les circuits financiers, en ce sens qu'elles pourraient financer par priorité les entreprises faisant partie du groupe. Il est

cependant difficile de démontrer que cette dépendance des banques vis-à-vis des holdings a réellement provoqué des distorsions dans la distribution des crédits.

Les liquidités d'organismes officiels ne peuvent généralement être placées que dans les organismes financiers publics. Cette règle illustre la tendance à construire des circuits séparés. La faculté pour les banques ou pour d'autres organismes privés de recevoir des dépôts des organismes publics, paraétatiques ou autres pourrait être souhaitable dans la mesure où elle contribuerait à une plus grande flexibilité du marché.

Dans certaines circonstances, les encaisses des organismes paraétatiques et du Trésor peuvent, par ailleurs, se confondre, en ce sens que celui-ci peut inviter ces organismes à placer leurs liquidités en certificats de trésorerie. Des exagérations dans ce domaine pourraient entamer les responsabilités financières et entraver un fonctionnement harmonieux du marché.

Dans le cas de l'Office des Chèques Postaux, les dépôts des particuliers constituent immédiatement et inconditionnellement un apport de fonds à l'Etat. C'est l'exemple le plus frappant du circuit fermé dont le sérieux inconvenient est de transformer une contraction marquée des dépôts en crise de la trésorerie publique.

Les appels importants des pouvoirs publics au marché financier depuis une dizaine d'années constituent également un élément de rigidité. S'il est probable que ces emprunts n'ont pas quantitativement porté préjudice aux autres catégories d'appels, leur répétition à intervalles très rapprochés, pour des montants illimités, a relevé, toutes choses égales d'ailleurs, le niveau moyen du faisceau des taux d'intérêt. Cette évolution a notamment engendré un écart croissant entre le taux de capitalisation des actions et le taux d'intérêt obligataire. Cet écart explique peut-être aussi la désaffection du public pour les actions.

Si les entreprises n'ont pas abandonné le financement au moyen de capitaux à risques, une partie fort importante de leurs investissements est cependant financée par des emprunts à moyen et à long terme souvent subsidiés ou garantis par l'Etat. Les lois relatives à l'encouragement des investissements privés ont sans aucun doute contribué à l'expansion économique, mais elles ont néanmoins introduit une certaine rigidité dans le mode de financement des entreprises, ce qui risque de provoquer progressivement un déséquilibre dans la structure financière des entreprises. La différenciation fiscale des obligations et des actions favorise également l'endettement des entreprises au détriment d'une extension des moyens propres.

---

#### Erratum

Dans l'article : « Un indicateur monétaire de l'évolution du produit national », *Bulletin* de mars 1967, p. 277, 2<sup>e</sup> colonne, alinéa 2, lire l'avant-dernière ligne comme suit : ... ses accroissements doivent être **plus** que proportionnels ... ».

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de mars 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE ET CREDIT

Hausse fondamentale des taux d'intérêt. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXI, mars 1967, pp. 18-23.*)

Les interventions en 1965 de la Commission bancaire dans l'application des lois coordonnées. (*Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales, Bruxelles, LXV, nos 9-10-11-12, septembre-octobre-novembre-décembre 1966, pp. 268-276.*)

## 2. INSTITUTIONS MONETAIRES

ALLOO R., Les banques et le financement des entreprises en Belgique. (*Confédération internationale du Crédit populaire, Paris, n° 52, 2<sup>e</sup> semestre 1966, pp. 20-26.*)

## 3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

DELVAUX G., L'information du grand public des épargnants. (*Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales, Bruxelles, LXV, nos 9-10-11-12, septembre-octobre-novembre-décembre 1966, pp. 217-232.*)

MARTIN G., Les placements des compagnies d'assurances au service de l'économie. (*Bulletin des Assurances, Bruxelles, XLVII, n° 198, janvier-février 1967, pp. 5-27.*)

ZONDERVAN R., Réflexions sur la division du patrimoine. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 2, avril 1967, pp. 127-153.*)

## 4. FINANCES PUBLIQUES

COUTURIER J.J., De roerende voorheffing van 20 %. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 1, février 1967, pp. 54-66.*)

DUFRAIMONT W.J., Belastinghervorming en aanpassing van dubbelbelastingverdragen. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht, Bruxelles, XXII, n° 1, janvier-février 1967, pp. 26-29.*)

HENRION R., Conférence donnée au déjeuner d'ouverture de la session 1966-1967. (*Comptes rendus des conférences de la Société Royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, n° 318, octobre 1966, 22 p.*)

VAN DROOGENBROECK J., De deficitaire resultaten van de gemeentelijke fiscaliteit. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht, Bruxelles, XXII, n° 1, janvier-février 1967, pp. 20-25.*)

## 5. REYENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

DE BRUYN Ch. & DELEPIERE Ch., Remarques concernant l'estimation des variations de stocks dans la comptabilité nationale belge. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 33, 1<sup>er</sup> trimestre 1967, pp. 137-143.*)

Les bénéfices des entreprises en 1965-66. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 6, 11 février 1967, pp. 45-52.*)

## 6. DEMOGRAPHIE

Analyse de la population active de la zone dite « S.O.C.O.R.E.C. ». (*Centre Universitaire de l'Etat à Mons, Mons, 1966, div. pp.*)

DAMAS H., Les étrangers en Belgique en 1961. (*Population et Famille, Bruxelles, nos 9-10, décembre 1966, pp. 73-102.*)

DOOGHE G., Voorstelling van de nationale enquête : bejaarden in België. (*Population et Famille, Bruxelles, nos 9-10, décembre 1966, pp. 141-159.*)

MORSA J., L'immigration en Belgique (1890-1954). (*Population et Famille, Bruxelles, nos 9-10, décembre 1966, pp. 41-72.*)

VAN DE WALLE E., Stabilisatie en « reflux ». (*Population et Famille, Bruxelles, nos 9-10, décembre 1966, pp. 31-39.*)

VAN HOUTTE J., De volkstelling. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 1, février 1967, blz. 31-42.*)

## 7. PRIX ET SALAIRES

DELPEREE A., Coordination des administrations sociales et politique sociale globale. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, IX, n° 1, janvier 1967, pp. 1-20.*)

MANDY P., Binding van de lonen aan de produktiviteit en inkomenspolitiek. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 2, février 1967, pp. 131-148.*)

#### 10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DEBLAERE G., Kwantitatief economisch onderzoek naar de regionale welvaartsverschillen in België. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1967, pp. 23-38.*)

DEHAENE J.L., De resultaten van de expansiewetten van juli 1959. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 3, mars 1967, pp. 247-252.*)

Les régions de reconversion et de développement économiques — Lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966. (*Notes et Etudes documentaires de l'Office National de l'Emploi, Bruxelles, janvier 1967, 18 p.*)

REMY J. & THIRY J.P., Les grandes agglomérations urbaines belges. Analyse de la population, de la population active et de l'emploi. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 8, décembre 1966, pp. 597-631.*)

#### 11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

DUTERME C.J., Evolution de la forêt belge. (*Bulletin de la Société Royale Forestière de Belgique, Bruxelles, LXXIV, n° 3, mars 1967, pp. 153-173.*)

Effets des dépenses pour l'énergie sur les dépenses totales du pays et en particulier sur le prix de l'acier. (*Annexe de l'Aperçu mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques, Bruxelles, n° 2, 1967, pp. 2-20.*)

Les eaux minérales et les soft drinks en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 7, 18 février 1967, pp. 57-60.*)

Les tendances de l'industrie de l'automobile. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 10, 11 mars 1967, pp. 89-92.*)

GRANDJEAN A., Het probleem van de staalnijverheid. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 1, janvier 1967, pp. 72-79.*)

L'industrie pétrolière belge. Les hommes du pétrole. (*Fédération pétrolière belge, Bruxelles, 1967, 105 p.*)

PEYRARD M., L'industrie automobile européenne face à la concurrence internationale. (*L'Actualité économique, Montréal, XLII, n° 3, octobre-décembre 1966, pp. 496-627.*)

#### 12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VERVIER J., La recherche scientifique en Belgique. III. Pour une politique cohérente. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XLV, n° 3, 15 mars 1967, pp. 225-241.*)

#### 14. COMMERCE INTERIEUR

Les Chambres de Commerce. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 11, 18 mars 1967, pp. 97-101.*)

#### 16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BOSMAN H.W.J., Internationale monetaire orde en internationale liquiditeit. (*in Bosman H.W.J. e.a., Internationale monetaire vraagstukken.*) (*Elsevier, Amsterdam, 1967, 295 p.*)

CROMER (Comte), The International Capital Markets. (*New York University, Graduate School of Business Administration, New York, 1966, 24 p.*)

DE VRIES T., De hervorming van het internationale geldstelsel. (*Bohn, Haariem, 1967, 25 p.*)

EINZIG P., London Dollar Certificates of Deposit. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 79, décembre 1966, pp. 328-345.*)

FERRONNIERE J., Les mouvements de capitaux entre l'Europe et les Etats-Unis. (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXIX, n° 775, février 1967, pp. 21-26.*)

FLEMING J.M., Toward Assessing the Need for International Reserves. (*Princeton University, International Finance Section, Princeton, 1967, 26 p.*)

GANS M.P., Van Eurodollars en Yankee-Yens. (*in Bosman H.W.J. e.a., Internationale monetaire vraagstukken.*) (*Elsevier, Amsterdam, 1967, 295 p.*)

KUMAR R., Solving the International Liquidity Problem of Developing Countries. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCIII, n° 1475, février 1967, pp. 85-89.*)

La livre sterling. (*Notes et Etudes documentaires, Paris, n° 3359, 31 janvier 1967, pp. 3-45.*)

LEDUC G., L'or de la France. (*La Revue de Paris, Paris, LXXIV, n° 1, janvier 1967, pp. 57-66.*)

McCHESNEY MARTIN W., Gli Stati Uniti e l'attuale situazione monetaria internazionale. (*Bancaria, Rome, XXIII, n° 1, janvier 1967, pp. 7-11.*)

MIKESELL R.F., United States as World Banker. (*The National Banking Review, Washington, IV, n° 2, décembre 1966, pp. 145-150.*)

OSSOLA R., Progress of Discussions on Monetary Reform. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, XXI, n° 1, janvier 1967, pp. 7-13.*)

POSTHUMA S., Het internationale monetaire stelsel. (*in Bosman H.W.J. e.a., Internationale monetaire vraagstukken.*) (*Elsevier, Amsterdam, 1967, 295 p.*)

ROCHE E. e.a., La réforme du système monétaire international. (*Editions France-Empire, Paris, 1967, 187 p.*)

RUFF G., A Dollar-Reserve System as a Transitional Solution. (*Princeton University, International Finance Section, Princeton, 1967, 22 p.*)

- TUROT P., Le Fonds Monétaire International, son évolution, son actualité. (*Les Editions de l'Épargne, Paris, 1966, 82 p.*)
- TUROT P., Pourquoi 35 dollars l'once d'or ? Ou le pragmatisme en action. (*Banque, Paris, XLII, n° 248, février 1967, pp. 99-102.*)
- VAN TURENHOUDT M., Coopération et liquidités monétaires internationales. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 1, février 1967, pp. 17-69.*)
- VERNUCCI A., The Impact of the U.S.A. Federal Funds Market on the International Exchange Market. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 79, décembre 1966, pp. 346-361.*)
- VON HAYEK F., L'étalon-or. Son évolution. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXVI, n° 6, novembre-décembre 1966, pp. 1091-1117.*)
- WILSON J.S.G., Some Aspects of the Development of Capital Markets. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 79, décembre 1966, pp. 263-310.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ANDREWS J.S., Prospects for European Integration. (*Belgian Trade Review, New York, XXII, nos 1-2, janvier-février 1967, pp. 14-19.*)
- BALASSA B., Trade Creation and Trade Diversion in the European Common Market. (*The Economic Journal, Londres, LXXVII, n° 305, mars 1967, pp. 1-17.*)
- BEELS Th., Zijn wij op weg naar een Europese kapitaalmarkt ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LII, n° 2533, 8 mars 1967, pp. 262-266.*)
- BROES E., La dimension des entreprises. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 99, février 1967, pp. 85-91.*)
- CALOGEROPOULOS-STRATIS S., La Grèce et le Marché commun. Bilan général de leurs relations. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 99, février 1967, pp. 92-94.*)
- COGNARD P., Les disparités technologiques. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 99, février 1967, pp. 60-68.*)
- DE STAERCKE R., Où va la Communauté européenne ? (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 2, février 1967, pp. 66-74.*)
- DISCHAMPS J.C., L'intégration communautaire et l'évolution des investissements dans la C.E.E. (*Revue économique, Paris, n° 1, janvier 1967, pp. 1-27.*)
- FRY R., Sterling in Europe. A British View. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 493, mars 1967, pp. 216-219.*)
- FUCHS D., Mittelfristige Wirtschaftspolitik für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft. (*Schmollers Jahrbuch, Berlin, LXXXVI, n° 6, 1966, pp. 695-709.*)
- Grande-Bretagne et Marché commun. Voies et moyens d'un rapprochement. (*Banque, Paris, XLII, n° 249, mars 1967, pp. 149-157.*)
- HARRIS P.B., Continuing Tensions within the European Community. (*The South African Journal of Economics, Johannesburg, XXXIV, n° 4, décembre 1966, pp. 270-281.*)
- HOLTROP M.W., Monetaire problematiek in Benelux en E.E.G. (in Bosman H.W.J. e.a., Internationale monetaire vraagstukken.) (*Elsevier, Amsterdam, 1967, 295 p.*)
- HORRING J., Hoe verder met het E.E.G.-landbouwbeleid ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LII, nos 2534-2585, 15 et 22 mars 1967, pp. 288-290 et 315-317.*)
- KAHN B., Evaluation du taux de croissance de certains secteurs d'activité dans la Communauté Economique Européenne. (*Cahiers économiques de Bruxelles, n° 33, 1<sup>er</sup> trimestre 1967, pp. 63-69.*)
- KNOPPERS A.T., Les investissements américains en Europe. Le rôle de la science et de la technologie. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 2, février 1967, pp. 75-78.*)
- La C.E.E. a dix ans. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 12, 25 mars 1967, pp. 105-108.*)
- L'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne à la Communauté. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, n° 3, mars 1967, p. 18-27.*)
- L'Angleterre aux portes de l'Europe. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 2, février 1967, pp. 114-121.*)
- L'approvisionnement en pétrole brut des pays de la Communauté Economique Européenne : données de base. (*Informations statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 3bis, 1966, pp. 7-119.*)
- LE TALLEC G., Les règles de concurrence précisées par la Cour de Justice. Les conséquences pour les contrats d'exclusivité. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, II, n° 4, octobre-décembre 1966, pp. 611-622.*)
- LUCHAIRE F., L'association du Nigéria à la Communauté Economique Européenne. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, II, n° 4, octobre-décembre 1966, pp. 593-610.*)
- LUCRON C., Les accords d'association successifs avec les Etats africains et malgache associés et leur fonctionnement. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XIX, n° 5, septembre 1966, pp. 465-558.*)
- L'utilisation de l'unité de compte dans l'intégration européenne. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 2, avril 1967, pp. 163-172.*)
- MANSER W.A.P., Economic Impact of the European Community. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 493, mars 1967, pp. 220-225.*)
- MARIEN S., Le Traité de la C.E.E. : inventaire et perspectives d'avenir. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1966, pp. 5-103.*)
- MARJOLIN R., La situation économique de la Communauté Economique Européenne en 1966 et les perspectives pour 1967. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, n° 3, mars 1967, pp. 5-17.*)
- Mémorandum de la Commission de la Communauté Economique Européenne sur la concentration dans le Marché commun. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, II, n° 4, octobre-décembre 1966, pp. 651-677.*)
- MERTENS de WILMARS J., De monetaire toekomst van de Gemeenschappelijke Markt.

- (in Bosman H.W.J. e.a., Internationale monetaire vraagstukken.) (*Elsevier, Amsterdam, 1967, 295 p.*)
- PEIGNER J.M., L'industrie papetière communautaire. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 99, février 1967, pp. 75-84.*)
- SCAPERLANDA A., The E.E.C. and U.S. Foreign Investment : Some Empirical Evidence. (*The Economic Journal, Londres, LXXVII, n° 305, mars 1967, pp. 22-26.*)
- SCOTT I.O., European Capital Markets. (*The National Banking Review, Washington, IV, n° 2, décembre 1966, pp. 131-144.*)
- SKRIBANOWITZ H., Definition des « europäischen Kapitalmarktes ». (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XX, n° 5, 1<sup>er</sup> mars 1967, pp. 176-178.*)
- STEGEMANN K., Wettbewerb und Harmonisierung im Gemeinsamen Markt. (*Carl Heymanns Verlag, Cologne, 1966, 171 p.*)
- TRAUTMANN W., Ohne Krücken in die E.W.G., (*Der Volkswirt, Frankfurt/Main, XXI, n° 9, 3 mars 1967, pp. 312-314.*)
- WILLMANN J., La Communauté Européenne et la Grande-Bretagne. (*Politique étrangère, Paris, XXXII, n° 1, mars 1967, pp. 35-47.*)
-



## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### Loi du 23 février 1967

*modifiant, en ce qui concerne la transformation des sociétés, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 (Moniteur du 8 mars 1967, p. 2340).*

### 2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

#### Fixation de la quotité

*à consacrer à la lutte contre les logements insalubres en ce qui concerne les emprunts de la Société Nationale du Logement, de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et du Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique (Moniteur du 23 mars 1967, p. 2954).*

Par arrêté ministériel du 10 janvier 1967, la quotité à consacrer à la lutte contre les logements insalubres, en ce qui concerne les emprunts émis en 1967 par la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique, est fixée à trente pour cent.

#### Arrêté ministériel du 9 février 1967

*déterminant le taux d'intérêt auquel les caisses de pension doivent consentir des prêts à l'Office national des pensions pour travailleurs indépendants dans le courant de l'année 1967 (Moniteur du 9 mars 1967, p. 2424).*

#### Arrêté royal du 10 février 1967

*autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2 milliards de francs (Moniteur du 8 mars 1967, p. 2345).*

### Arrêté royal du 24 février 1967

complétant les modalités d'émission de l'emprunt 1966 à 6 ou 12 ans, émis par la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 2 mars 1967, p. 2154).

### Loi du 27 février 1967

autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 6,5 milliards de francs belges (Moniteur du 8 mars 1967, p. 2339).

### Arrêté royal du 6 mars 1967

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 625 millions de francs (Moniteur du 21 mars 1967, p. 2827).

### Arrêté ministériel du 14 mars 1967

relatif à un emprunt de 4 milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur du 18 mars 1967, p. 2762).

.....  
*Art. 2.* — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après : 6,75 p.c. l'an à partir du 29 mars 1967 jusqu'au 28 mars 1973; 7 p.c. l'an à partir du 29 mars 1973 jusqu'au 28 mars 1979.

.....  
*Art. 4.* — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....  
*Art. 6.* — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

.....  
*Art. 9.* — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations le 29 mars 1973, au pair de la valeur nominale.

.....  
*Art. 11.* — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

.....  
*Art. 14.* — La taxe sur les opérations de bourse due pour l'émission de l'emprunt est acquittée directement par la Régie des Télégraphes et des Téléphones et supportée par elle.

### Arrêté ministériel du 28 mars 1967

relatif à l'émission, par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique, d'une huitième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 31 mars 1967, p. 3290).

.....  
*Article 1<sup>er</sup>.* — A valoir sur son emprunt de 3 milliards de francs, à émettre en dix tranches annuelles conformément à la loi du 13 avril 1960, la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique est autorisée à émettre aux conditions déterminées par cette loi et selon les modalités fixées ci-après, une huitième tranche de 300 millions de francs.

.....  
*Art. 2.* — Cette huitième tranche est représentée par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux annuel de 2 p.c.

.....  
*Art. 3.* — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces.

.....  
*Art. 5.* — Ces obligations sont remboursables au pair de la valeur nominale le 1<sup>er</sup> avril 1997.

.....  
*Art. 7.* — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

.....  
*Art. 8.* — En matière de précompte mobilier les intérêts de l'emprunt sont soumis au même régime que celui applicable aux revenus des fonds publics émis avant le 1<sup>er</sup> décembre 1962 en exemption de taxe mobilière ou d'impôts réels.

## 3. — FINANCES PUBLIQUES

### Arrêté royal du 25 janvier 1967

modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 1965 relatif à l'utilisation de certains bénéficiaires de la Loterie nationale (Moniteur du 7 mars 1967, p. 2280).

**Loi du 20 février 1967**

*contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1967 (Moniteur du 10 mars 1967, p. 2458).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967, afférentes au Ministère de la Santé publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.933.954.000 francs.*

**Loi du 23 février 1967**

*contenant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1967 (Moniteur du 21 mars 1967, p. 2828).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967, afférentes au Ministère de la Prévoyance sociale (...) des crédits s'élevant à la somme de 15.756.925.000 francs.*

**Loi du 23 février 1967**

*contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1967 (Moniteur du 23 mars 1967, p. 2931).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967, afférentes au Ministère de l'Emploi et du Travail (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.646.462.000 francs.*

**Arrêté royal du 24 février 1967**

*modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 1<sup>er</sup> mars 1967, p. 2085).*

**Arrêté royal du 24 février 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 1<sup>er</sup> mars 1967, p. 2087).*

**Loi du 9 mars 1967**

*contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1967 (Moniteur du 29 mars 1967, p. 3090).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Ministère de la Justice, afférentes à l'exercice 1967 (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.397.724.000 francs.*

**Loi du 16 mars 1967**

*contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1967 (Moniteur du 30 mars 1967, p. 3154).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1967, afférentes au Ministère de la Défense nationale (...) des crédits s'élevant à la somme de 18.200.000.000 francs.*

**Arrêté ministériel des 20 et 23 mars 1967**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 25 et 31 mars 1967, pp. 3027 et 3288).*

**Arrêté ministériel du 21 mars 1967**

*relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 25 mars 1967, p. 3028).*

**Loi du 29 mars 1967**

*ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1967 (Moniteur du 31 mars 1967, p. 3283).*

**5. — INDUSTRIE**

**Convention**

*entre la Belgique et la France sur la protection radiologique concernant les installations de la Centrale nucléaire des Ardennes, et annexes, signée à Paris, le 23 septembre 1966 (Moniteur du 7 mars 1967, p. 2276).*

**Loi du 17 janvier 1967**

*portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à l'exploitation de la houille dans les zones parallèles à la frontière, des charbonnages situés le long de la Meuse, et de l'annexe, signés à La Haye, le 27 avril 1965 (Moniteur du 31 mars 1967, p. 3284).*

**Arrêté royal du 30 janvier 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 9 février 1960 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques (Moniteur du 1<sup>er</sup> mars 1967, p. 2096).*

**Arrêté royal du 31 janvier 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 29 octobre 1956 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans certains secteurs de l'industrie chimique (Moniteur du 9 mars 1967, p. 2413).*

**Arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 9 mars 1967, p. 2416).*

**Arrêté royal du 14 février 1967**

*maintenant en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks (Moniteur du 16 mars 1967, p. 2661).*

**6. — TRAVAIL**

**Accord**

*entre le Gouvernement belge et le Gouvernement italien relatif à l'emploi et au séjour en Belgique des travailleurs italiens et de leurs familles, et protocoles I, II, III et IV fixant les modalités d'application des articles 2, 5, 8 et 19 de l'Accord, signés à Bruxelles, le 11 juillet 1966 (Moniteur du 15 mars 1967, p. 2619).*

**Arrêté royal du 22 février 1967**

*rendant obligatoire la convention collective du 30 décembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile et de la bonneterie concernant la durée du travail (Moniteur du 14 mars 1967, p. 2564).*

**Arrêté royal du 24 février 1967**

*modifiant les articles 53, 54 et 55 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 8 mars 1967, p. 2358).*

**8. — COMMERCE EXTERIEUR**

**Arrêté royal du 24 février 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 1<sup>er</sup> mars 1967, p. 2087).*

**Arrêté ministériel des 20 et 23 mars 1967**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 25 et 31 mars 1967, pp. 3027 et 3288).*

**Arrêté ministériel du 21 mars 1967**

*relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 25 mars 1967, p. 3028).*

## 9. — TRANSPORTS

### Accord

*relatif au transport aérien entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, signé à Bonn, le 14 avril 1956. Accord conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 29 novembre 1966 et 9 janvier 1967, modifiant la lettre annexe de cet accord (Moniteur du 29 mars 1967, p. 3105).*

## 10. — PRIX ET SALAIRES

### Arrêté royal du 26 janvier 1967

*rendant obligatoire la convention du 3 juin 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs instaurant un système de primes au rendement dans l'industrie cigarière (Moniteur du 17 mars 1967, p. 2717).*

### Arrêté royal du 22 février 1967

*rendant obligatoire la convention collective du 21 novembre 1966 de la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises commerciales ressortissant à cette commission, à l'exclusion des entreprises de commerce en gros et en détail d'appareils électriques (Moniteur du 15 mars 1967, p. 2632).*

### Arrêté royal du 24 février 1967

*rendant obligatoire la convention du 29 juin 1966 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de revalorisation de matières premières de récupération relative à la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans certaines entreprises relevant de sa compétence (Moniteur du 22 mars 1967, p. 2894).*

### Arrêté ministériel du 2 mars 1967

*modifiant l'arrêté ministériel du 15 janvier 1964 réglementant les prix des appareils électroménagers (Moniteur du 10 mars 1967, p. 2479).*

### Arrêté ministériel du 13 mars 1967

*réglementant les prix du riz (Moniteur du 15 mars, p. 2630).*

## 11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

### Arrêté royal du 16 mars 1967

*modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 29 mars 1967, p. 3116).*

# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1963	1964	1965	1966
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.328	9.428	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.948	5.996	6.022	
dont : Hommes .....	»	2.902	2.950	2.984	2.998	
Femmes .....	»	2.948	2.998	3.012	3.024	
Population active <sup>1</sup> :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.589	3.622	3.660	
dont : Agriculture .....	»	423	230	216	206	
Industries extractives .....	»	191	102	102	97	
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.267	1.289	1.291	
Bâtiments et construction .....	»	197	276	282	286	
Transports .....	»	243	245	250	243	
Commerce, banques, assurances, et services .....	»	1.024	1.404	1.427	1.476	
Chômeurs complets .....	»	92	65	56	61	

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :</b>										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
<b>Total ...</b>	<b>215,9</b>	<b>235,4</b>	<b>243,4</b>	<b>244,6</b>	<b>261,8</b>	<b>274,0</b>	<b>301,0</b>	<b>331,7</b>	<b>373,7</b>	<b>412,1</b>
<b>2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup>	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales <sup>1</sup>	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup>	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes <sup>2</sup>	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
<b>Total ...</b>	<b>108,1</b>	<b>111,4</b>	<b>110,7</b>	<b>114,2</b>	<b>119,7</b>	<b>127,1</b>	<b>130,1</b>	<b>136,6</b>	<b>148,9</b>	<b>161,6</b>
<b>3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :</b>										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
<b>Total ...</b>	<b>59,7</b>	<b>62,0</b>	<b>62,3</b>	<b>63,0</b>	<b>66,5</b>	<b>69,7</b>	<b>73,6</b>	<b>74,0</b>	<b>76,5</b>	<b>80,1</b>
<b>4. Bénéfices non distribués de sociétés <sup>2</sup> ...</b>	<b>13,3</b>	<b>10,2</b>	<b>7,2</b>	<b>10,6</b>	<b>11,7</b>	<b>13,2</b>	<b>11,7</b>	<b>13,3</b>	<b>15,7</b>	<b>16,2</b>
<b>5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique</b>	<b>8,3</b>	<b>8,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,6</b>	<b>9,1</b>	<b>10,0</b>	<b>11,5</b>	<b>11,3</b>	<b>14,1</b>	<b>16,0</b>
<b>6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat</b>	<b>5,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,0</b>	<b>5,8</b>	<b>5,8</b>	<b>5,4</b>	<b>4,4</b>	<b>6,3</b>	<b>3,3</b>
<b>7. Intérêt de la dette publique</b>	<b>-11,7</b>	<b>-12,6</b>	<b>-12,9</b>	<b>-14,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-18,6</b>	<b>-18,6</b>	<b>-20,5</b>	<b>-22,1</b>	<b>-24,2</b>
<b>Revenu national net au coût des facteurs ...</b>	<b>398,9</b>	<b>421,4</b>	<b>423,9</b>	<b>431,0</b>	<b>458,3</b>	<b>481,2</b>	<b>514,7</b>	<b>550,8</b>	<b>613,1</b>	<b>665,1</b>
<b>8. Amortissements</b>	<b>47,1</b>	<b>50,1</b>	<b>50,5</b>	<b>53,2</b>	<b>56,1</b>	<b>58,4</b>	<b>61,7</b>	<b>67,0</b>	<b>74,3</b>	<b>79,7</b>
<b>Revenu national brut au coût des facteurs ...</b>	<b>446,0</b>	<b>471,5</b>	<b>474,4</b>	<b>484,2</b>	<b>514,4</b>	<b>539,6</b>	<b>576,4</b>	<b>617,8</b>	<b>687,4</b>	<b>744,8</b>
<b>9. Impôts indirects</b>	<b>50,8</b>	<b>54,2</b>	<b>55,2</b>	<b>60,2</b>	<b>65,4</b>	<b>73,2</b>	<b>78,8</b>	<b>84,4</b>	<b>94,1</b>	<b>101,8</b>
<b>10. Subsidés</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 6,9</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 6,7</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 9,6</b>
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.

**I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ**

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives .....	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles .....	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures .....	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles .....	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition .....	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes .....	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment .....	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et cons- tructions navales .....	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénomées ailleurs .	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction .....	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau .....	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :										
a) Commerce .....	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation .....	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>173,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications .....	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services .....	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections .....	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché ...</b>	<b>482,6</b>	<b>511,2</b>	<b>515,1</b>	<b>532,9</b>	<b>565,8</b>	<b>600,8</b>	<b>643,6</b>	<b>691,8</b>	<b>770,2</b>	<b>832,7</b>
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

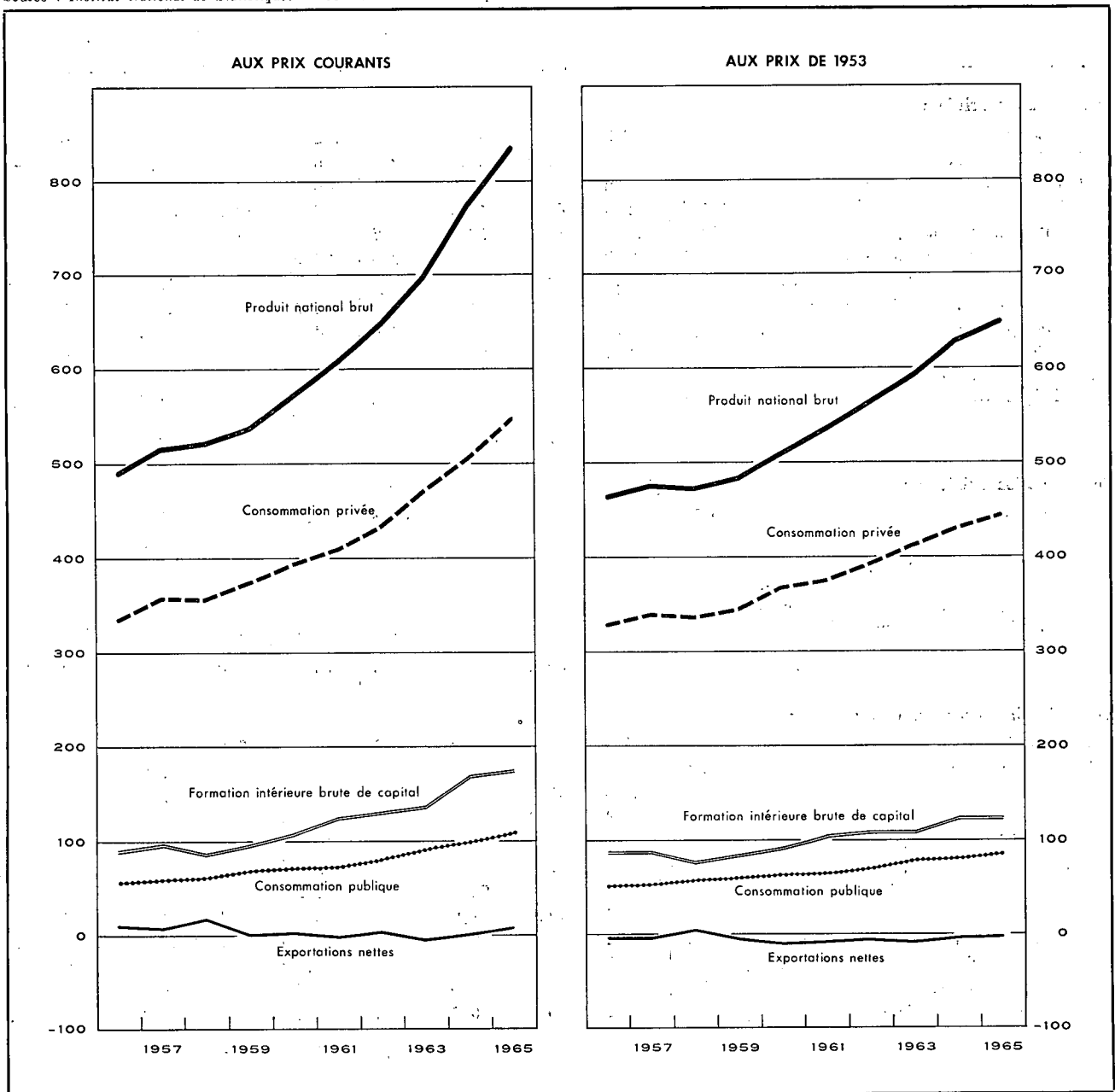


### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL.

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabacs .....	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels .....	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau .....	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage .....	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables .....	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison .....	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène .....	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications .....	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs .....	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique .....	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
<i>Total ...</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,4</i>	<i>507,1</i>	<i>548,0</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services .....	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé .....	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
<i>Total ...</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>107,4</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives .....	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières .....	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction .....	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau .....	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banques, assurances .....	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation .....	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications .....	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services .....	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks .....	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique .....	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
<i>Total ...</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>137,1</i>	<i>168,5</i>	<i>174,2</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales .....	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes .....	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

**I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL**

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons .....	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac .....	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels .....	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau .....	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage .....	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables .....	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison .....	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène ...	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports .....	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T. ....	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs .....	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services .....	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>156</i>	<i>164</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives .....	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières .....	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction .....	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau .....	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation .....	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement .....	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services .....	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales .....	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953) .....</b>	<b>111,8</b>	<b>114,6</b>	<b>113,8</b>	<b>116,5</b>	<b>123,1</b>	<b>129,2</b>	<b>136,1</b>	<b>142,4</b>	<b>151,9</b>	<b>156,9</b>

**Références bibliographiques :**

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*  
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1885. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 <sup>1</sup>

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1965 1 <sup>er</sup> trimestre	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 <sup>e</sup> trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 <sup>e</sup> trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 <sup>e</sup> trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 <sup>e</sup> trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 <sup>e</sup> trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
1965 Septembre	106,4	54,7	109,9	106,5	118,5	134,4	130,1	106,6	93,1	116,7	
Octobre	106,6	54,8	110,2	105,5	118,7	141,8	128,6	105,9	93,0	116,2	
Novembre	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,8	113,9	
Décembre	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	112,4	
Août	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	

<sup>1</sup> Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

### II - 2. — CHOMAGE

#### Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période <sup>1</sup>	Chômeurs contrôlés (milliers) <sup>2</sup>			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois <sup>3</sup>		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics <sup>2</sup>	Demandes d'emploi <sup>4 5</sup>	Offres d'emploi <sup>4</sup>	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 <sup>e</sup> trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 <sup>e</sup> trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 <sup>e</sup> trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 <sup>e</sup> trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
1966 Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	5,0
Décembre	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	4,9	32,6	8,4	4,0
1967 Janvier	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril	25	98,8	61,3	37,5							

<sup>1</sup> Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

<sup>2</sup> Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

<sup>3</sup> Durée moyenne du chômage =  $\frac{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}{\text{Nombre de journées perdues par mois}}$

<sup>4</sup> Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

<sup>5</sup> Chômeurs complets normalement aptes.

<sup>6</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

\* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

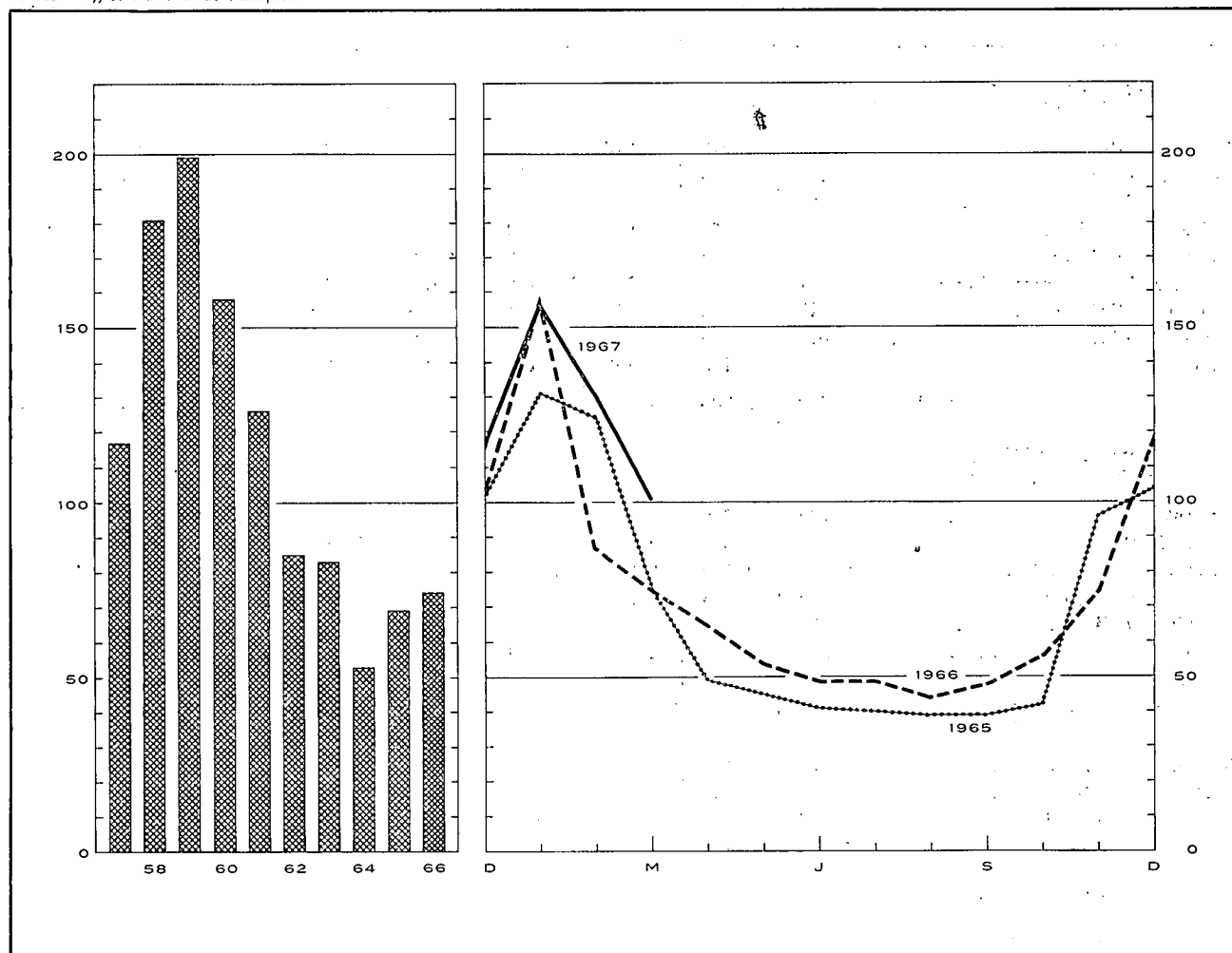
## II - 3. — CHOMAGE

### Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1964	1965	1966	1967
1958	181	204	166	149	204	Janvier	120	131	159	156
1959	199	292	182	150	171	Février	63	124	87	130
1960	158	221	149	123	137	Mars	67	75	75	101
1961	126	177	111	90	124	Avril	40	49	65	99
1962	85	141	64	52	90	Mai	36	45	54	
1963	83	176	44	35	72	Juin	32	41	49	
1964	53	82	36	32	61	Juillet	32	40	49	
1965	69	111	45	39	78	Août	30	39	44	
1966	74	111	56	47	82	Septembre	34	39	48	
1967		131				Octobre	37	42	56	
						Novembre	49	96	75	
						Décembre	102	104	119	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

<sup>1</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	296	270	273	256	252	246	262	265	247
dont : froment .....	219	200	203	206	209	200	216	227	212
seigle .....	69	62	63	44	39	41	42	34	30
Céréales non panifiables .....	240	255	252	263	260	255	239	253	260
Plantes industrielles .....	94	88	96	92	93	94	106	95	92
Plantes racines et tuberculifères .....	141	134	131	120	116	114	103	98	98
Légumes cultivés pour la graine .....	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies .....	811	816	819	821	829	825	815	810	810
Divers .....	128	133	129	136	129	135	129	121	124
Total ...	1.722	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	779	789	773	722	835	759	900	853	
Autres céréales .....	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	
Betteraves sucrières .....	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	
Lin (graines et paille) .....	170	124	214	196	231	240	283	190	
Chicorée à café .....	56	43	55	60	37	47	68	46	
Pommes de terre .....	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés .....	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773
dont : vaches laitières .....	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.079
Porcs .....	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	412	424	441	429	462	458	429	461	500

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

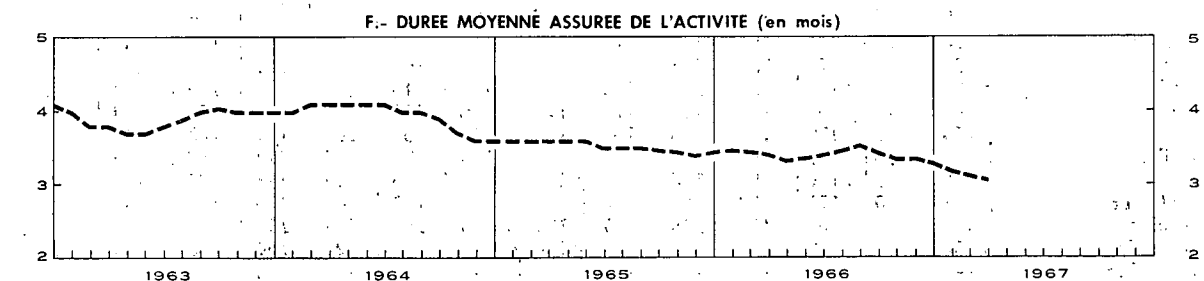
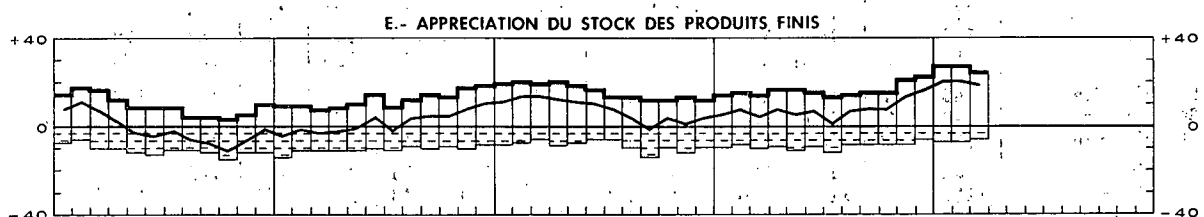
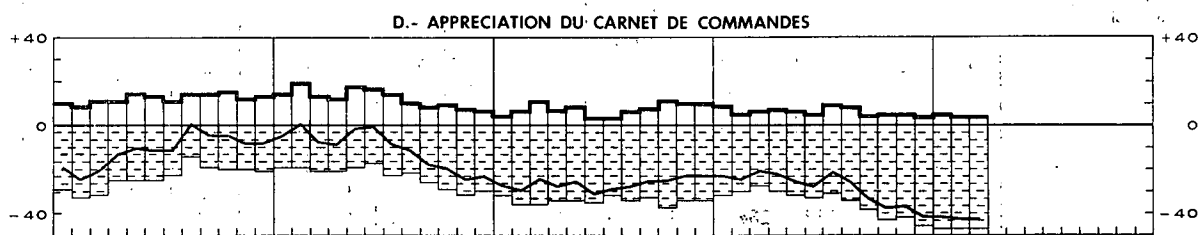
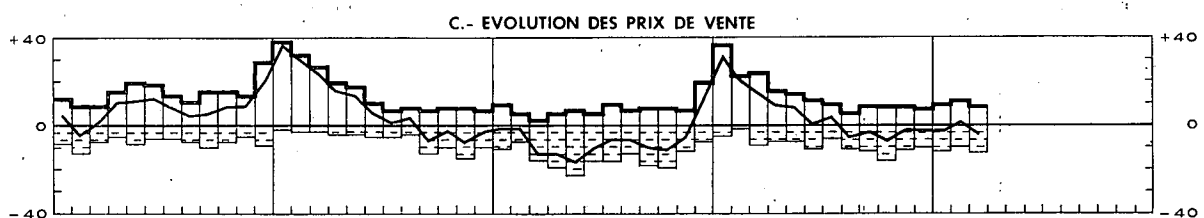
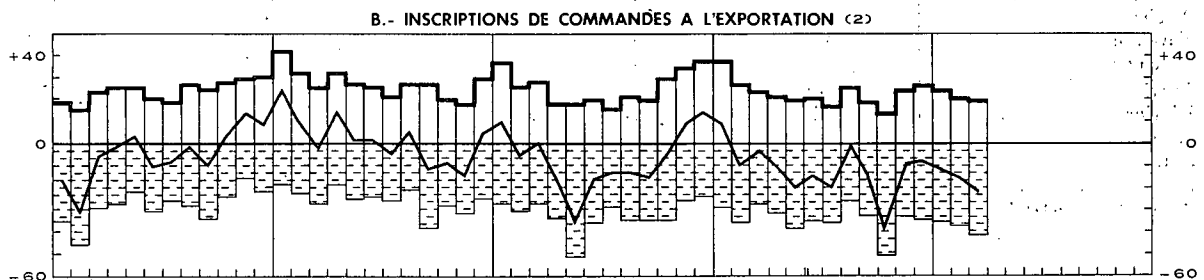
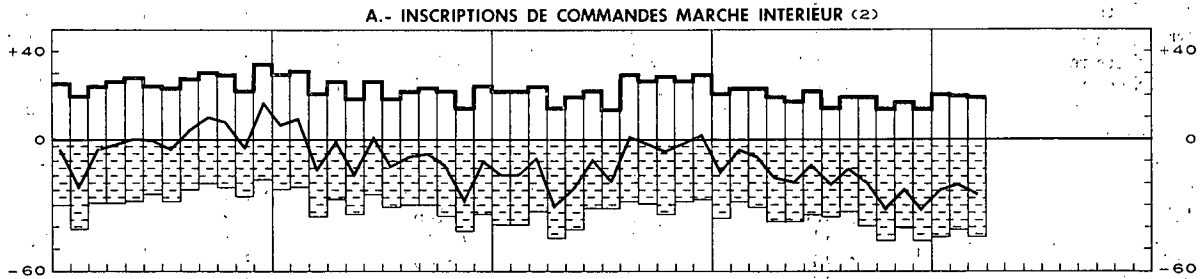
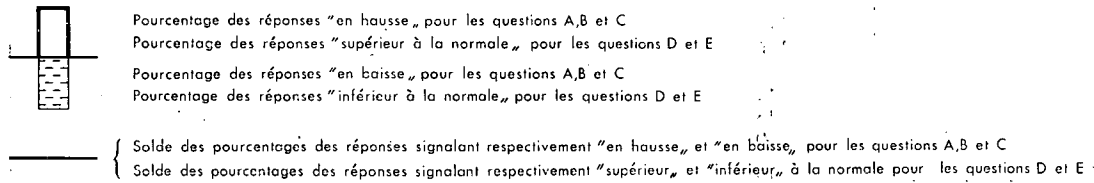
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin .....	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud .....	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie .....	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole .....	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie .....	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng .....	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes .....	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

## IV. — INDUSTRIE

### IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE <sup>1</sup>

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



<sup>1</sup> Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.  
<sup>2</sup> Mouvements saisonniers éliminés.

### IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1961 .....	119	124	116	121	122
1962 .....	125	132	122	128	130
1963 .....	135	142	131	138	138
1964 .....	144	153	140	148	147
1965 .....	148	158	145	154	149
1966 ..... p	150	161	148	159	150
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	140	150	133	142	147
4 <sup>e</sup> trimestre .....	157	169	153	163	153
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	151	162	148	159	151
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 152	p 164	p 155	p 167	152
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 142	p 152	p 134	p 145	147
4 <sup>e</sup> trimestre ..... p	156	168	153	165	152
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....					p 152
1966 Avril .....	p 152	p 164	p 151	p 163	153
Mai .....	p 146	p 157	p 158	p 170	149
Juin .....	p 158	p 170	p 155	p 167	154
Juillet .....	p 117	p 122	p 115	p 125	139
Août .....	p 147	p 159	p 133	p 142	147
Septembre .....	p 162	p 175	p 155	p 167	155
Octobre .....	p 156	p 169	p 151	p 163	155
Novembre .....	p 152	p 163	p 156	p 168	147
Décembre .....	p 159	p 171	p 152	p 164	153
1967 Janvier .....	p 149	p 161			p 154
Février .....	p 147	p 158			p 146
Mars .....					p 155
Avril .....					153 2

\* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévision.

### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

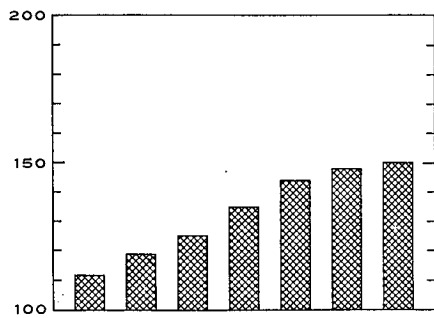
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Filatures	Tissage	Bonneterie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)	
1961 .....	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962 .....	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963 .....	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964 .....	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965 .....	148	85	158	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966 ..... p	150	76	161	149	151	177	176	132	143	133	148	161	180	211	255
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 <sup>e</sup> trimestre .....	140	77	150	153	143	169	160	129	124	120	122	140	158	167	237
4 <sup>e</sup> trimestre .....	157	87	169	146	157	184	182	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	151	80	162	133	155	181	172	119	153	146	154	171	177	191	252
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 152	79	p 164	160	154	178	p 176	130	148	139	151	164	184	216	234
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 142	69	p 152	150	141	169	p 166	p 137	125	110	133	146	168	200	262
4 <sup>e</sup> trimestre ... p	156	78	168	153	155	177	190	143	148	137	153	162	187	239	270
1966 Février .....	145	77	155	125	149	176	163	114	147	140	149	164	167	186	235
Mars .....	164	85	177	159	164	185	182	131	166	156	166	194	192	218	264
Avril .....	p 152	77	p 164	156	155	182	p 175	123	149	142	150	166	180	203	247
Mai .....	p 146	77	p 157	159	146	171	p 170	122	137	127	143	150	180	211	254
Juin .....	p 158	82	p 170	165	160	182	p 182	146	157	148	159	177	192	234	202
Juillet .....	p 117	53	p 122	138	124	143	p 134	123	99	89	119	83	150	157	278
Août .....	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	141	120	98	121	165	168	202	253
Septembre .....	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	p 148	156	142	160	190	187	240	255
Octobre .....	p 156	76	p 169	159	156	175	p 195	p 156	152	139	158	178	p 185	p 240	267
Novembre .....	p 152	78	p 163	145	151	174	p 184	p 131	145	128	154	170	p 176	p 214	266
Décembre ..... p	159	79	171	157	158	181	191	141	146	143	148	139	199	264	277
1967 Janvier ..... p	149	76	161	129	159	188	183	121	129		127	147	184		269

\* Non compris la construction.

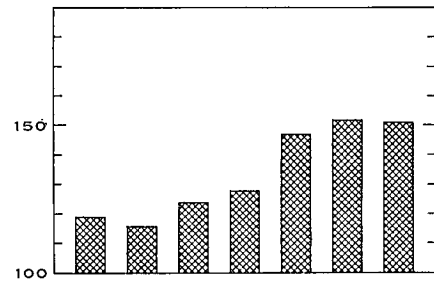
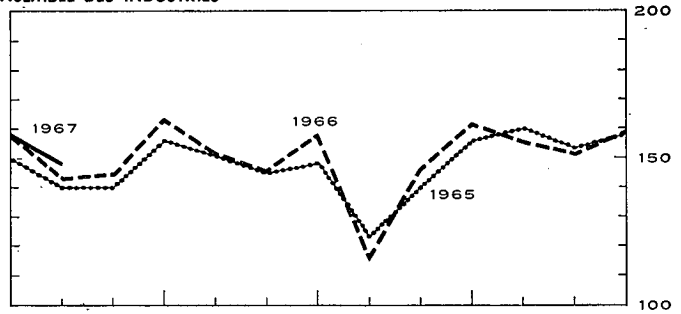


### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

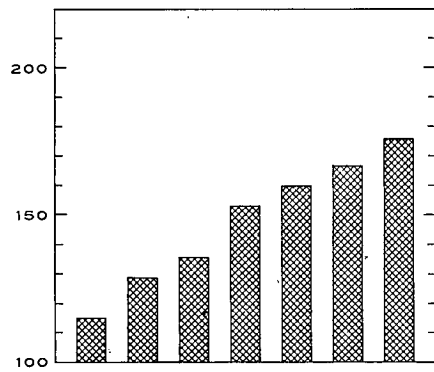
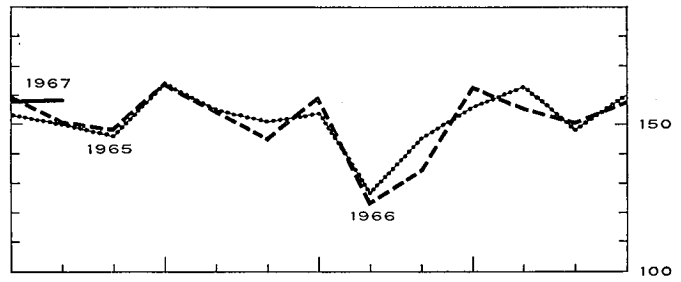
Base 1958 = 100



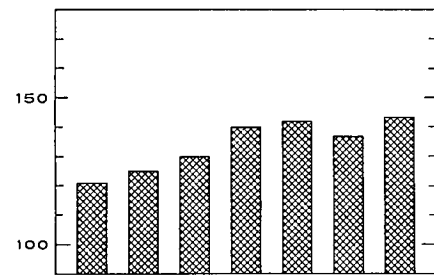
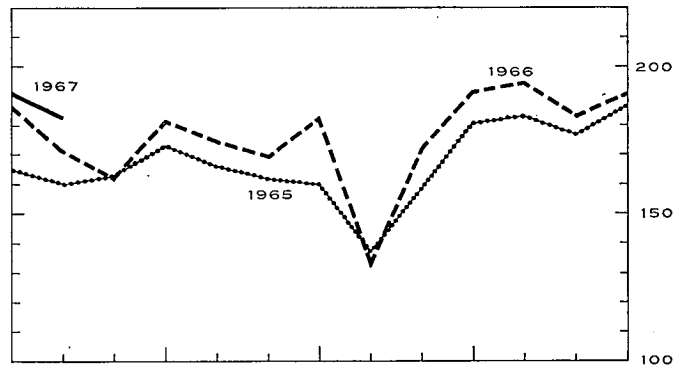
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



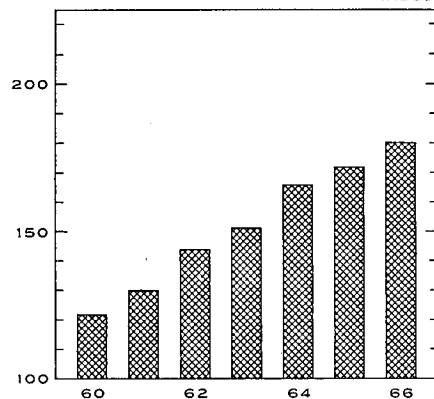
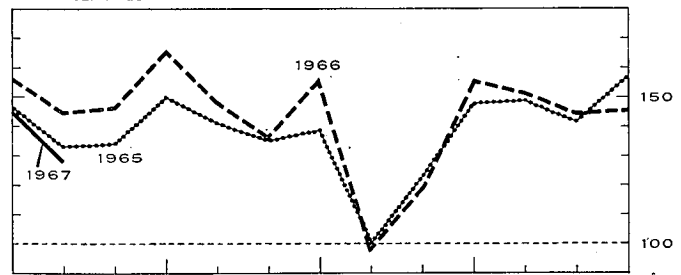
SIDERURGIE



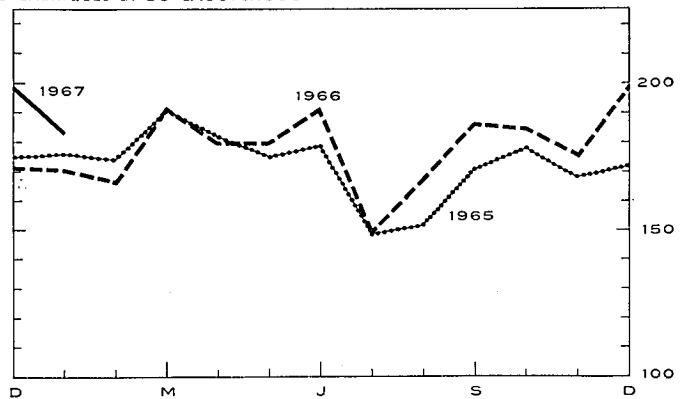
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz		
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruée 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible	
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m <sup>3</sup> )	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1961 .....	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196	
1962 .....	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214	
1963 .....	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224	
1964 .....	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240	
1965 .....	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268	
1966 .....	1.458	3.046			1.270	1.794	1.382			
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414			
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.482	3.046			1.300	1.965	1.485			
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 1.472	<i>p</i> 3.089			<i>p</i> 1.306	<i>p</i> 1.945				
1966 Janvier .....	1.576	2.430	411	2.374	1.217	1.960	1.396	100	332	
Février .....	1.509	2.584	352	2.031	1.281	1.739	1.269	93	260	
Mars .....	1.666	2.802	474	2.381	1.286	1.932	1.428	104	291	
Avril .....	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	242	
Mai .....	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372	97	219	
Juin .....	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210	
Juillet .....	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500			
Août .....	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367			
Septembre .....	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375			
Octobre .....	1.441	3.095	349	2.125	1.283	1.888	1.441			
Novembre .....	1.480	3.053	331	2.197	1.299	1.951	1.454			
Décembre .....	1.528	3.046			1.319	2.055	1.559			
1967 Janvier .....	1.518	2.959			1.294	2.056				
Février .....	<i>p</i> 1.393	<i>p</i> 3.013			<i>p</i> 1.309	<i>p</i> 1.826				
Mars .....	<i>p</i> 1.506	<i>p</i> 3.089			<i>p</i> 1.314	<i>p</i> 1.952				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1961 .....	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962 .....	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963 .....	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964 .....	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965 .....	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966 .....	743	572	<i>p</i> 6,91	<i>p</i> 6,62	<i>p</i> 13,53	<i>p</i> 13,52
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 <sup>e</sup> trimestre .....	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 <sup>e</sup> trimestre .....	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	756	585	<i>p</i> 6,81	<i>p</i> 6,99	<i>p</i> 13,80	<i>p</i> 13,40
2 <sup>e</sup> trimestre .....	758	580	<i>p</i> 6,98	<i>p</i> 6,92	<i>p</i> 13,90	<i>p</i> 14,48
3 <sup>e</sup> trimestre .....	695	520	<i>p</i> 6,71	<i>p</i> 5,44	<i>p</i> 12,15	<i>p</i> 11,69
4 <sup>e</sup> trimestre .....	763	604	<i>p</i> 7,15	<i>p</i> 7,10	<i>p</i> 14,25	<i>p</i> 14,59
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	787 <sup>1</sup>					
1966 Février .....	733	550	<i>p</i> 6,60	<i>p</i> 7,31	<i>p</i> 13,91	<i>p</i> 13,09
Mars .....	794	635	<i>p</i> 7,58	<i>p</i> 7,28	<i>p</i> 14,86	<i>p</i> 15,28
Avril .....	762	586	<i>p</i> 6,98	<i>p</i> 6,97	<i>p</i> 13,95	<i>p</i> 14,14
Mai .....	724	546	<i>p</i> 6,48	<i>p</i> 6,66	<i>p</i> 13,14	<i>p</i> 13,78
Juin .....	787	609	<i>p</i> 7,47	<i>p</i> 7,12	<i>p</i> 14,59	<i>p</i> 15,52
Juillet .....	612	432	<i>p</i> 5,46	<i>p</i> 5,03	<i>p</i> 10,49	<i>p</i> 10,10
Août .....	668	495	<i>p</i> 8,25	<i>p</i> 4,85	<i>p</i> 13,10	<i>p</i> 10,84
Septembre .....	804	631	<i>p</i> 6,41	<i>p</i> 6,47	<i>p</i> 12,88	<i>p</i> 14,12
Octobre .....	764	617	<i>p</i> 6,64	<i>p</i> 7,17	<i>p</i> 13,81	<i>p</i> 13,95
Novembre .....	752	580	<i>p</i> 6,95	<i>p</i> 6,99	<i>p</i> 13,94	<i>p</i> 13,89
Décembre .....	775	615	<i>p</i> 7,87	<i>p</i> 7,14	<i>p</i> 15,01	<i>p</i> 15,93
1967 Janvier .....	793 <sup>1</sup>					
Février .....	741 <sup>1</sup>					
Mars .....	828 <sup>1</sup>					
Avril .....	795 <sup>1</sup>					

1 Estimations de l'Agéfi.

### IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	
1957	34.904	24.068	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.688	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	<i>p</i> 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	<i>p</i> 7.248
1965	<i>p</i> 38.796				39.780	1		1		9.372
1966	<i>p</i> 42.648				32.702	1		1		10.143

<sup>1</sup> En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

### IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation <sup>1</sup>		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation <sup>2</sup>	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 2 <sup>e</sup> trimestre	3.393	3.060	949	611
3 <sup>e</sup> trimestre	3.238	3.894	969	797
4 <sup>e</sup> trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 <sup>e</sup> trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 <sup>e</sup> trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 <sup>e</sup> trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1966 Janvier	3.135	2.680	803	952
Février	3.926	2.157	1.014	944
Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981
Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512

<sup>1</sup> Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

<sup>2</sup> Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

### IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	131	+ 7,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126	132	+ 3,9	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	127	133	+ 4,7	128	131	+ 2,3	125	131	+ 4,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	129	135	+ 4,7	130	136	+ 4,6	128	133	+ 3,9
1 <sup>er</sup> trimestre .....	130	137	+ 5,4	132	135	+ 2,3	131	135	+ 3,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	132	140	+ 6,1	132	134	+ 1,5	132	136	+ 3,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	135	140	+ 3,7	136	134	- 1,5	133	132	- 0,8
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	126	125	- 0,8	137	134	- 2,2	125	131	+ 4,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127	126	- 0,8	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	125	133	+ 6,4	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
1 <sup>er</sup> trimestre .....	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	131	140	+ 6,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126	136	+ 7,9	139	155	+ 11,5	132	141	+ 6,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	130	139	+ 6,9	142	159	+ 12,0	133	141	+ 6,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	133	140	+ 5,3	145	162	+ 11,7	137	145	+ 5,8

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

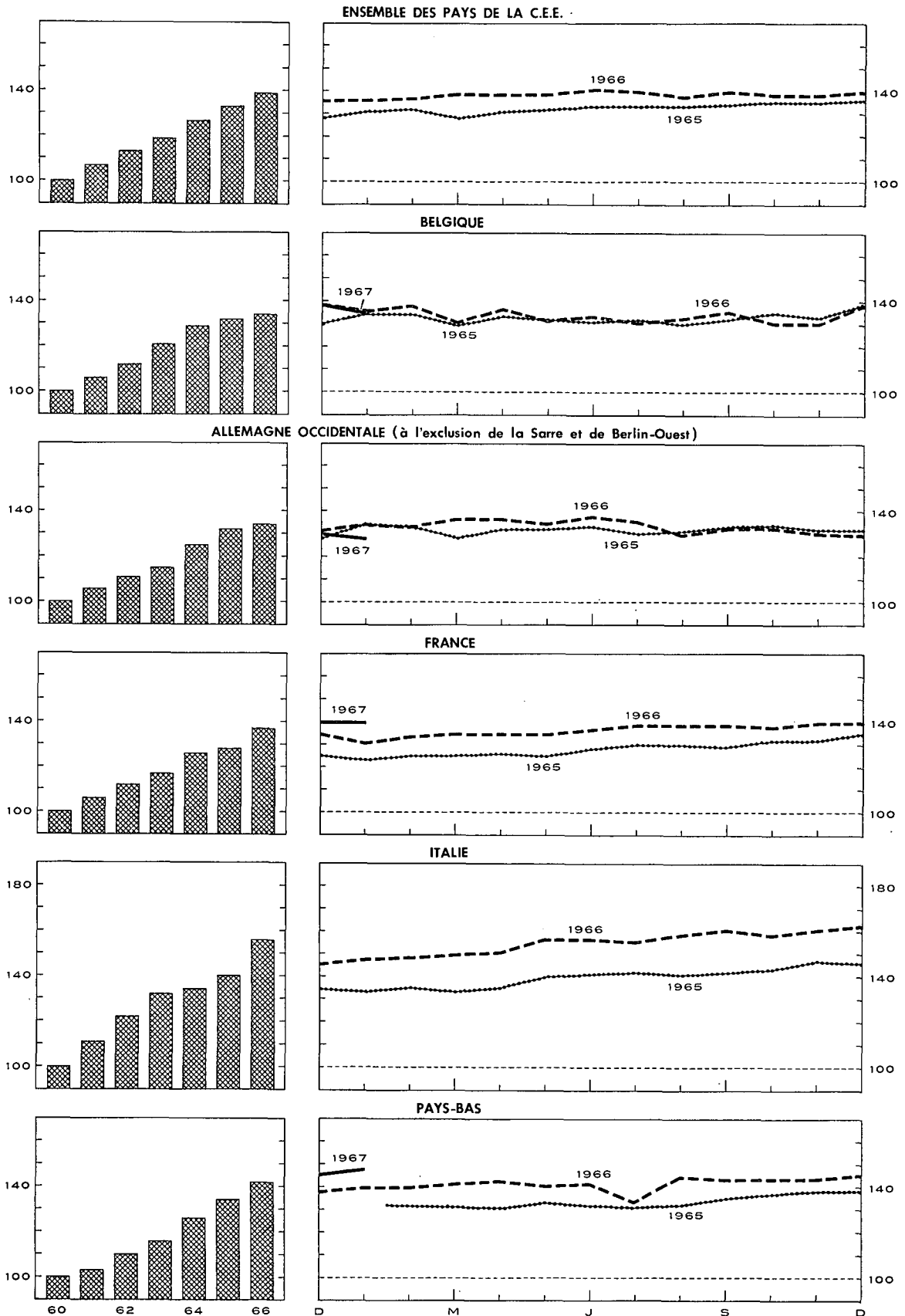
**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



\* Les indices de 1964 et du 1er trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)	
	Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :					
				combustibles et huiles minérales					Minerais
1960 .....	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8	
1961 .....	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9	
1962 .....	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963 .....	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964 .....	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965 .....	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966 .....		515	4.915			114	137,8	18,4	
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 721	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 729	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8	
4 <sup>e</sup> trimestre .....		526	5.063			114	110,6	17,3	
1966 Février .....	p 707	511	4.868	1.642	1.232	115	72,0	11,7	
Mars .....	p 732	543	5.154	1.617	1.326	115	93,0	14,0	
Avril .....	p 727	525	4.970	1.660	1.267	115	119,1	16,3	
Mai .....	p 742	499	4.851	1.640	1.170	120	131,0	17,0	
Juin .....	p 718	517	5.100	1.664	1.196	147	129,2	13,7	
Juillet .....	p 673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8	
Août .....	p 728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2	
Septembre .....	p 733	521	5.028	1.598	1.193	108	202,4	27,4	
Octobre .....	p 748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0	
Novembre .....	p 717	518	5.032	1.644	1.173	113	90,4	15,0	
Décembre .....		513	4.959			116	96,1	17,0	
1967 Janvier .....						115			
Février .....						95			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

#### V - 1b. — Navigation maritime

#### V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1960 .....	3.774	1.816	1.288	150	166	75	5.097	436
1961 .....	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962 .....	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963 .....	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964 .....	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965 .....	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966 .....	4.761			143			6.633	497
1965 2 <sup>e</sup> trimestre ..	4.706	3.438	1.382	155	150	100	6.591	529
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.681	3.507	1.634	146	155	85	6.633	525
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.763	3.520	1.787	157	144	104	6.395	497
1966 1 <sup>er</sup> trimestre ..	4.764	3.542	1.471	129	106	77	6.197	472
2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.772	3.283	1.494	136	144	75	7.070	534
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.687	3.358	1.577	144	161	71	6.739	503
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.823			165			6.524	479
1965 Décembre ....	4.785	3.344	1.988	161	123	135	5.748	410
1966 Janvier .....	4.749	3.181	1.375	133	115	116	5.368	399
Février .....	4.516	3.541	1.624	125	77	49	5.955	456
Mars .....	5.026	3.904	1.415	129	125	66	7.268	562
Avril .....	4.849	3.062	1.485	130	167	101	7.138	534
Mai .....	4.846	3.475	1.378	136	120	57	6.699	512
Juin .....	4.622	3.312	1.619	142	146	68	7.374	557
Juillet .....	4.980	3.398	1.440	134	190	70	6.022	451
Août .....	4.529	3.352	1.574	168	154	43	7.238	528
Septembre ...	4.551	3.323	1.717	131	140	99	6.958	531
Octobre .....	4.963			147			6.715	520
Novembre ...	4.743			169			6.524	481
Décembre ....	4.764			178			6.333	437

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

## Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959 .....	1.249	979	55	30	82	27	20
1960 .....	1.307	982	69	33	99	33	25
1961 .....	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962 .....	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963 .....	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964 .....	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965 .....	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966 .....	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 <sup>e</sup> trimestre .....	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	378	210	29	20	15	24	17
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 <sup>e</sup> trimestre .....	476	261	39	25	20	31	21
1965 Décembre .....	427	269	29	22	14	19	14
1966 Janvier .....	357	201	26	19	13	21	15
Février .....	353	198	27	18	13	22	17
Mars .....	423	230	33	23	18	30	20
Avril .....	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai .....	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin .....	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet .....	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août .....	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre .....	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre .....	548	284	47	28	26	40	31
Novembre .....	450	239	40	24	17	30	19
Décembre .....	431	261	30	22	16	23	13

## Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation
1959 .....	144	145	149	126	150	132	145	138	143	120	132
1960 .....	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961 .....	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962 .....	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963 .....	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964 .....	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 * .....	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966 .....	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	204	194	222	194	203	179	211	253	168	146	169
3 <sup>e</sup> trimestre .....	204	196	199	196	221	171	214	255	171	143	165
4 <sup>e</sup> trimestre .....	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 <sup>e</sup> trimestre .....	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 <sup>e</sup> trimestre .....	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 <sup>e</sup> trimestre .....	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1966 Février .....	184	201	156	196	218	178	194	262			
Mars .....	206	222	192	209	216	186	229	288			
Avril .....	225	229	236	205	218	190	207	295			
Mai .....	218	203	232	209	220	180	208	286			
Juin .....	220	196	246	196	222	185	241	286			
Juillet .....	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août .....	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre .....	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre .....	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre .....	251	222	234	183	224	188	226	306			
Décembre .....	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier .....	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février .....	194	214	160	198	230						

\* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.  
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

### Y - 3b. — Ventes à tempérament

#### 1° — Résultats généraux

Sources : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 <sup>e</sup> semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 <sup>er</sup> semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 <sup>e</sup> semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 <sup>er</sup> semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 <sup>e</sup> semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29

#### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 <sup>er</sup> semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 <sup>e</sup> semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 <sup>er</sup> semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 <sup>e</sup> semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 <sup>er</sup> semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4

#### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

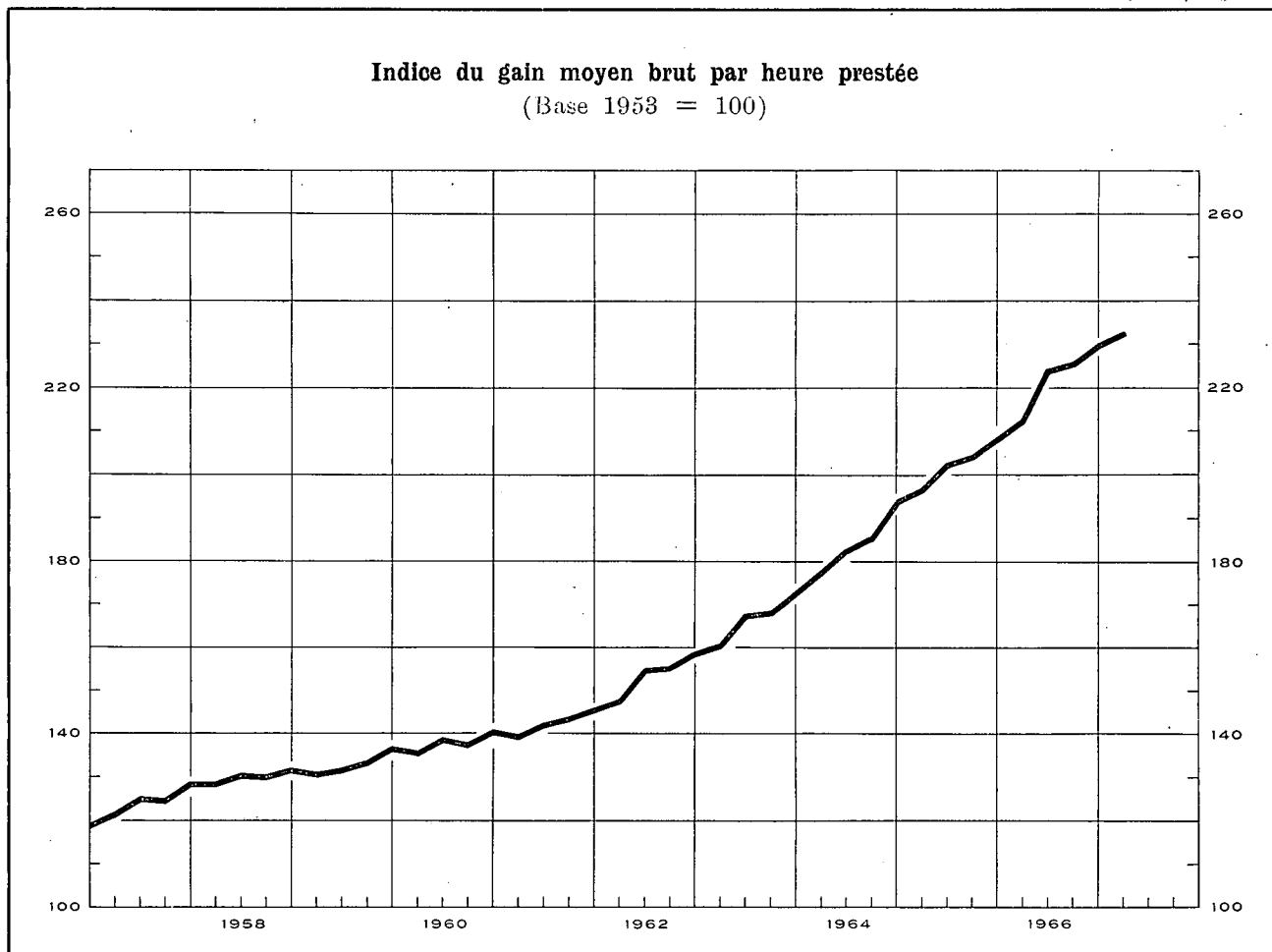
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 <sup>e</sup> semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 <sup>er</sup> semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 <sup>e</sup> semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 <sup>er</sup> semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 <sup>e</sup> semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 <sup>er</sup> semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 <sup>e</sup> semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).



## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 <sup>4</sup>	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	223	209	215		246
1965 Déc.	209	195	200		229
1966 Mars	213	203	208		234
Juin ... p	224	209	215		246
Sept. ... p	226	212	218		248
Déc. ... p	230	214	219		253
1967 Mars ... p	233	219	225		

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	88,2	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	88,1	86,8	82,5

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

<sup>3</sup> Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

<sup>4</sup> Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

<sup>5</sup> La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

## VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) <sup>1</sup>	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	57,51
Carrières <sup>1</sup> .....	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	51,35
Total des industries extractives <sup>1</sup> .....	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	56,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	42,53
Boissons .....	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	45,87
Tabac .....	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	39,31
Industries textiles .....	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	39,82
Chaussures, habillement .....	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	34,83
Bois (sauf meubles) .....	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	42,16
Industrie du meuble .....	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	45,78
Papier, articles en papier .....	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	48,25
Impressions et reliures .....	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	51,27
Cuir (sauf chaussures, habillement) .....	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,21
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	46,15
Industries chimiques .....	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	52,60
Industrie du pétrole .....	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,44
Produits minéraux non métalliques .....	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	48,63
Industries métallurgiques de base .....	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	57,69
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport .....	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	47,44
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques .....	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	49,70
Industrie électrotechnique .....	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,55
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	54,65
Industrie du diamant .....	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	38,02
Total des industries manufacturières .....	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	46,61
dont : hommes .....	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	50,81
femmes .....	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	34,88
Construction <sup>1</sup> .....	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	48,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes) .....	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	47,83
dont : hommes .....	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	50,96

<sup>1</sup> Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).  
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne,  
Etudes et Documents, nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.). — Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1959 .....	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960 .....	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961 .....	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962 .....	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963 .....	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964 .....	288	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965 .....	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1966 .....	229	41,3	101	28,3	p 20	555	1.297	31,0	2,89
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
1966 2 <sup>e</sup> trimestre .....	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
1966 3 <sup>e</sup> trimestre .....	245	41,0	104	26,6	p 19	470	1.248	29,5	2,89
1966 4 <sup>e</sup> trimestre .....	234	40,1	95	23,8	p 19	458	1.211	27,0	2,89
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 232	p 38,7		p 24,0	p 17	p 430	p 1.201		
1966 Avril .....	214	41,8	106	31,4	p 20	691	1.365	33,5	2,89
1966 Mai .....	222	41,2	106	31,5	p 21	602	1.338	32,7	2,89
1966 Juin .....	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
1966 Juillet .....	245	40,9	106	31,5	p 20	569	1.275	31,0	2,89
1966 Août .....	246	41,2	104	24,5	p 19	433	1.244	29,5	2,89
1966 Septembre .....	244	40,9	101	23,9	p 18	409	1.226	28,0	2,89
1966 Octobre .....	230	40,3	97	23,8	p 19	462	1.220	27,0	2,89
1966 Novembre .....	235	40,1	95	23,7	p 19	472	1.204	27,0	2,89
1966 Décembre .....	237	39,8	94	23,8	p 19	440	1.210	27,0	2,89
1967 Janvier .....	229	39,0	93	23,9	p 18	451	1.199	27,5	2,89
1967 Février .....	229	p 38,7	96	23,9	p 17	442	1.201		2,89
1967 Mars .....	p 237	p 38,5		p 24,1	p 17	p 398	p 1.203		
1967 Avril .....		p 38,2		p 26,5	p 17	p 365	p 1.214		

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswagen (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959 .....	84	93	100	103	94	93
1960 .....	85	90	99	104	90	96
1961 .....	84	90	99	103	90	102
1962 .....	84	89	98	101	90	85
1963 .....	94	90	100	103	95	104
1964 .....	96	90	104	107	96	107
1965 .....	92	93	103	108	91	121
1966 .....	91	96	104	109	93	109
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	90	94	102	108	90	125
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	91	96	103	109	91	124
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	95	100	106	112	93	119
1966 2 <sup>e</sup> trimestre .....	94	97	105	111	92	111
1966 3 <sup>e</sup> trimestre .....	90	96	103	106	94	102
1966 4 <sup>e</sup> trimestre .....	86	90	101	106	91	103
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	86	90	100	105	91	
1966 Avril .....	95	96	106	113	93	118
1966 Mai .....	94	96	105	111	92	108
1966 Juin .....	94	98	104	110	92	106
1966 Juillet .....	94	99	104	110	94	103
1966 Août .....	89	96	103	106	94	103
1966 Septembre .....	87	93	101	105	93	100
1966 Octobre .....	87	90	101	106	91	101
1966 Novembre .....	86	90	101	106	91	100
1966 Décembre .....	86	91	101	105	92	107
1967 Janvier .....	86	90	100	105	91	96
1967 Février .....	87	90	100	105	91	99
1967 Mars .....	86	89	100	104	91	
1967 Avril .....	87	88				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été chargée, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (\*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1966 2 <sup>e</sup> trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
1966 3 <sup>e</sup> trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 <sup>e</sup> trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	114,2	119,2	104,3	119,5	136,4	105,4	112,9	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1965 Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
1966 Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	119,0	104,6	118,2	135,6	103,7	113,1	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	119,8	103,9	122,4	137,9	109,3	112,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4

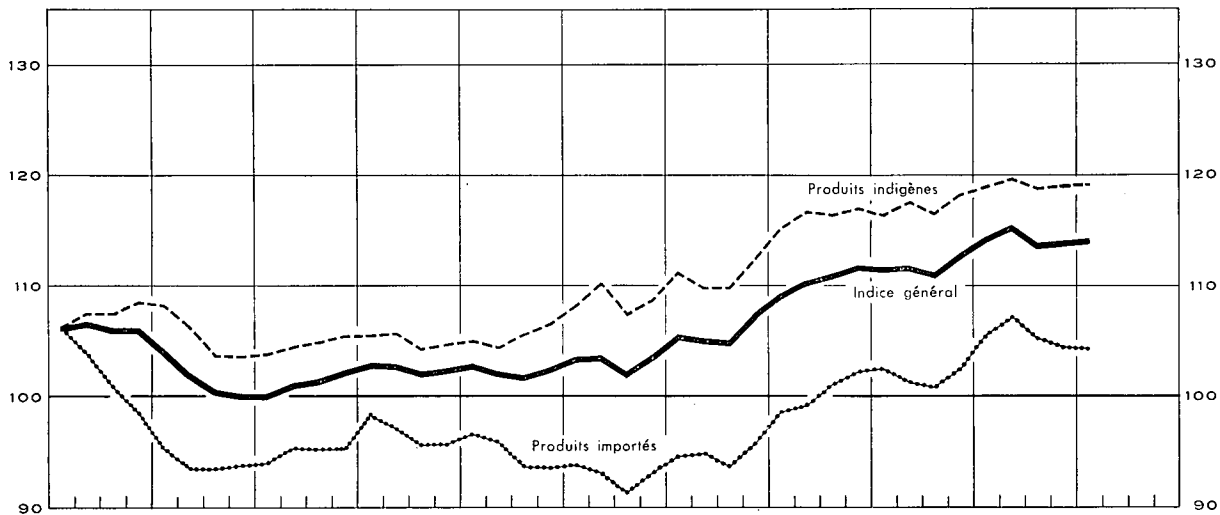
\* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

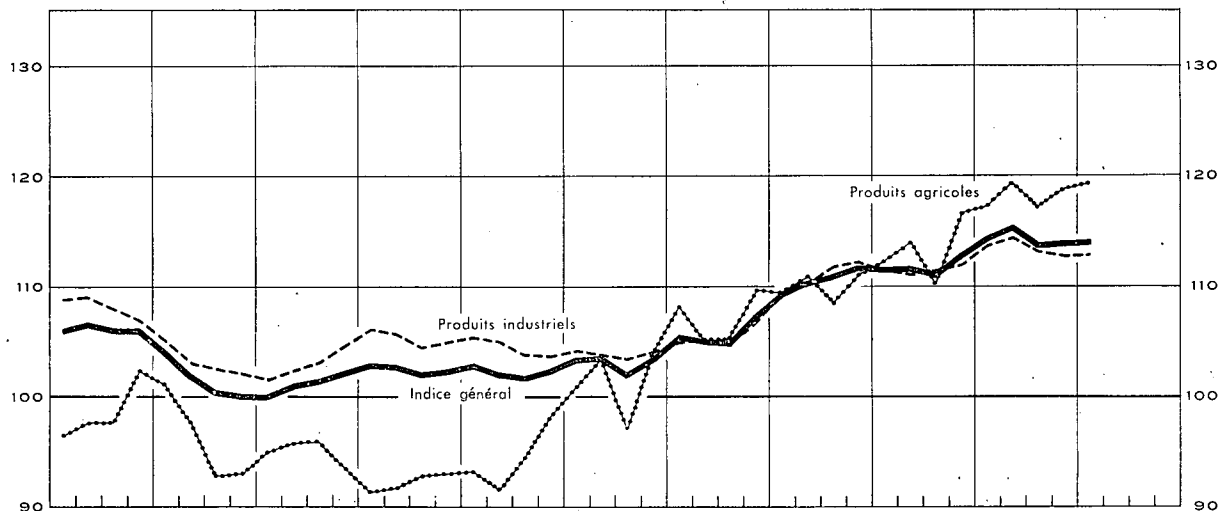
Base 1953 = 100

Source: M.A.E.

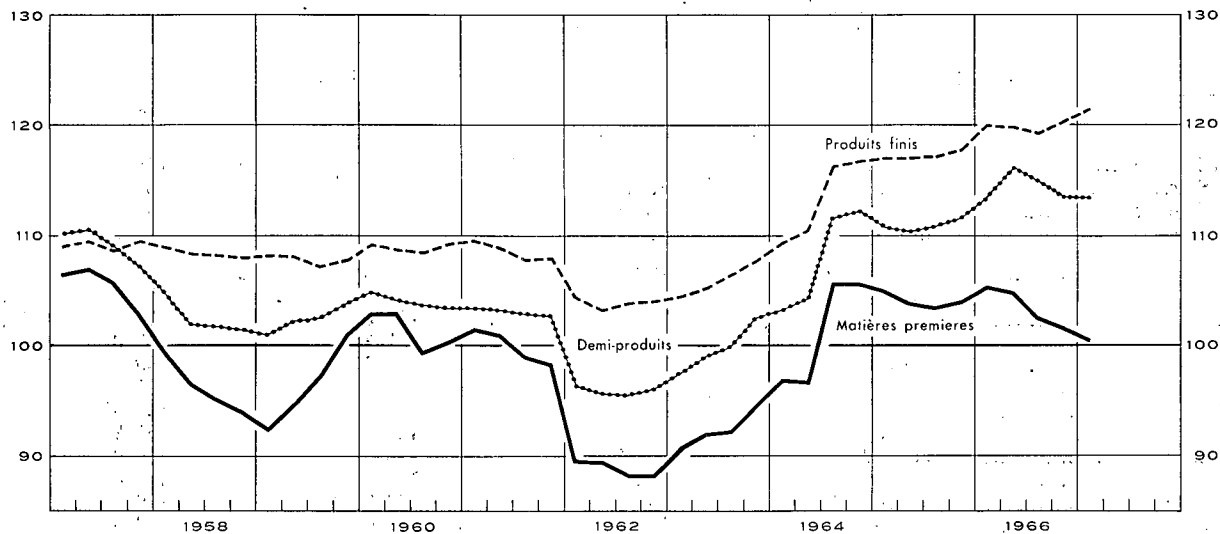
#### PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



#### PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



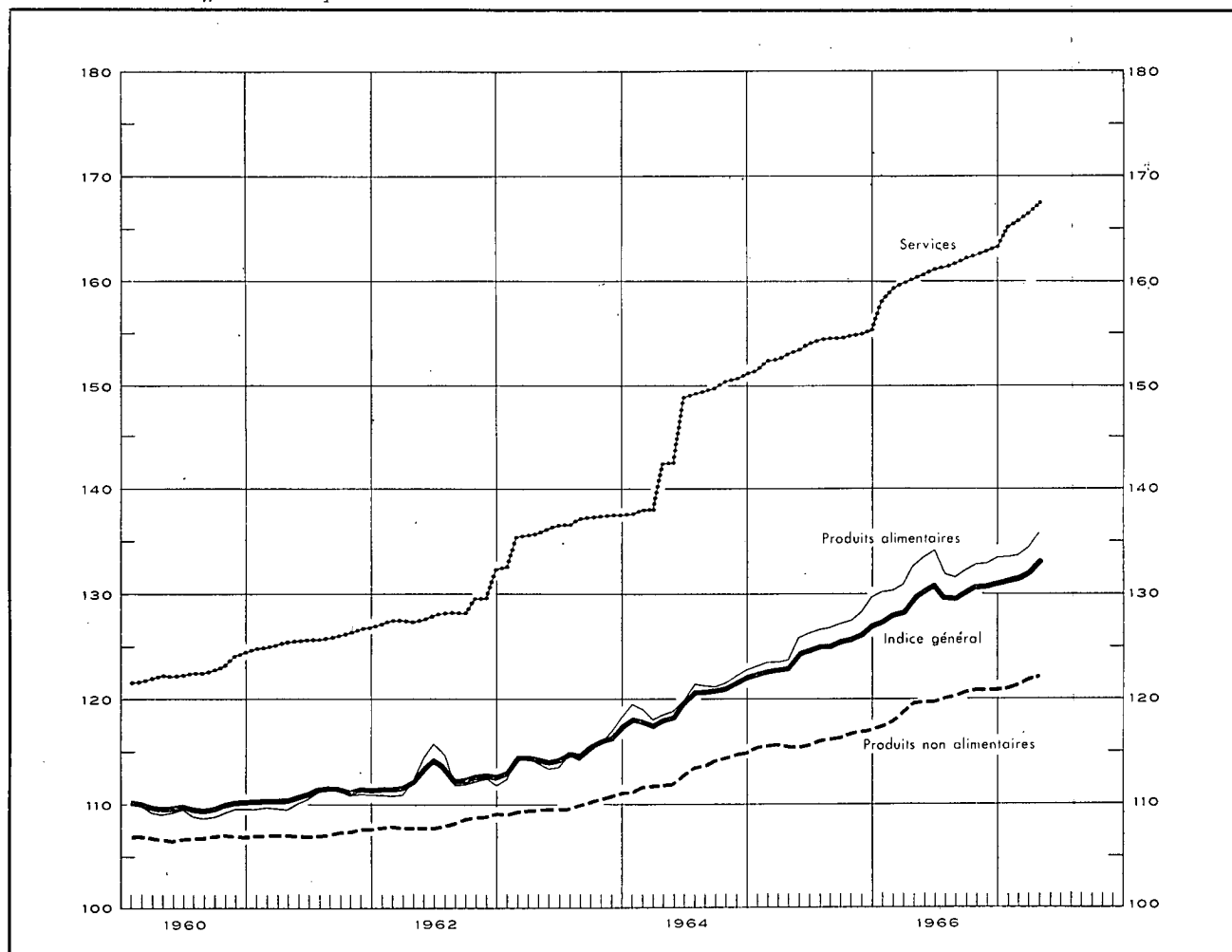
#### PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



## VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



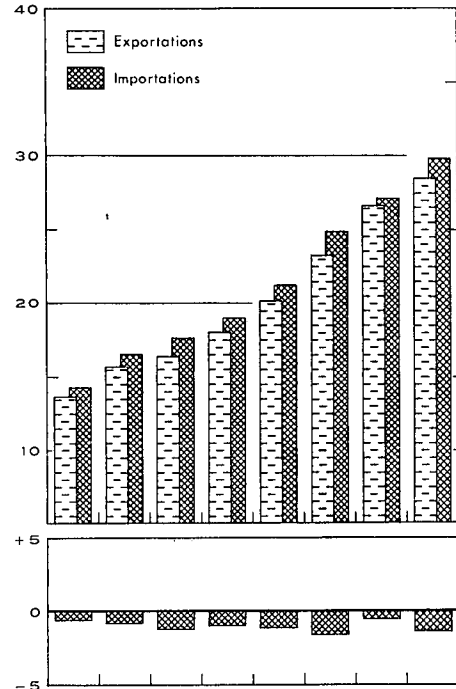
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1957 .....	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961 .....	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962 .....	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963 .....	115,04		114,7		109,9		136,3	
1966 .....	119,84		120,3		113,1		145,7	
1964 .....	124,71		126,0		116,2		153,8	
1965 .....	129,92		132,2		119,8		161,1	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1 <sup>er</sup> trimestre .....	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	130,52		133,5		119,8		160,7	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	130,06		131,9		120,3		161,7	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	130,96		133,0		120,9		162,9	
Janvier .....	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février .....	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars .....	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril .....	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai .....	130,56		133,5		119,9		160,8	
Juin .....	131,08		134,2		119,9		161,1	
Juillet .....	129,94		131,9		120,1		161,3	
Août .....	129,85		131,6		120,3		161,7	
Septembre .....	130,38		132,3		120,6		162,2	
Octobre .....	130,80		132,8		120,9		162,5	
Novembre .....	130,88		132,9		120,9		162,9	
Décembre .....	131,19		133,4		121,0		163,3	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

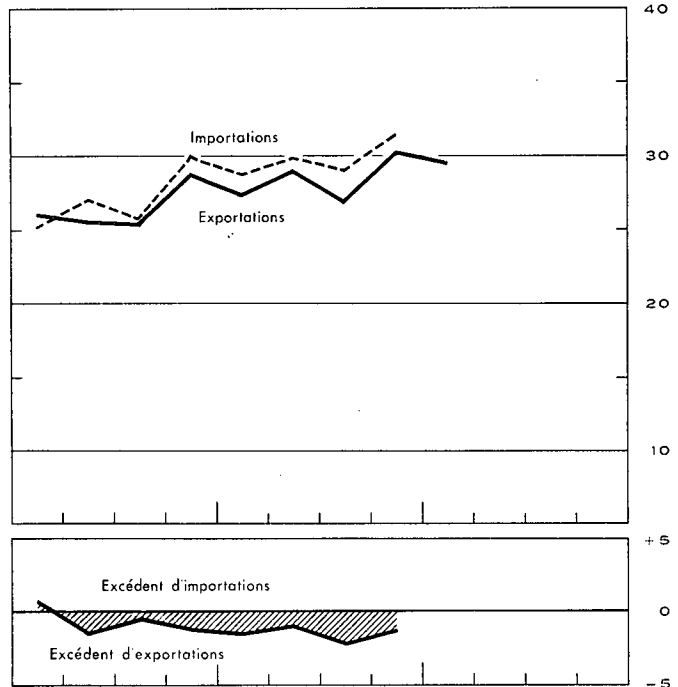
# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. \*

## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

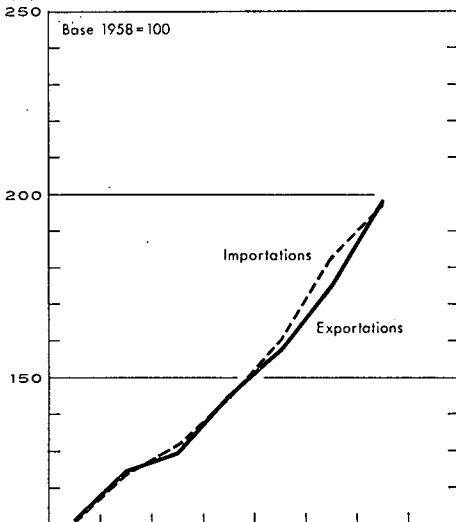
Source : I.N.S.



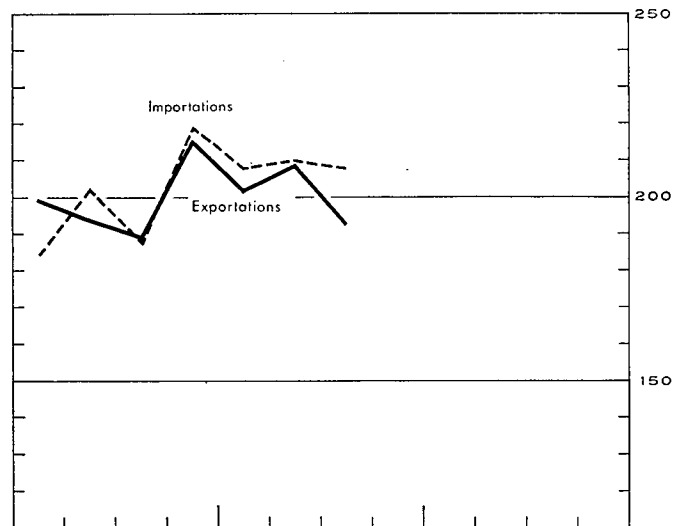
Milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

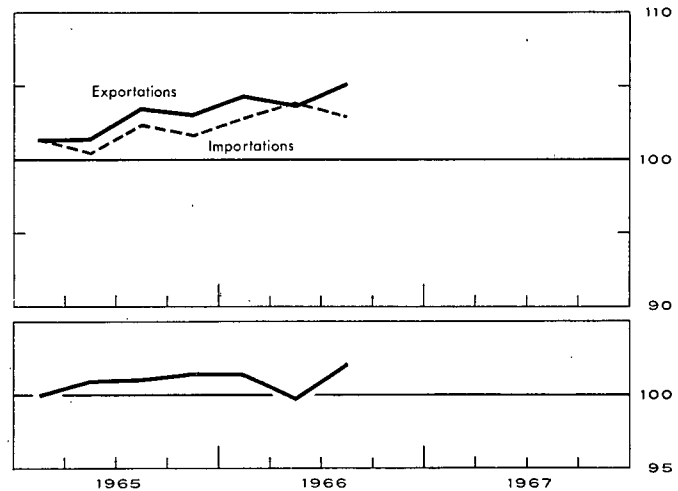
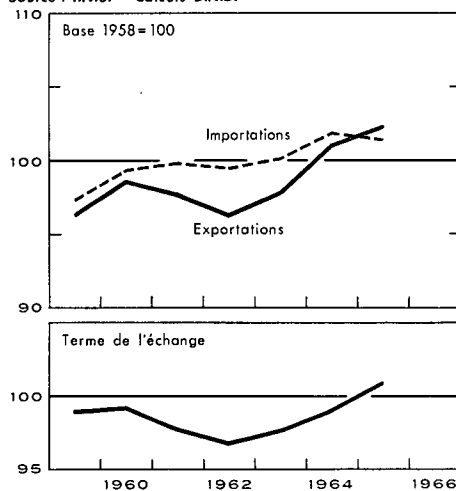


## INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

## INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



\* A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur. De ce fait, les données de base du présent graphique sont inexactes pour la période allant de mai 1966 à septembre 1966 en ce qui concerne les indices des exportations et pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966 en ce qui concerne les indices des importations.

### VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange <sup>1</sup>
				importations	exportations	l'importation	l'exportation	l'échange <sup>1</sup>	
1959	14,3	13,7	— 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	— 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	— 1,6	94	182,8*	175,7	101,9*	101,1	99,2*
1965	27,1	26,6	— 0,5	98	197,6*	199,1	101,4*	102,4	101,0*
1966	29,9	28,5	— 1,4	95					
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	25,9	25,5	+ 0,4	99	187,7*	188,7	102,4*	103,5	101,1*
4 <sup>e</sup> trimestre	30,1	28,9	— 1,2	96	218,8*	215,4	101,7*	103,2	101,5*
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	28,9	27,5	— 1,4	95	208,1*	202,3	102,9*	104,4	101,5*
2 <sup>e</sup> trimestre	30,0	29,1	— 0,9	97	209,7*	208,7*	103,9*	103,8*	99,9*
3 <sup>e</sup> trimestre	29,1	27,0	— 2,1	93	208,1*	192,9*	103,0*	105,3*	102,2*
4 <sup>e</sup> trimestre	31,6	30,2	— 1,4	96					
1967 1 <sup>er</sup> trimestre		p 29,6							
1966 Janvier-février	27,5	26,5	— 1,0	96					
1967 Janvier-février	28,3	29,2	+ 0,9	103					
1966 Février	28,4	26,4	— 2,0	93					
Mars	31,7	31,3	— 0,4	99					
Avril	28,5	28,0	— 0,5	98					
Mai	30,0	27,9	— 2,1	93					
Juin	31,3	31,4	+ 0,1	100					
Juillet	26,4	26,2	— 0,2	99					
Août	30,0	23,8	— 6,2	79					
Septembre	30,5	31,0	+ 0,5	102					
Octobre	31,3	30,0	— 1,3	96					
Novembre	30,9	29,5	— 1,4	95					
Décembre	31,9	31,1	— 0,8	98					
1967 Janvier	p 29,1	28,7	— 0,4	99					
Février	p 27,5	29,7	+ 2,2	108					
Mars	p	30,4							

<sup>1</sup> Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1<sup>o</sup> En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

3<sup>o</sup> A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à octobre 1966. De ce fait, certains chiffres sont inexacts; ils ont été marqués d'un astérisque.

### VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1965 2 <sup>e</sup> trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 <sup>e</sup> trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 <sup>e</sup> trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 <sup>e</sup> trimestre	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 <sup>e</sup> trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 <sup>e</sup> trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1966 Mars	4,50	7,63	3,04	4,74	2,30	0,10	0,66	0,62	2,33	1,24	4,10	31,26
Avril	4,08	7,56	2,78	4,45	2,00	0,08	0,66	0,63	1,14	0,94	3,66	27,98
Mai	3,53	7,57	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	27,90
Juin	3,98	8,39	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	31,45
Juillet	3,92	6,73	2,92	3,78	2,02	0,11	0,67	0,58	0,73	1,01	3,70	26,17
Août	3,71	4,76	2,87	3,10	2,00	0,09	0,82	0,57	1,35	1,22	3,31	23,80
Septembre	4,09	7,28	3,16	4,69	2,46	0,14	0,90	0,69	1,93	1,40	4,31	31,05
Octobre	3,97	8,30	2,70	4,37	2,34	0,10	0,52	0,66	1,41	1,54	4,10	30,01
Novembre	4,16	7,58	2,65	4,23	2,42	0,16	0,64	0,68	1,38	1,54	4,04	29,48
Décembre	3,83	8,45	2,77	4,15	2,46	0,14	0,74	0,61	2,19	1,44	4,37	31,15

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.  
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1965 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 2-3, août-septembre 1966.



VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10	alimentaires					autres 11			
													liquides 8	autres			produits animaux						produits végétaux		
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.261	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488	
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579	
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.732	1.174	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.073	5.843	802	1.220	481	3.340	3.494	94	26.557
1964 3 <sup>e</sup> trimestre **	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 <sup>e</sup> trimestre **	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 <sup>er</sup> trimestre **	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 <sup>e</sup> trimestre **	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 <sup>e</sup> trimestre **	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.168	481	3.159	3.207	215	25.421
4 <sup>e</sup> trimestre **	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.531	522	3.692	3.828	61	29.459
1966 1 <sup>er</sup> trimestre **	18.702	6.376	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.263	468	1.160	5.926	776	1.156	479	3.515	3.553	40	28.221
2 <sup>e</sup> trimestre **	19.216	6.750	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	408	899	1.332	512	1.172	6.040	756	1.398	505	3.381	3.982	49	29.287
3 <sup>e</sup> trimestre **	18.466	6.483	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	396	769	1.389	497	1.156	6.013	864	1.245	526	3.378	4.026	24	28.529

\* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

\*\* A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait certaines données pour cette période sont sous-estimées; elles ont été marquées du signe \*\*.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965			1966		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4 <sup>2</sup>	99,1 <sup>2</sup>	101,7 <sup>2</sup>	99,2 <sup>2</sup>	97,6 <sup>2</sup>	100,5 <sup>2</sup>	99,3 <sup>2</sup>	99,9 <sup>2</sup>	101,9 <sup>2</sup>	101,4 <sup>2</sup>
Biens de consommation .....	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3 <sup>2</sup>	105,1 <sup>2</sup>	105,3 <sup>2</sup>	104,4 <sup>2</sup>	104,9 <sup>2</sup>	105,3 <sup>2</sup>	105,9 <sup>2</sup>	106,6 <sup>2</sup>	106,8 <sup>2</sup>	104,8 <sup>2</sup>
Biens d'équipement .....	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8 <sup>2</sup>	108,0 <sup>2</sup>	111,5 <sup>2</sup>	109,0 <sup>2</sup>	110,2 <sup>2</sup>	109,0 <sup>2</sup>	108,3 <sup>2</sup>	114,2 <sup>2</sup>	111,0 <sup>2</sup>	109,5 <sup>2</sup>
<b>Ensemble ...</b>	<b>106,9</b>	<b>100,0</b>	<b>97,4</b>	<b>99,4</b>	<b>99,9</b>	<b>99,5</b>	<b>100,1</b>	<b>101,9<sup>2</sup></b>	<b>101,4<sup>2</sup></b>	<b>103,4<sup>2</sup></b>	<b>101,4<sup>2</sup></b>	<b>100,4<sup>2</sup></b>	<b>102,4<sup>2</sup></b>	<b>101,7<sup>2</sup></b>	<b>102,9<sup>2</sup></b>	<b>103,9<sup>2</sup></b>	<b>103,0<sup>2</sup></b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2	92,1
Fabrications métalliques .....	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4	106,8	106,1 <sup>2</sup>	105,8 <sup>2</sup>
Métaux non ferreux .....	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2	178,9
Textiles .....	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6	106,5
Produits chimiques .....	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7	95,7
Industrie houillère .....	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1	70,2
Industrie pétrolière .....	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8	73,6
Verres et glaces .....	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4	100,6
Produits agricoles .....	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3	110,8
Ciments .....	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3	99,7
Carrières .....	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0	96,2
Céramiques .....	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9	119,3
Bois et meubles .....	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2	110,1
Peaux, cuirs et chaussures .....	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4	129,6
Papier et livre .....	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8	100,8
Tabacs manufacturés .....	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2	118,6
Caoutchouc .....	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5	86,2
Industries alimentaires .....	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8	99,0
Divers .....	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4	82,3
<b>Ensemble ...</b>	<b>107,6</b>	<b>100,0</b>	<b>96,4</b>	<b>98,7</b>	<b>97,8</b>	<b>96,4</b>	<b>97,9</b>	<b>101,1</b>	<b>102,4</b>	<b>101,8</b>	<b>101,4</b>	<b>101,5</b>	<b>103,5</b>	<b>103,2</b>	<b>104,4</b>	<b>103,8<sup>2</sup></b>	<b>105,3<sup>2</sup></b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,7</b>	<b>100,0</b>	<b>99,0</b>	<b>99,3</b>	<b>97,9</b>	<b>96,9</b>	<b>97,8</b>	<b>99,2<sup>2</sup></b>	<b>101,0<sup>2</sup></b>	<b>98,5<sup>2</sup></b>	<b>100,0<sup>2</sup></b>	<b>101,1<sup>2</sup></b>	<b>101,1<sup>2</sup></b>	<b>101,5<sup>2</sup></b>	<b>101,5<sup>2</sup></b>	<b>99,9<sup>2</sup></b>	<b>102,2<sup>2</sup></b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

<sup>2</sup> A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait les indices qui sont marqués de la note 2 sont inexacts.

\* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																		
Biens de production .....	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8 <sup>1</sup>	188,5 <sup>1</sup>	179,5 <sup>1</sup>	175,3 <sup>1</sup>	194,4 <sup>1</sup>	179,5 <sup>1</sup>	207,4 <sup>1</sup>	204,0 <sup>1</sup>	200,6 <sup>1</sup>	197,0 <sup>1</sup>	
Biens de consommation .....	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9 <sup>1</sup>	214,2 <sup>1</sup>	195,7 <sup>1</sup>	201,4 <sup>1</sup>	213,8 <sup>1</sup>	203,7 <sup>1</sup>	240,9 <sup>1</sup>	218,7 <sup>1</sup>	224,7 <sup>1</sup>	227,9 <sup>1</sup>	
Biens d'équipement .....	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7 <sup>1</sup>	220,8 <sup>1</sup>	225,4 <sup>1</sup>	208,4 <sup>1</sup>	223,1 <sup>1</sup>	206,4 <sup>1</sup>	245,1 <sup>1</sup>	212,6 <sup>1</sup>	235,2 <sup>1</sup>	237,4 <sup>1</sup>	
<b>Ensemble ...</b>	<b>102,5</b>	<b>100,0</b>	<b>111,4</b>	<b>123,8</b>	<b>132,3</b>	<b>144,6</b>	<b>160,5</b>	<b>182,8<sup>1</sup></b>	<b>197,6<sup>1</sup></b>	<b>188,3<sup>1</sup></b>	<b>184,4<sup>1</sup></b>	<b>201,6<sup>1</sup></b>	<b>187,7<sup>1</sup></b>	<b>218,8<sup>1</sup></b>	<b>208,1<sup>1</sup></b>	<b>209,7<sup>1</sup></b>	<b>208,1<sup>1</sup></b>	
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																		
Sidérurgie .....	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4	158,7	
Fabrications métalliques .....	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2	253,3	252,0 <sup>1</sup>	204,4 <sup>1</sup>	
Métaux non ferreux .....	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6	182, <sup>1</sup>	
Textiles .....	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6	196,7	
Produits chimiques .....	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2	214,4	
Industrie houillère .....	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0	46,4	
Industrie pétrolière .....	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4	201,8	
Verres et glaces .....	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6	172,5	
Produits agricoles .....	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4	236,7	
Ciments .....	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4	119,9	
Carrières .....	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8	220,4	
Céramiques .....	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1	243,8	
Bois et meubles .....	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1	445,1	
Peaux, cuirs et chaussures .....	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3	197,8	
Papier et livre .....	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7	253,2	
Tabacs manufacturés .....	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	339,1	290,8	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8	338,1	
Caoutchouc .....	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0	257,2	
Industries alimentaires .....	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8	286,9	340,8	290,5	
Divers .....	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5	199,6	
<b>Ensemble ...</b>	<b>97,8</b>	<b>100,0</b>	<b>111,6</b>	<b>125,0</b>	<b>130,0</b>	<b>145,1</b>	<b>157,9</b>	<b>175,7</b>	<b>199,1</b>	<b>189,0</b>	<b>199,6</b>	<b>194,1</b>	<b>188,7</b>	<b>215,4</b>	<b>202,3</b>	<b>208,7<sup>1</sup></b>	<b>192,9<sup>1</sup></b>	

\* Voir 2<sup>e</sup> du N.B. au tableau VIII-1.

<sup>1</sup> A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966. De ce fait les indices marqués de la note 1 sont inexacts.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale <sup>1</sup>			France <sup>1</sup>			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959 .....	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960 .....	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961 .....	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962 .....	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963 .....	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964 .....	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965 .....	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966 .....	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,17	5,71	- 0,46	4,88	4,47	- 0,41	4,29	6,12	+ 1,83
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,38	6,53	+ 0,15	4,74	4,65	- 0,09	4,47	6,68	+ 2,21
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p	5,27			5,54			6,16	
1966 Mars .....	7,15	6,52	- 0,63	5,26	5,01	- 0,25	4,71	7,15	+ 2,44
Avril .....	6,07	6,14	+ 0,07	4,61	4,15	- 0,46	4,57	6,32	+ 1,75
Mai .....	6,21	6,56	+ 0,35	4,60	4,68	+ 0,08	4,21	6,52	+ 2,31
Juin .....	6,76	6,90	+ 0,14	4,87	5,11	+ 0,24	4,55	7,19	+ 2,64
Juillet .....	5,32	5,51	+ 0,19	3,97	4,70	+ 0,73	3,24	5,85	+ 2,61
Août .....	6,33	4,59	- 1,74	4,33	3,06	- 1,27	4,33	5,31	+ 0,98
Septembre .....	6,99	6,40	- 0,59	4,36	4,79	+ 0,43	4,70	6,73	+ 2,03
Octobre .....	7,11	6,71	- 0,40	4,90	4,78	- 0,12	4,66	6,52	+ 1,86
Novembre .....	6,79	6,36	- 0,43	4,46	4,83	+ 0,37	4,60	6,52	+ 1,92
Décembre .....	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier .....	p	5,33	- 0,17	4,29	5,36	+ 1,07	4,29	5,66	+ 1,37
Février .....	p	5,62	- 0,44	4,37	5,73	+ 1,36	4,28	6,39	+ 2,11
Mars .....	p	5,48			5,52			6,43	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. <sup>2</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959 .....	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960 .....	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961 .....	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962 .....	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963 .....	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964 .....	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965 .....	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966 .....	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,13	0,94	- 0,19	16,47	17,24	+ 0,77	20,08	21,28	+ 1,20
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,20	0,88	- 0,32	16,79	18,74	+ 1,95	20,51	21,99	+ 1,48
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p	1,32			18,29			22,77	
1966 Mars .....	1,28	0,98	- 0,30	18,40	19,66	+ 1,26	22,59	23,99	+ 1,40
Avril .....	1,15	0,78	- 0,37	16,40	17,39	+ 0,99	20,35	21,61	+ 1,26
Mai .....	1,49	0,88	- 0,61	16,51	18,65	+ 2,14	20,59	22,33	+ 1,74
Juin .....	1,29	0,98	- 0,31	17,47	20,18	+ 2,71	21,56	24,34	+ 2,78
Juillet .....	1,20	0,86	- 0,34	13,73	16,92	+ 3,19	17,05	20,45	+ 3,40
Août .....	1,43	0,70	- 0,73	16,42	13,66	- 2,76	20,27	17,15	- 3,12
Septembre .....	1,25	1,08	- 0,17	17,30	19,00	+ 1,70	21,18	23,42	+ 2,24
Octobre .....	1,33	1,00	- 0,33	18,00	19,01	+ 1,01	22,30	22,83	+ 0,53
Novembre .....	1,21	0,97	- 0,24	17,06	18,68	+ 1,62	21,77	22,53	+ 0,76
Décembre .....	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier .....	p	1,24	- 0,16	15,15	17,26	+ 2,11	19,49	21,90	+ 2,41
Février .....	p	1,23	+ 0,18	15,50	18,71	+ 3,21	20,06	23,15	+ 3,09
Mars .....	p	1,46			18,89			23,27	

<sup>1</sup> La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.

<sup>2</sup> Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	2,40	2,27	- 0,09	2,18	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 <sup>e</sup> trimestre	2,15	2,50	+ 0,35	2,31	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 <sup>e</sup> trimestre	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 <sup>e</sup> trimestre	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	p	2,43			1,58				
1966 Mars	2,54	2,84	+ 0,30	2,20	1,45	- 0,75	1,87	1,26	- 0,61
Avril	2,04	2,47	+ 0,43	2,21	1,49	- 0,72	1,64	0,83	- 0,81
Mai	2,08	2,26	+ 0,18	2,41	1,25	- 1,16	2,00	0,74	- 1,26
Juin	2,31	2,76	+ 0,45	2,30	1,33	- 0,97	1,62	1,06	- 0,56
Juillet	2,17	2,19	+ 0,02	1,76	1,19	- 0,57	1,67	0,82	- 0,85
Août	2,64	2,64	-	2,16	1,15	- 1,01	1,64	0,91	- 0,73
Septembre	2,50	2,87	+ 0,37	1,88	1,50	- 0,38	1,85	1,14	- 0,71
Octobre	2,36	2,76	+ 0,40	2,33	1,24	- 1,09	1,67	1,20	- 0,47
Novembre	2,41	2,26	- 0,15	2,48	1,16	- 1,32	2,15	1,25	- 0,90
Décembre	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier	p	2,36	+ 0,08	2,16	1,57	- 0,59			
Février	p	2,09	+ 0,35	2,49	1,68	- 0,81			
Mars	p	2,50			1,49				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine <sup>1</sup>			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	0,99	0,51	- 0,48	1,02	0,34	- 0,68	0,44	0,46	+ 0,02
2 <sup>e</sup> trimestre	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
3 <sup>e</sup> trimestre	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 <sup>e</sup> trimestre	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Février	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06
Mars	1,13	0,50	- 0,63	1,01	0,34	- 0,67	0,48	0,52	+ 0,04
Avril	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai	1,04	0,49	- 0,55	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin	1,07	0,68	- 0,39	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet	1,11	0,62	- 0,49	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16
Août	1,19	0,64	- 0,55	1,33	0,27	- 1,06	0,76	0,37	- 0,39
Septembre	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06

<sup>1</sup> Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966 p		
						Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,4	266,1	282,5	- 16,4
1.12 Travail à façon .....	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	10,7	2,6	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	5,2	—	+ 5,2
1.2 Or non monétaire .....	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	0,2	1,7	- 1,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	12,6	12,9	- 0,3
1.4 Autres frais de transport .....	- 0,2	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	4,8	4,4	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger <sup>3</sup> .....	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 3,8	12,2	16,2	- 4,0
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,3	14,9	14,5	+ 0,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	6,5	6,1	+ 0,4
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 3,9	5,2	1,4	+ 3,8
1.82 Autres .....	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	22,0	22,1	- 0,1
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 4,6</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 7,5</b>	<b>360,4</b>	<b>364,4</b>	<b>- 4,0</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	7,1	5,4	+ 1,7
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	0,3	2,8	- 2,5
<b>Total 2 ...</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>- 0,6</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>7,4</b>	<b>8,2</b>	<b>- 0,8</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	- 1,7	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations .....	- 3,4	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	5,1	5,5	- 0,4
3.12 Avoirs .....	- 0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 0,3	...	+ 1,0	+ 0,3	...	...	...
3.22 Avoirs .....	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 5,5</b>	<b>5,2</b>	<b>7,7</b>	<b>- 2,5</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	1,0	0,3	+ 0,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	2,3	1,0	+ 1,3
4.3 Secteur privé <sup>3</sup> (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	—	6,5	- 6,5
4.312 Investissements directs .....	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	—	0,4	- 0,4
4.313 Immeubles .....	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	+ 1,0	—	1,7	- 1,7
4.314 Autres .....	...	...	...	...	...	...	0,6	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	—	0,3	- 0,3
4.322 Investissements directs .....	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	7,0	—	+ 7,0
4.323 Immeubles .....	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	—	0,3	- 0,3
4.324 Autres .....	...	...	...	...	+ 0,7	0,7	—	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	- 0,4	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	0,6	—	+ 0,6
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 8,8</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>11,6</b>	<b>11,1</b>	<b>+ 0,5</b>
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	0,7	—	+ 0,7
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 10,7</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>385,3</b>	<b>391,4</b>	<b>- 6,1</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	—	—	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	—	—	+ 1,7
6.22 Autres .....	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 2,0	- 0,7	—	—	- 6,7

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

<sup>4</sup> Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1965				1966			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre p	4e trimestre p
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	+ 1,5	...	- 3,3	- 0,6	- 4,2	- 3,4	- 4,9	- 3,9
1.12 Travail à façon .....	+ 1,5	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 1,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,4
1.2 Or non monétaire .....	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...
1.4 Autres frais de transport .....	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 0,3	- 1,2	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 1,0	- 2,6	+ 0,2
1.6 Revenus d'investissements .....	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	+ 0,6	+ 0,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,3	...
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,0
1.82 Autres .....	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 0,5</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,8
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,2</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,9	- 1,4	- 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2
3.112 Autres opérations .....	- 2,7	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3
3.12 Avoirs .....	...	- 0,1	...	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,6	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 0,7</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,4	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 0,1	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9
4.312 Investissements directs .....	- 0,8	- 0,5	- 0,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1
4.313 Immeubles .....	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5
4.314 Autres .....	- 0,6	+ 0,5	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,4
4.322 Investissements directs .....	+ 2,0	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0
4.323 Immeubles .....	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...
4.324 Autres .....	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 1,1</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 3,8</b>	<b>- 0,9</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 2,3	- 1,9	+ 2,2	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7
6.22 Autres .....	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,8	- 3,5	- 2,0	- 4,0

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

**IX. 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
 (milliards de francs)

	1966						1966	1967 P
	3 <sup>e</sup> trimestre P			4 <sup>e</sup> trimestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	2 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	65,0	69,9	- 4,9	70,3	74,2	- 3,9	- 2,7	+ 1,2
1.12 Travail à façon .....	2,9	0,7	+ 2,2	2,5	0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 1,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	1,5	—	+ 1,5	0,4	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 1,5
1.2 Or non monétaire .....	...	0,5	- 0,5	0,1	0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	3,2	3,4	- 0,2	3,3	3,3	...	...	+ 0,2
1.4 Autres frais de transport .....	1,3	1,2	+ 0,1	1,3	1,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger .....	4,1	6,7	- 2,6	3,1	2,9	+ 0,2	- 0,3	...
1.6 Revenus d'investissements .....	3,8	3,2	+ 0,6	4,4	4,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	1,8	1,5	+ 0,3	1,4	1,4	...	- 0,2	- 0,5
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	1,3	0,3	+ 1,0	1,4	0,4	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,8
1.82 Autres .....	5,5	5,3	+ 0,2	5,9	6,2	- 0,3	- 0,1	+ 0,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>90,4</b>	<b>92,7</b>	<b>- 2,3</b>	<b>94,1</b>	<b>94,6</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,9</b>	<b>+ 4,6</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	1,8	1,4	+ 0,4	2,0	1,4	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,1	0,7	- 0,6	0,1	0,9	- 0,8	- 0,3	- 0,2
<b>Total 2 ...</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,5	- 0,5	—	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,3
3.112 Autres opérations .....	0,3	1,2	- 0,9	3,3	2,1	+ 1,2	- 0,4	- 1,7
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>- 1,4</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 2,5</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	0,3	0,4	- 0,1	0,5	0,2	+ 0,3	- 0,1	+ 2,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	—	1,0	- 1,0	—	1,9	- 1,9	- 1,3	- 0,9
4.312 Investissements directs .....	—	0,6	- 0,6	—	0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,9
4.313 Immeubles .....	—	0,4	- 0,4	—	0,5	- 0,5	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres .....	—	0,5	- 0,5	...	—	...	- 0,1	- 0,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	0,3	—	+ 0,3	—	0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,2
4.322 Investissements directs .....	1,8	—	+ 1,8	1,0	—	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,0
4.323 Immeubles .....	—	0,1	- 0,1	—	...	...	- 0,1	...
4.324 Autres .....	0,3	—	+ 0,3	0,4	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	0,2	—	+ 0,2	0,1	—	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1
<b>Total 4 ...</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>2,0</b>	<b>3,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 2,3</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 0,1</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>95,7</b>	<b>99,5</b>	<b>- 3,8</b>	<b>101,7</b>	<b>102,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 4,3</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 0,6	—	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	—	—	- 1,2	—	—	+ 2,7	+ 4,1	- 2,9
6.22 Autres .....	—	—	- 2,0	—	—	- 4,0	+ 3,2	+ 5,3

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).



## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	su'sse	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courr'er	escudos	schillings autr.ch.	pesetas
1962 .....	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963 .....	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964 .....	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965 .....	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	32,88 <sup>1</sup>
1966 .....	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	32,98
2 <sup>e</sup> trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 <sup>e</sup> trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 <sup>e</sup> trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
1966 Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,86	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85

<sup>1</sup> Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

### X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales  
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 avril 1967

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis <sup>1</sup>	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur <sup>4</sup>	vendeur <sup>5</sup>	pour :
				en francs belges		
Autriche .....	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique .....	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark .....	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France .....	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne .....	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce .....	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande .....	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie .....	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas .....	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège .....	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal .....	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne .....	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède .....	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse .....	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie .....	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	2,80 £ <sup>2</sup>	+ 0,714 <sup>3</sup>	- 0,714 <sup>3</sup>	137,9575	142,0575	1 £

<sup>1</sup> Parité reconnue par le F.M.I. sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

<sup>2</sup> Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

<sup>3</sup> Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

<sup>4</sup> (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

<sup>5</sup> (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total  (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses <sub>3</sub>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961 .....	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962 .....	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963 .....	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964 .....	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965 .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1965 3 premiers mois ...	40,6	46,9	- 6,3	...	5,4	- 5,4	- 11,7
4 premiers mois ...	53,1	60,6	- 7,5	...	7,6	- 7,6	- 15,1
5 premiers mois ...	65,1	73,1	- 8,0	...	9,7	- 9,7	- 17,7
6 premiers mois ...	78,8	87,7	- 8,9	...	12,4	- 12,4	- 21,3
7 premiers mois ...	102,3	103,4	- 1,1	...	14,2	- 14,2	- 15,3
8 premiers mois ...	113,6	114,8	- 1,2	...	16,3	- 16,3	- 17,5
9 premiers mois ...	126,6	128,4	- 1,8	...	18,4	- 18,4	- 20,2
10 premiers mois ...	140,5	143,3	- 2,8	...	19,7	- 19,7	- 22,5
11 premiers mois ...	154,5	158,7	- 4,2	...	21,6	- 21,6	- 25,8
12 mois .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Domages de Guerre.

## XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie 17	Total 18 = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en devises 6	Total 7 = (5) + (6)	en francs belges					en devises 14	Total 15 = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)	
1961	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1965 3 premiers mois	-11,7	+ 0,1	- 1,9	-13,5	+ 9,6	...	+ 9,6	...	+ 3,0	+ 6,7	...	...	- 5,7	- 0,3	+ 3,7	+ 0,1	+ 0,1	+13,5
4 premiers mois	-15,1	- 1,6	- 2,6	-19,3	+ 9,6	...	+ 9,6	...	+ 5,0	+10,4	...	+ 0,1	- 4,4	- 0,5	+10,6	+ 0,1	- 1,0	+19,3
5 premiers mois	-17,7	...	- 3,0	-20,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 1,6	+11,4	...	+ 0,1	- 5,6	- 0,8	+ 6,7	...	- 0,3	+20,7
6 premiers mois	-21,3	+ 2,1	- 3,4	-22,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+10,4	...	...	- 4,1	- 1,1	+ 8,7	+ 0,1	- 0,5	+22,6
7 premiers mois	-15,3	- 0,5	- 3,9	-19,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+ 7,9	...	- 0,3	- 3,8	- 1,7	+ 5,6	- 0,6	+ 0,4	+19,7
8 premiers mois	-17,5	+ 0,4	- 4,5	-21,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 7,3	+ 7,8	...	- 0,1	- 6,0	- 1,7	+ 7,3	- 0,1	+ 0,1	+21,6
9 premiers mois	-20,2	+ 1,3	- 4,9	-23,8	+14,3	...	+14,3	...	+ 8,9	+ 8,4	...	- 0,1	- 6,1	- 1,7	+ 9,4	...	+ 0,1	+23,8
10 premiers mois	-22,5	- 0,4	- 5,3	-28,2	+22,6	...	+22,6	...	+ 7,6	+ 5,7	...	- 0,1	- 4,6	- 1,7	+ 6,9	- 2,5	+ 1,2	+28,2
11 premiers mois	-25,8	+ 0,2	- 6,0	-31,6	+22,3	...	+22,3	...	+ 6,8	+ 5,5	...	+ 1,2	- 4,3	- 1,5	+ 7,7	+ 0,2	+ 1,4	+31,6
12 mois	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966 1er mois	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 <sup>6</sup>	...	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6
2 premiers mois	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
3 premiers mois	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7
4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3
6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6
7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8
9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1er mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

## XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat  (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6
						Recours au marché belge				Total  (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1961 .....	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5	
1962 .....	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963 .....	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964 .....	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965 .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966 .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1965 3 prem. mois	- 11,7	- 2,0	- 13,7	+ 3,9	- 9,8	+ 6,8	- 0,3	+ 6,7	+ 13,2	- 3,4	
4 prem. mois	- 15,1	- 3,2	- 18,3	+ 4,9	- 13,4	+ 3,7	- 0,4	+ 14,4	+ 17,7	- 4,3	
5 prem. mois	- 17,7	- 4,0	- 21,7	+ 5,5	- 16,2	+ 10,3	- 1,4	+ 9,9	+ 18,8	- 2,6	
6 prem. mois	- 21,3	- 2,3	- 23,6	+ 7,4	- 16,2	+ 9,7	- 1,2	+ 10,9	+ 19,4	- 3,2	
7 prem. mois	- 15,3	- 4,5	- 19,8	+ 8,3	- 11,5	+ 8,9	- 1,2	+ 7,4	+ 15,1	- 3,6	
8 prem. mois	- 17,5	- 4,4	- 21,9	+ 8,9	- 13,0	+ 8,4	- 0,3	+ 8,8	+ 16,9	- 3,9	
9 prem. mois	- 20,2	- 4,3	- 24,5	+ 10,0	- 14,5	+ 7,8	...	+ 11,0	+ 18,8	- 4,3	
10 prem. mois	- 22,5	- 5,4	- 27,9	+ 11,2	- 16,7	+ 15,2	+ 0,2	+ 5,4	+ 20,8	- 4,1	
11 prem. mois	- 25,8	- 6,6	- 32,4	+ 13,2	- 19,2	+ 14,7	+ 0,2	+ 8,5	+ 23,4	- 4,2	
12 mois .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...	
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3	
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2	
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9	
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4	
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4	
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2	
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1	
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4	
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0	
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes parastatiques financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

**XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.  
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1966 3 mois	9,3	+ 0,2	7,5	+ 0,7	18,4	- 0,5	35,2	+ 0,4	
1967 3 mois	21,0	- 0,3	9,0	+ 0,5	21,4	+ 0,3	51,4	+ 0,5	
Exercice 1965	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	...	...	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	...	...	...	...	1,8	+ 0,6
	Mars	1,3	+ 0,7	...	...	...	...	1,3	+ 0,7
Exercice 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Ex. 1967	1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

**XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1966 <sup>2</sup>		Exercice 1966 : mars 1966		Exercice 1967 : mars 1967	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup>	67,1	63,8	3,1	3,0	4,8	4,9
précompte immobilier	0,8	0,8	...	...	...	...
précompte mobilier	6,1	5,9	0,5	0,5	0,6	0,7
précompte professionnel	30,0	28,8	2,3	2,2	2,8	2,9
versements anticipés	14,0	13,7	0,2	0,2	0,1	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	6,9	6,4	...	...	0,7	0,6
impôts des sociétés (rôles)	1,8	1,3	...	...	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,2	4,2	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	...	...	...	...	...	...
divers <sup>3</sup>	3,3	2,7	...	...	0,3	0,2
II. Douanes et accises	33,7	33,1	3,0	2,6	3,3	3,1
dont : douanes	8,2	8,0	0,8	0,7	0,8	0,8
accises	24,0	24,9	2,0	1,8	2,3	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	78,6	78,8	7,0	6,8	8,1	7,6
dont : enregistrement	6,7	6,4	0,6	0,6	1,0	0,6
successions	3,2	3,1	0,3	0,2	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	67,9	68,7	6,1	5,9	6,8	6,6
<b>Total ...</b>	<b>179,4</b>	<b>175,7</b>	<b>13,1</b>	<b>12,4</b>	<b>16,2</b>	<b>15,6</b>
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,7		+ 0,7		+ 0,6

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

<sup>3</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

**XI · 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958 .....	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959 .....	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960 .....	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961 .....	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962 .....	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963 .....	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964 .....	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 .....	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 .....	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1964 9 premiers mois .....	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois .....	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois .....	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois .....	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois .....	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois .....	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois .....	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1966 Mars .....	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril .....	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai .....	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin .....	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet .....	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août .....	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre .....	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre .....	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre .....	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre .....	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier .....	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février .....	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars .....	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13

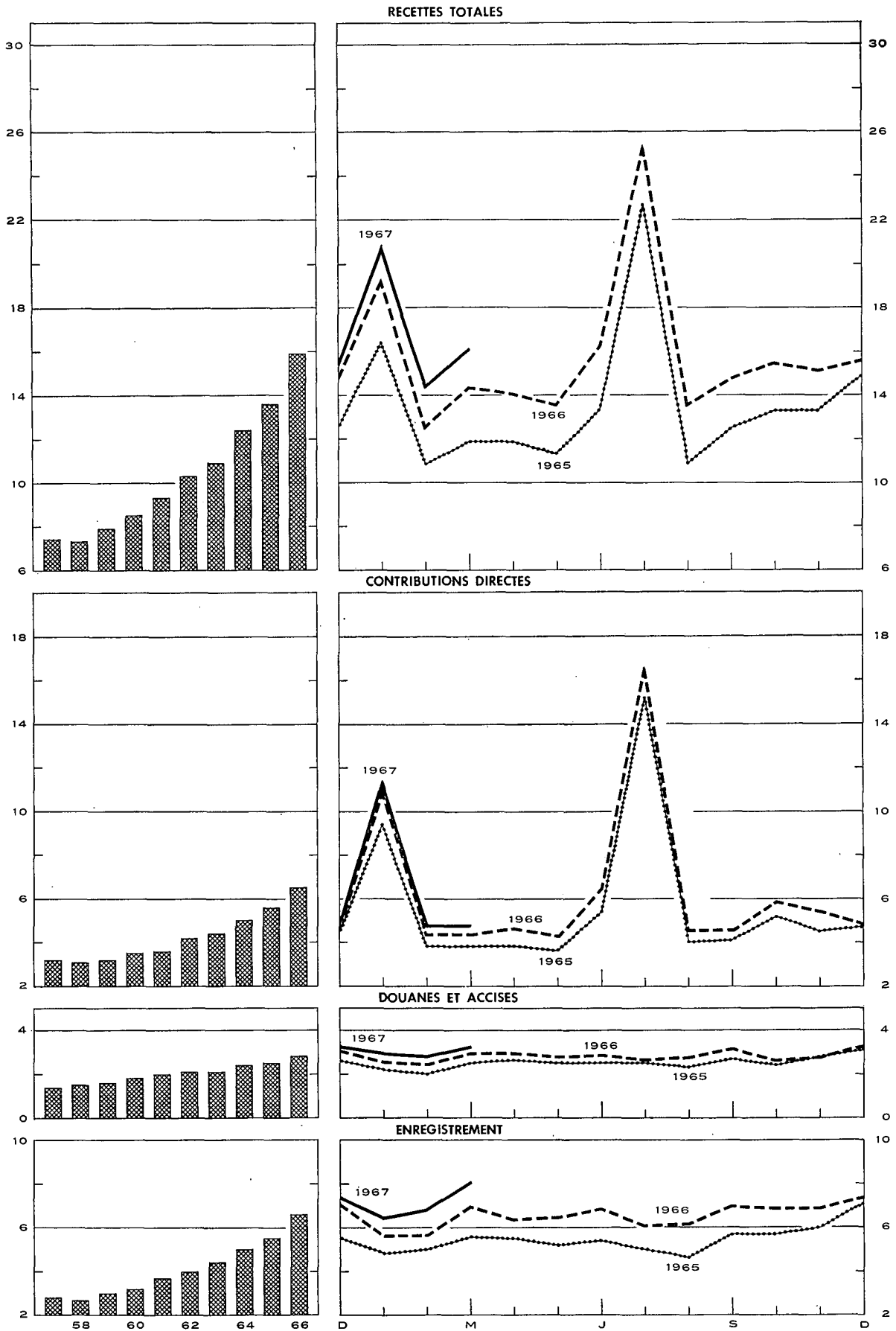
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

**Références bibliographiques :** *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLIII<sup>e</sup> année, vol. I n<sup>o</sup> 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ».

**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE**

(milliards de francs)



## XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

### 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963 <sup>1</sup>

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Parastatutiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
							(1)							(2)	(3)	(4)	(5)
<i>données non disponibles</i>																	
<i>... nihil ou inférieur à 50 millions</i>																	
<i>— opération non effectuée</i>																	
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	44,5	—	3,2	—	1,7	6,3	55,9		
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	7,7	—	—	—	—	42,2	—	0,1	—	0,9	—	—	50,9	
			Obligations ...	10,8	—	—	—	—	—	—	1,0	15,7	—	—	—	27,5	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,1	0,1	—	—	—	—	—	—	95,3	31,1	92,0	—	226,6	
			Divers ...	1,2	1,6	0,1	13,5	—	—	—	2,7	—	3,0	0,6	—	22,7	
			(Actions et parts) ...	(181,4)	(0,3)	(—)	(0,2)	—	(0,6)	(—)	(1,1)	(2,8)	(—)	(—)	(—)	(186,4)	
			Total ...	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	—	86,8	—	102,2	49,8	95,3	6,3	383,6	
			(2)	Parastatutiques d'exploitation	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	0,6
					Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	1,8	—	—	—	0,4	—	2,3
					Engagements en comptes courants ou d'avances ...	15,9	0,3	—	—	—	0,5	0,2	—	—	0,1	—	0,7
Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—			—	—	—	4,0	2,2	0,9	3,6	5,2	0,4	—	32,5		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2			—	0,1	—	0,5	1,2	—	0,6	4,3	—	0,1	7,0		
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—			—	0,1	—	0,5	—	—	—	0,2	9,0	—	9,8		
Divers ...	5,3	—	5,1	0,2	—	1,8	—	—	—	—	0,1	0,7	13,2				
(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)				
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	—	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	0,8	66,2				
(3)	Etat (Trésor)	Fonds de tiers ...	2,3	—	1,1	—	—	38,7	—	—	—	0,1	4,8	47,1			
		Certificats à court terme ...	—	0,7	—	0,1	—	19,9	36,2	2,7	5,4	—	8,7	73,7			
		Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,1	10,3	37,8	5,1	35,2	39,0	8,7	1,3	249,8		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	16,5	57,9	—	2,4	2,0	1,7	2,3	82,7		
		Divers ...	—	0,8	—	—	0,9	7,4	—	—	—	0,4	0,4	—	9,9		
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,4	463,2				
(4)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	4,3	—	—	—	—	—	4,3			
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,7	—	0,1	—	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	—	27,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	2,9	—	—	11,1		
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	4,8	—	—	—	—	—	—	0,6	—	49,5	—	54,8		
Divers ...	1,9	0,4	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,6	3,0	8,7				
Total ...	17,4	5,9	2,8	0,1	—	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	106,5				
(5)	Sécurité sociale	Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0			
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3			
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,5	—	1,1	—	1,4	—	—	1,4			
		Divers ...	5,2	—	2,5	—	2,6	—	—	—	—	0,1	—	2,4	12,9		
Total ...	21,2	—	2,5	—	3,1	0,2	1,1	—	1,4	7,5	—	3,8	40,9				
(6)	Etranger	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
		Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	10,1	—	0,8	—	1,7	1,7	14,2		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,2	—	—	—	4,7		
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	112,0	—	—	—	—	—	112,0		
		Obligations ...	7,6	—	0,2	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	- 0,1	16,0		
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,1	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	20,2		
		Divers ...	—	0,9	8,0	—	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	9,6		
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	(—)	(1,1)	(—)	(—)	(—)	(1,5)	(—)	(—)	—			
Total ...	7,6	0,9	21,3	—	—	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	1,6	176,8				



DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
(7)													
Organismes monétaires													
Monnaie .....	253,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	—	2,0	1,6	0,3	...	277,9
Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	0,2	1,4	—	0,3	—	0,1	0,1	2,0
Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0
Dépôts en devises des résidents .....	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1
Dépôts sur livrets des résidents .....	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3
Dépôts à terme des résidents .....	25,7	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8
Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	—	—	—	—	11,7	—	—	—	—	—	11,7
Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4
Divers .....	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6	9,8
(Actions et parts) .....	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)
Total ...	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	55,2	13,1	—	2,3	1,6	0,3	9,6	432,0
(8)													
Fonds des Rentes													
Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	0,2	—	—	—	0,9
Certificats à court terme .....	—	—	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	—	6,5
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	0,6
Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Total ...	—	—	2,8	—	—	0,4	7,4	—	0,2	—	—	—	10,9
(9)													
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Dépôts à vue .....	3,8	—	—	—	0,8	—	—	—	—	0,6	0,3	—	5,5
Dépôts sur livrets .....	138,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	138,4
Dépôts à terme .....	0,9	1,0	—	—	3,5	—	—	—	—	—	—	0,6	6,0
Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
Divers .....	4,6	—	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	3,1	8,0
(Actions et parts) .....	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)
Total ...	159,4	1,0	0,1	—	4,3	—	0,1	—	0,1	0,6	0,3	3,7	169,6
(10)													
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension													
Réserves de sécurité sociale .....	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4
Réserves mathématiques .....	145,7	—	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	—	158,2
Divers .....	0,3	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	1,5	2,0
Total ...	164,5	—	—	—	0,1	12,5	—	—	—	—	—	1,5	178,6
(11)													
Organismes publics de crédit non monétaires													
Dépôts à vue .....	2,5	—	—	0,2	—	—	0,2	—	—	—	—	—	2,9
Argent à très court terme .....	—	—	—	0,3	—	0,3	0,1	—	—	—	0,1	0,1	0,9
Dépôts sur livrets .....	6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,4
Dépôts à terme .....	2,3	0,4	—	3,1	—	—	0,3	—	—	0,4	—	—	6,4
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	0,2	—	1,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	73,2	0,2	—	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	—	113,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	0,7	1,3	0,5	—	4,1	16,0	—	1,2	23,8
Divers .....	3,0	—	10,3	0,1	—	1,7	0,7	—	0,3	—	—	5,5	21,7
(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
Total ...	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	6,8	176,3
(12)													
Secteurs indéterminés et ajustements													
—	4,2	2,1	—	—	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7
(13) = (1) à (12)													
<b>Total des créances .....</b>	<b>940,0</b>	<b>19,2</b>	<b>50,6</b>	<b>19,8</b>	<b>27,6</b>	<b>137,7</b>	<b>446,3</b>	<b>11,8</b>	<b>181,4</b>	<b>164,3</b>	<b>180,9</b>	<b>45,6</b>	<b>2.225,3</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.  
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL<sup>e</sup> année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)					
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements				
		Entreprises et particuliers	Parastatutiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)							
		données non disponibles																
		... nihil ou inférieur à 50 millions																
		— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	8,0	62,8			
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,3	—	—	—	—	47,6	—	0,2	—	1,0	—	57,1			
			Obligations ...	12,3	—	—	—	—	—	—	1,0	15,8	—	—	29,1			
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	—	—	—	107,2	35,2	103,2	—	254,6		
			Divers ...	1,5	1,7	—	0,1	18,0	—	—	1,6	4,1	0,6	—	—	27,7		
			(Actions et parts) ...	(192,4)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(3,0)	(—)	(...)	(198,3)		
		Total ...	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	8,0	431,3			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	0,2	—	—	0,3	—	—	0,1	0,5			
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	0,1	1,2	—	—	—	0,3	—	2,1			
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	—	0,1	—	0,6			
			Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	—	—	4,0	2,0	0,8	3,7	5,1	0,6	—	32,5			
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	0,7	2,6	—	0,5	4,1	—	0,3	8,6			
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	0,4	—	—	—	0,2	11,1	—	11,8			
		Divers ...	6,3	—	5,9	0,2	1,7	—	—	—	0,1	—	0,4	14,6				
		(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)			
		Total ...	22,6	0,8	5,9	0,4	...	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	0,8	70,7			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	—	—	0,8	—	45,6	—	—	—	0,1	3,5	54,1			
			Certificats à court terme ...	—	0,5	—	0,2	—	16,9	36,8	4,1	4,3	—	6,0	1,5	70,4		
			Obligations accessibles à tout placeur ...	118,2	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	1,4	260,7		
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,2	58,6	—	3,5	2,1	1,0	0,6	85,1		
			Divers ...	—	0,7	—	—	1,6	6,8	—	—	—	0,5	0,2	—	9,2		
					Total ...	122,4	3,7	—	2,6	3,3	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	7,0	479,5
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...			
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8		
			Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	—	0,1	—	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	—	27,0		
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7	2,4	—	—	14,5		
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,0	—	—	—	—	—	—	0,7	—	55,5	—	61,1		
					Divers ...	2,1	0,5	2,0	—	—	—	—	—	—	0,3	2,3	7,1	
		Total ...	16,5	6,1	2,0	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	2,3	114,5			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3			
			Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	0,3			
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,7	—	—	1,3	9,0	—	1,6	13,2		
			Divers ...	4,6	—	1,1	—	3,6	—	—	—	—	0,3	—	2,7	12,4		
					Total ...	26,9	—	1,1	—	4,3	0,3	0,6	—	1,3	9,3	—	4,3	48,2
			DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations et effets commerciaux ...	—	—			—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	1,5	17,1			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—			—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	—	—	4,3			
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—			—	—	—	—	—	129,2	—	—	—	—	129,2			
Obligations ...	7,8	—			0,1	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,1	0,2	- 0,2	16,0			
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—			11,5	—	—	—	—	8,7	—	—	—	—	—	20,2		
		Divers ...	0,9	8,1	—	—	—	—	—	—	0,8	0,2	—	10,0				
		(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	—			
		Total ...	7,8	0,9	19,7	—	—	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	1,3	196,8			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5		
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,5	1,3	...	...	...	...	2,8		
Fonds des Rentes (8)	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	66,2		
	Dépôts en devises des résidents .....	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1		
	Dépôts sur livrets des résidents .....	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6		
	Dépôts à terme des résidents .....	29,4	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	29,5		
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	—	...	15,5		
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4		
	Divers .....	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,9		
	(Actions et parts) .....	(9,2)	...	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	...	(0,1)	...	(10,2)		
	Total ...	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	10,9	474,7	
	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Certificats à court terme .....		—	—	—	...	—	...	7,4	—	—	—	—	7,4		
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4		
Divers .....		—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9		
Total ...		—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	0,1	10,6		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	0,2	2,3	—	...	—	...	0,6	0,2	7,0		
	Dépôts sur livrets .....	148,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	148,1		
	Dépôts à terme .....	1,3	1,0	...	...	3,7	—	...	...	...	...	0,3	6,4		
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,8	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	12,0		
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6		
	Divers .....	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	9,5		
	(Actions et parts) .....	(1,6)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	(1,6)		
Total ...	171,3	1,0	...	0,7	6,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	3,1	183,6		
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Réserves de sécurité sociale .....	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3		
	Réserves mathématiques .....	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	170,2		
	Divers .....	0,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	2,7		
Total ...	177,3	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	194,1		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	Dépôts à vue .....	2,7	...	...	0,2	...	...	0,2	—	...	...	...	3,1		
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	0,1	0,3	0,7		
	Dépôts sur livrets .....	7,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0		
	Dépôts à terme .....	2,0	0,5	...	2,9	1,5	...	0,3	—	0,5	0,9	...	8,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	1,1		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	...	119,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	28,0		
	Divers .....	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	5,5		
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
	Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7	
	(13) = (1) à (12)	—	4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
		<b>Total des créances .....</b>	<b>1.018,7</b>	<b>20,0</b>	<b>48,9</b>	<b>18,6</b>	<b>37,4</b>	<b>153,6</b>	<b>491,2</b>	<b>11,6</b>	<b>196,7</b>	<b>177,7</b>	<b>195,0</b>	<b>47,0</b>	<b>2.416,4</b>

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964 <sup>1</sup>

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements				
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Orga- nismes moné- taires	Fonds des Rentés	Caisse d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assura- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)					
		données non disponibles															
		... nihil ou inférieur à 50 millions															
		— opération non effectuée															
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	<b>Secteurs nationaux non financiers</b>	<b>Entreprises et particuliers (1)</b>	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	- 0,1	—	—	—	—	...	+ 4,1	—	+ 1,2	—	- 0,4	+ 2,3	+ 7,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,6	—	—	—	—	...	+ 5,4	—	+ 0,1	—	+ 0,1	...	...	+ 6,1
			Obligations ...	+ 1,5	...	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	...	+ 1,6
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	—	...	+ 13,1	+ 4,1	+ 11,1	...	+ 29,1
			Divers ...	...	+ 0,3	+ 0,1	...	...	+ 4,6	+ 13,1	...	- 1,1	+ 1,1	...	...	...	+ 18,0
			(Actions et parts) ...	(+ 8,4)	(+ 0,5)	(...)	...	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(+ 9,5)
		<b>Total ...</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>+ 13,1</b>	<b>+ 9,5</b>	<b>—</b>	<b>+ 13,3</b>	<b>+ 5,3</b>	<b>+ 10,8</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>+ 62,0</b>		
		<b>Paratétatiques d'exploitation (2)</b>	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	...	+ 0,2	...	—	- 0,3	...	...	+ 0,1	- 0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,3	—	—	—	—	...	+ 0,1	- 0,6	—	—	—	- 0,1	...	- 0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	...	- 0,1	—	—	—	—	...	- 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,1	+ 0,2	—	—	—	—	...	- 0,1	- 0,2	—	—	+ 0,2	...	...	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,4	—	—	—	- 0,2	...	+ 0,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	...	...	...	...	...	- 0,2	—	—	—	—	—	+ 2,1	...	
		<b>Total ...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 4,4</b>			
		<b>Etat (Trésor) (3)</b>	Fonds de tiers ...	+ 1,8	—	- 0,4	...	...	+ 6,9	...	...	...	...	...	- 1,3	+ 7,1	
	Certificats à court terme ...		...	- 0,2	—	+ 0,1	...	...	+ 0,6	+ 1,4	- 1,1	...	- 2,7	- 0,5	- 3,2		
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 11,2	—	—	...	+ 0,6	- 1,0	+ 0,9	- 1,4	- 1,9	+ 2,9	- 0,4	+ 0,1	+ 10,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	—	—	...	...	+ 2,8	+ 0,7	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,7	+ 0,1	+ 2,3		
		<b>Total ...</b>	<b>+ 13,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>—</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 8,4</b>	<b>...</b>	<b>- 1,9</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 3,4</b>	<b>+ 16,5</b>		
		<b>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)</b>	Argent à très court terme ...	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—		—	—	—	...	...	+ 0,5	—	—	—	—	—	...	+ 0,5		
Obligations accessibles à tout placeur ...	- 1,0		- 0,1	—	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	...	...	- 0,7		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...		...	...	...	...	...	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,6	- 0,5	...	...	...	+ 3,3		
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...		+ 0,2	—	...	...	...	...	—	+ 0,1	...	+ 6,0	...	...	+ 6,4		
	<b>Total ...</b>	<b>- 0,9</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 0,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 2,7</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 5,9</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 7,9</b>			
	<b>Sécurité sociale (5)</b>	Réserves de sécurité sociale ...	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	+ 0,2	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 0,2	+ 1,5			
Divers ...		- 0,6	...	- 1,4	...	+ 1,0	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,3	...	- 0,5		
	<b>Total ...</b>	<b>+ 5,7</b>	<b>...</b>	<b>- 1,4</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>...</b>	<b>- 0,5</b>	<b>...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 7,3</b>			
	<b>Etranger (6)</b>	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1		
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	...	...	—	+ 2,8	—	+ 0,2	—	—	—	- 0,1	+ 2,9		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	...	...	—	- 0,4	—	—	—	—	—	...	- 0,4		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	...	...	—	...	+ 17,1	—	—	—	—	...	+ 17,1		
Obligations ...		—	—	—	...	...	—	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,2		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	—	...	...	—	...	+ 1,7	—	—	—	—	- 1,7	...		
Divers ...		+ 5,4	+ 0,1	+ 0,1	...	...	—	...	...	...	+ 0,3	- 0,1	...	...	+ 5,8		
(Actions et parts) ...	(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 1,6)			
	<b>Total ...</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>—</b>	<b>+ 21,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>- 1,9</b>	<b>...</b>	<b>+ 25,3</b>			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisnes d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
	Monnaie .....	+19,4	+ 0,2	- 0,3	- 1,1	- 0,4	—	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	+ 0,8	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	+ 11,2	
	Dépôts en devises des résidents .....	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3	
	Dépôts à terme des résidents .....	+ 3,7	—	—	...	—	—	—	...	—	—	—	+ 3,7	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	+ 3,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	- 0,1	—	...	—	—	—	—	...	—	—	...	- 0,1	
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3	+ 1,3	
	(Actions et parts) .....	(+ 1,5)	—	(...)	—	—	—	(+0,1)	—	(...)	—	—	(+ 1,6)	
	<b>Total ...</b>	<b>+25,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+12,5</b>	<b>+3,6</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 42,7</b>
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	- 0,9	
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	+0,8	—	—	—	—	+ 0,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	- 0,2	
	Divers .....	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+0,4</b>	<b>—</b>	<b>- 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,3</b>
	Dépôts à vue .....	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	—	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,5	
	Dépôts sur livrets .....	+ 9,7	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 9,7	
	Dépôts à terme .....	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	—	...	—	...	...	- 0,3	+ 0,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	+ 0,7	—	...	...	—	—	—	—	+ 0,2	—	...	+ 0,9	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers .....	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5	
	(Actions et parts) .....	(+ 0,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,3)	
	<b>Total ...</b>	<b>+12,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 14,1</b>
	Réserves de sécurité sociale .....	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Réserves mathématiques .....	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	+ 12,0	
	Divers .....	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7	
	<b>Total ...</b>	<b>+12,9</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 2,0*</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 15,5</b>
	Dépôts à vue .....	+ 0,2	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 0,2	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	+ 0,2	- 0,2	
	Dépôts sur livrets .....	+ 0,6	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6	
	Dépôts à terme .....	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	—	...	+ 0,5	+ 0,5	...	...	+ 2,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	+ 6,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 4,2	
	Divers .....	+ 0,5	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,5	
	(Actions et parts) .....	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
	<b>Total ...</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 14,5</b>
	...	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	- 2,1
	<b>Total des créances</b> .....	<b>+83,9</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+29,5</b>	<b>+44,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+16,6</b>	<b>+13,4</b>	<b>+14,1</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+207,8</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1967.

\* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation .....	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor) .....	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale .....	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger .....	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires .....	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	.....	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,1	...	...	1,9	— 0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances .....	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers  (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers  (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers .....	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation .....	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor) .....	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale .....	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger .....	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires .....	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances .....	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitation .....	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor) .....	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale .....	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger .....	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires .....	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances .....	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—



# XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

## 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 3 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 2 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres intermédiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
1960 Septembre .....	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 <sup>4</sup>	67,2	142,7	3,7	48,8	60,0	3,9	5,3	- 7,2	- 8,2
1960 Décembre .....	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 <sup>4</sup>	74,8	135,9	4,7	53,0	65,4	5,8	4,9	- 7,6	- 9,0
1961 Mars .....	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 <sup>4</sup>	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9
1961 Juin .....	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 <sup>4</sup>	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5
1961 Septembre .....	228,6	41,1	8,4	...	278,1 <sup>4</sup>	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
1961 Décembre .....	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars .....	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
1962 Juin .....	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
1962 Septembre .....	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
1962 Décembre .....	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars .....	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
1963 Juin .....	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
1963 Juin .....	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	88,6	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
1963 Septembre .....	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	91,8	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
1963 Décembre .....	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	99,9	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars .....	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	104,1	7,0	10,6	-11,2	-10,2
1964 Juin .....	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,1	107,5	8,9	10,1	-11,3	-10,2
1964 Septembre .....	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,4	108,9	7,8	11,2	-11,3	-11,1
1964 Décembre .....	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,3	111,6	7,8	11,0	-11,4	-12,0
1965 Mars .....	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	112,0	6,8	12,9	-11,3	-11,9
1965 Juin .....	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	116,6	7,1	12,1	-11,3	-10,1
1965 Septembre .....	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	119,9	4,2	11,8	-11,3	-12,9
1965 Décembre .....	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	193,9	6,6	112,5	127,9	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars .....	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	130,0	7,2	12,4	-11,5	-14,2
1966 Juin .....	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,3	197,4	9,5	119,1	134,2	8,8	13,4	-11,5	-14,7
1966 Septembre .....	322,4	86,4	5,1	...	413,9	p 89,7	p 195,4	p 10,5	125,2	139,2	5,1	p 14,8	-11,7	p -15,1
1966 Décembre .....	339,7	89,0	5,7	...	434,4	p 89,2	p 204,4	p 12,3	134,9	149,3	4,6	p 14,8	-12,0	p -13,8

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement reenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or .....	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>4</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2
2. F.M.I. — Participation .....	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets .....	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus .....	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8
b) effets commerciaux .....	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	37,0	37,6	36,3	38,7	36,8
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>160,8</b>	<b>160,5</b>	<b>162,7</b>	<b>174,5</b>	<b>182,4</b>	<b>184,3</b>	<b>192,3</b>	<b>188,6</b>	<b>194,1</b>	<b>198,4</b>	<b>206,1</b>	<b>204,1</b>	<b>211,0</b>	<b>207,5</b>	<b>211,8</b>	<b>208,8</b>	<b>212,7</b>	<b>213,0</b>	<b>219,0</b>	<b>212,2</b>

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

<sup>4</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,4
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	2,1	1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0
TOTAL DU PASSIF ...	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or .....	78,6 <sup>3</sup>	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	
2. F.M.I. — Participation .....	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts <sup>1</sup> .....	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	2,5	2,8	5,3	3,3	6,7	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	121,1	120,8	123,0	121,0	123,7	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	
b) effets commerciaux .....	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	39,2	37,0	36,8	37,1	36,2	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3	37,6	36,9	38,4	36,3	39,6	39,6	38,7	38,4	36,0	36,8	
TOTAL DE L'ACTIF ...	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.<sup>3</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,4	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	1,3	0,7	...	...	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	41,6	39,4	39,2	39,8	38,7	38,4	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	
TOTAL DU PASSIF ...	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	49,1	44,3	45,3	40,6	48,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4
b) effets commerciaux .....	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,5
c) avances .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres .....	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

<sup>2</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9
b) détenue par les pouvoirs publics .....	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>49,1</b>	<b>50,8</b>	<b>51,4</b>	<b>53,8</b>	<b>55,3</b>	<b>56,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,0</b>	<b>57,7</b>	<b>55,8</b>	<b>58,8</b>	<b>56,7</b>	<b>63,0</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompense et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

<sup>3</sup> Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

<sup>5</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

## c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	31-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	<i>p</i> 1,8	<i>p</i> 2,0
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6
b) en francs belges <sup>2</sup> .....	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,2
7. Ajustement statistique .....	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	<i>p</i> 58,9	<i>p</i> 68,4
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—
— autres .....	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3
b) sur les organismes publics .....	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8
c) sur les banques de dépôts .....	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	<i>p</i> 31,9	<i>p</i> 34,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	<i>p</i> 40,4	<i>p</i> 38,1
— autres .....	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	<i>p</i> 29,4	<i>p</i> 30,7
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	<i>p</i> 0,8	<i>p</i> 1,3
— autres .....	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	<i>p</i> 1,0	<i>p</i> 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,4	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,2
b) effets commerciaux .....	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,0	39,7	41,5	40,5	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,5	55,6
c) avances .....	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	<i>p</i> 2,3	<i>p</i> 2,3
— autres .....	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	<i>p</i> 1,8	<i>p</i> 1,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,8	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	<i>p</i> 12,0	<i>p</i> 12,3
— autres .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	<i>p</i> 1,3	<i>p</i> 1,3
D. Autres .....	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	48,3	51,2	<i>p</i> 50,3	<i>p</i> 53,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.



## c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3
b) en francs belges <sup>2 3</sup> .....	10,9	11,1	11,2	12,4	12,8	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,7	24,3
4. Ajustement statistique .....	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,8	102,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...
c) envers les banques de dépôts .....	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers .....	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5
— dépôts en devises .....	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,5	69,4
TOTAL DU PASSIF ...	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5

<sup>1</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

<sup>2</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

<sup>3</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

## d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	XIII	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																							
1. Or .....	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>6</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	Colonne du tableau XIII « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise	
2. F.M.I. — Participation .....	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2		
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4		
3. Obligations .....	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9 <sup>p</sup>	1,9 <sup>p</sup>	2,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3		
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...		
6. Autres :																							
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0		
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,7		
7. Ajustement statistique .....	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des créances sur l'étranger ...	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5 <sup>p</sup>	193,9		(6)
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																							
1. Pièces et billets .....	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8		
2. Autres :																							
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																							
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—		
— autres .....	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3		
b) sur les organismes publics .....	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2		
c) sur les banques de dépôts .....	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2		
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																							
1. Sur l'Etat :																							
a) à un an au plus .....	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	86,9	83,9	88,3 <sup>p</sup>	82,5 <sup>p</sup>	92,4		(7)
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur .....	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5 <sup>p</sup>	49,5 <sup>p</sup>	47,3	(7)	
— autres .....	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6 <sup>p</sup>	63,4 <sup>p</sup>	64,7	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																							
a) à un an au plus .....	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6	(8)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1 <sup>p</sup>	1,2 <sup>p</sup>	1,7	(8)	
— autres .....	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0 <sup>p</sup>	1,0 <sup>p</sup>	1,0	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																							
a) acceptations .....	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,7	4,6	3,0	3,6	4,6	6,0	6,8	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	11,6	(9)	
b) effets commerciaux .....	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,5	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,4	45,5	44,4	48,8	48,3	50,4	51,7	60,0	(9)	
c) avances .....	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	(9)	
d) obligations :																							
— accessibles à tout placeur .....	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6 <sup>p</sup>	2,3 <sup>p</sup>	2,3	(14)	
— autres .....	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6 <sup>p</sup>	2,7 <sup>p</sup>	2,0	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>4</sup> .....	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—	(12)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																							
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5 <sup>p</sup>	1,6 <sup>p</sup>	1,0	(12)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur .....	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7 <sup>p</sup>	12,0 <sup>p</sup>	12,3	(12)	
— autres .....	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5 <sup>p</sup>	1,4 <sup>p</sup>	1,4	(12)	
D. Autres .....	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	88,4	91,2 <sup>p</sup>	90,0 <sup>p</sup>	96,9	(14)	
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>414,5</b>	<b>419,2</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>		

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.<sup>3</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.<sup>4</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».<sup>5</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1967.<sup>6</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66			
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																								
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2		
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Autres :																								
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3			
b) en francs belges <sup>1 2</sup> .....	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	23,9	26,2			
4. Ajustement statistique .....	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,8	104,7			
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																								
1. Pièces et billets <sup>3</sup> .....	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8			
2. Autres :																								
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4			
c) envers les banques de dépôts :																								
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—			
— autres .....	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3			
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																								
1. Monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7		(1)	
2. Monnaie scripturale :																								
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>5</sup> .....	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0		(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9		(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																								
a) détenues par les entreprises et particuliers :																								
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5		(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5		(2)	
— dépôts en devises .....	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7		(3)	
b) détenues par le Trésor .....	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		(4)
4. Emprunts obligataires .....	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0		(13)	
5. Autres :																								
a) envers le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	—		(11)	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...		(12)	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(7)	
D. Autres .....	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	105,0	110,4		(14)	
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>414,5</b>	<b>419,2</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>			

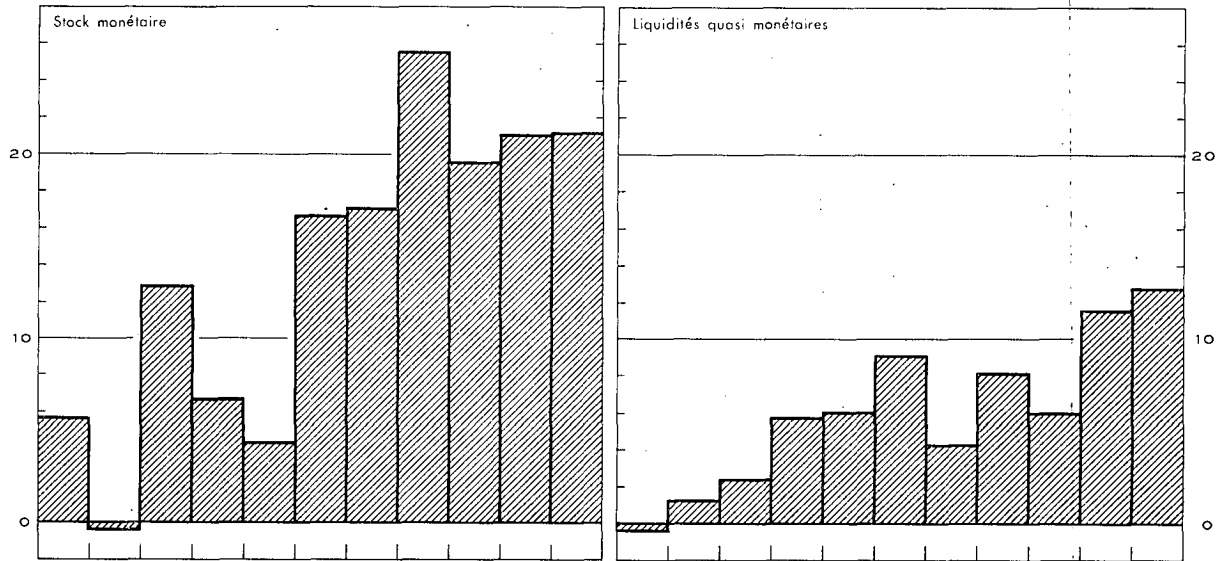
Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

- 1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1953.
- 2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
- 3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
- 4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
- 5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
- 6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».
- 7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

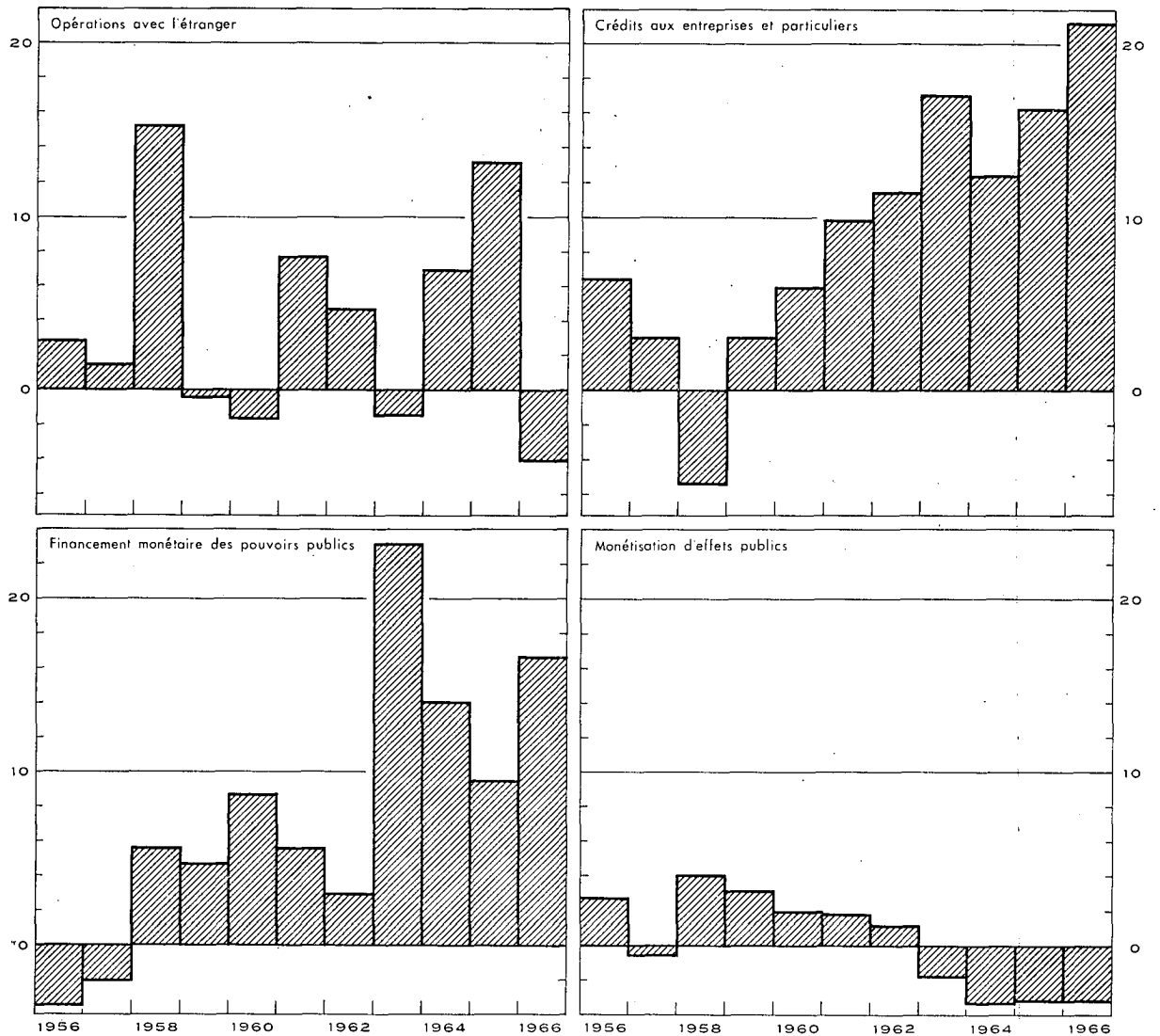
### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B.- ORIGINES DES VARIATIONS



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entre- prises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,1 <sup>3</sup>	+ 3,3 <sup>3</sup>	+ 5,4 <sup>3</sup>	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 2,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 0,7	- 0,3	+ 0,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,7 <sup>3</sup>	+ 3,6 <sup>3</sup>	+ 5,3 <sup>3</sup>	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,4	- 0,3	- 2,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,8 <sup>3</sup>	+ 1,8 <sup>3</sup>	+ 10,6 <sup>3</sup>	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4
Total ...	+16,7 <sup>3</sup>	+ 9,1 <sup>3</sup>	+ 25,8 <sup>3</sup>	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 2,5	- 1,1	+ 2,0
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 1,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 17,1	- 0,1	+ 0,7	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,3	- 0,4	- 4,9
1964 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,5	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,4	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	...	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	+ 0,1	- 1,9
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,1	+ 1,4	- 2,5	+ 3,5	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,3	- 1,2	- 2,1	+ 6,9	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	+ 0,1	+ 1,6	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	p- 3,0	+ 5,0	+ 0,6	+ 1,2	p- 7,2	p+ 1,0	p- 0,2	+ 0,4	p+ 1,4	- 0,2	p- 0,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	p- 0,7	+ 10,1	- 0,4	- 0,5	p+ 10,7	p+ 1,8	p- 0,8	- 0,7	p ...	- 0,3	p+ 1,2
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	p- 4,0	+ 21,4	+ 1,1	+ 1,0	p+ 11,1	p+ 5,6	p- 2,5	- 0,6	p+ 2,0	- 0,6	p- 0,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.  
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers » ; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960 et au 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>2</sup>	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>2</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>2</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquiers <sup>2</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre .....	5,8	124,1	126,8	7,3 <sup>5</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>4</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin .....	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 <sup>4</sup>	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre .....	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin .....	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre .....	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est) <sup>6</sup> .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série<sup>6</sup></i>											
Juin .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre .....	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin .....	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre .....	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin .....	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
1965 Novembre .....	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	92,1	130,0	139,6	308,8	54,8
Décembre .....	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Janvier .....	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	90,6	130,8	140,1	310,2	54,8
Février .....	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	90,0	127,6	137,3	307,0	55,3
Mars .....	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	95,0	132,3	144,7	314,6	54,0
Avril .....	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	93,6	134,1	146,7	319,8	54,1
Mai .....	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	96,3	137,2	149,0	323,2	53,9
Juin .....	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet .....	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août .....	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre .....	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre .....	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre .....	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre .....	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier .....	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février .....	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7

<sup>1</sup> Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>3</sup> Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

<sup>4</sup> En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

<sup>5</sup> Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

<sup>6</sup> Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger <sup>3</sup> (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance générale des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] <sup>4</sup>	Avoirs extérieurs nets suivant la balance générale des paiements de l'U.E.B.L. <sup>5</sup>
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres <sup>2</sup>				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+ 15,3	- 0,4	+ 15,9
1959 Année	72,3 <sup>67</sup>	- 1,6	70,7 <sup>67</sup>	- 6,1 <sup>67</sup>	+ 2,0	- 4,1 <sup>67</sup>	- 3,1	- 0,8 <sup>7</sup>	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 <sup>8</sup>	74,8 <sup>8</sup>	+ 8,3	- 4,2 <sup>8</sup>	+ 4,1 <sup>8</sup>	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	- 14,9 <sup>8</sup>	77,8 <sup>8</sup>	+ 12,2	- 10,4 <sup>8</sup>	+ 1,8 <sup>8</sup>	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 <sup>e</sup> trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 <sup>e</sup> trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
1963 1 <sup>er</sup> trimestre	95,4	- 11,6	83,8	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
2 <sup>e</sup> trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
				+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série <sup>9</sup>												
2 <sup>e</sup> trimestre	98,6	- 15,4	83,2									
3 <sup>e</sup> trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 <sup>e</sup> trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 <sup>er</sup> trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,8
4 <sup>e</sup> trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+ 10,6
1965 1 <sup>er</sup> trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 <sup>e</sup> trimestre	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 <sup>e</sup> trimestre	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre	123,0	- 29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 <sup>e</sup> trimestre	121,8	p-32,1	p89,7	- 1,2	p- 2,4	p- 3,6	p- 1,2	...	+ 0,6	p- 3,0	p+ 0,4	p- 3,2
4 <sup>e</sup> trimestre	124,5	p-35,3	p89,2	+ 2,7	p- 3,2	p- 0,5	p+ 0,6	...	- 0,4	p- 0,7	p- 0,8	p- 1,3
				+ 1,7	p- 7,3	p- 5,6	p- 2,7	...	+ 1,1	p- 4,0	p+ 0,6	p- 5,0

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960, au 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	—	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	—
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A .....	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. Particuliers .....	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Valeurs à payer .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Total .....	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I. ....	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.



**XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE** (depuis 1959)

(milliards de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères .....	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoir à l'étranger, en francs belges .....	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation .....	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts .....	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords .....	—	—	—	—	—	—	6	—
Débiteurs pour change et or, à terme .....	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce .....	7.560	6.773	5.086	10.088	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement .....	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963) .....	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire .....	7	24	1	5	3	5	18	12
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) .....	494	185	25	27	17	12	14	13
compte spécial liqui- dation U.E.P. ....	1	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords .....	224	263	365	413	333	333	217	325
<i>Total des engagements à vue</i> .....	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement .....	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(millions de francs)

Rubriques	1966 10 janvier	1967 9 janvier	1966 7 février	1967 6 février	1966 7 mars	1967 6 mars	1966 4 avril	1967 10 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	77.895	76.179	77.898	76.141	77.816	76.215	77.816	76.250
Monnaies étrangères .....	21.932	25.012	20.707	21.874	20.852	22.345	20.914	23.458
Monnaies étrangères et or à recevoir ..	10.362	11.345	10.137	10.613	11.021	10.172	10.849	10.953
Avoirs à l'étranger, en francs belges .....	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P. ....	7	—	—	—	—	—	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations .....	12.565	15.189	12.568	15.189	12.568	15.190	12.941	15.190
— Prêts <sup>1</sup> .....	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375
d) autres accords .....	24	...	3	25	...	84	24	178
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.472	24.777	20.413	21.140	20.435	21.654	20.044	22.978
Effets de commerce .....	7.582	7.730	6.938	12.424	6.933	9.769	8.360	5.951
Avances sur nantissement .....	63	17	66	1.798	31	27	37	23
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948) .....	9.800	9.875	9.575	3.800	9.775	7.525	9.600	9.775
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	443	280	504	344	534	376	547	374
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	2	2	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.953	3.197	3.196	3.867	3.197	3.367	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.711	1.788	1.787	1.909	1.787	1.909	1.787	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.781	1.998	1.869	2.108	1.881	2.129	1.881	2.127
Divers .....	2.609	2.917	1.503	1.323	1.517	1.507	1.608	1.638
	210.078	219.181	206.041	210.932	207.224	211.146	208.481	213.047
<b>Compte d'ordre :</b>								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .....	1.362	1.350	1.182	1.239	1.048	1.093	901	900
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	167.726	172.554	166.682	170.348	167.046	170.210	168.670	169.966
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	10	3	16	...	24	3	6	10
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	13	13	13	13	13	13	13	13
{ compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	394	398	382	343	400	363	399	351
Comptes courants divers .....	1.353	743	1.068	939	809	900	764	768
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	259	148	202	105	136	133	324	144
b) autres accords .....	222	246	219	60	231	60	208	67
<b>Total des engagements à vue ...</b>	<b>169.977</b>	<b>174.105</b>	<b>168.582</b>	<b>171.808</b>	<b>168.659</b>	<b>171.682</b>	<b>170.384</b>	<b>171.319</b>
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	32.045	36.077	30.609	31.748	31.509	31.890	30.951	33.956
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.781	1.998	1.869	2.108	1.881	2.129	1.881	2.127
Divers .....	3.322	3.804	1.784	1.901	1.978	2.078	2.068	2.278
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967
	210.078	219.181	206.041	210.932	207.224	211.146	208.481	213.047
<b>Compte d'ordre :</b>								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15) .....	1.362	1.350	1.182	1.239	1.048	1.093	901	900

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961 .....	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962 .....	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963 .....	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964 .....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965 .....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966 .....	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 <sup>e</sup> trimestre .....	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 <sup>e</sup> trimestre .....	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
1966 Février .....	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars .....	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril .....	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai .....	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin .....	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet .....	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août .....	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre .....	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre .....	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre .....	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre .....	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier .....	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février .....	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars .....	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

**XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>**

(millions de francs)

**Actif**

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 31 janvier	1967 31 janvier	1966 28 février	1967 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	4.326	4.703	4.420	4.699
Prêts au jour le jour .....	2.095	1.650	3.253	4.743	2.157	3.482	2.950	4.227
Banquiers .....	16.665	22.926	29.786	41.276	29.841	37.284	30.848	40.873
Maison-mère, succursales et filiales .....	6.286	6.379	3.203	9.235	4.749	8.782	4.452	8.954
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	8.787	9.559	10.746	15.465	12.422	16.050	11.917	14.681
Portefeuille-effets .....	72.460	84.885	91.587	106.751	96.384	111.001	93.884	105.695
a) Effets publics .....	29.415	32.375	34.175	39.162	37.833	43.436	36.534	38.913
b) Effets commerciaux <sup>2</sup> .....	43.045	52.510	57.412	67.589	58.551	67.565	57.350	66.782
Reports et avances sur titres .....	1.230	1.149	1.348	1.245	1.356	1.308	1.409	1.280
Débiteurs par acceptations .....	18.784	21.292	26.938	28.785	25.923	27.170	26.424	26.818
Débiteurs divers .....	45.661	50.802	60.186	68.329	63.965	72.937	63.606	73.251
Portefeuille-titres .....	72.105	74.789	86.447	94.289	85.620	95.199	86.554	95.900
a) Valeurs de la réserve légale .....	541	605	705	739	705	789	705	790
b) Fonds publics belges .....	67.875	69.307	80.181	87.264	79.406	88.375	80.348	88.973
c) Fonds publics étrangers .....	556	601	1.354	1.896	1.437	1.739	1.457	1.852
d) Actions de banques .....	1.545	1.868	1.912	1.904	1.913	1.902	1.916	1.910
e) Autres titres .....	1.588	2.408	2.295	2.436	2.159	2.394	2.128	2.375
Divers .....	2.576	3.040	3.184	4.021	2.772	3.420	2.452	3.739
Capital non versé .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	254.500	287.406	327.171	384.630	329.515	381.336	328.916	380.117
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	18	43	68	56	70	57	74	58
Immeubles .....	1.434	2.134	2.714	3.021	2.725	3.045	2.736	3.059
Participations dans les filiales immobilières .....	255	73	260	258	260	258	261	263
Créances sur les filiales immobilières .....	336	60	89	115	97	115	95	112
Matériel et mobilier .....	289	341	375	457	380	469	387	484
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.332	2.651	3.506	3.907	3.532	3.944	3.553	3.976
<b>Total de l'actif ...</b>	256.832	290.057	330.677	388.537	333.047	385.280	332.469	384.093

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques**  
(millions de francs)

1963 31 décembre .....	8.673	1965 31 décembre .....	14.404	1966 31 janvier .....	14.386	1967 31 janvier .....	17.184
1964 31 décembre .....	10.973	1966 31 décembre .....	17.328	1966 28 février .....	14.670	1967 28 février .....	17.669

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

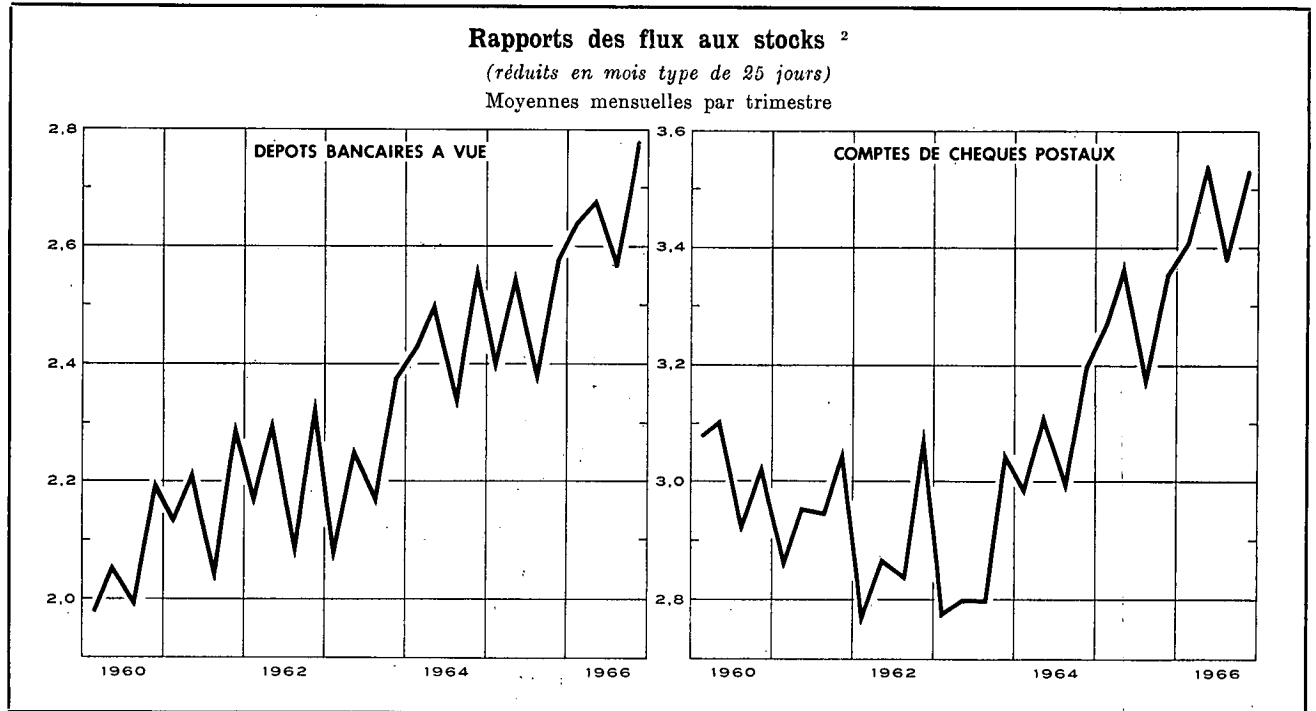
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 31 janvier	1967 31 janvier	1966 28 février	1967 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	804	698	589	835	484	2.261	416	503
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	—	—	431	494	271	250	263	226
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	—	—	158	341	213	2.011	153	277
Emprunts au jour le jour .....	1.406	2.420	3.433	3.365	6.042	6.644	6.216	6.294
a) Garantis par des sûretés réelles .....	1.232	1.214	815	666	2.869	2.412	1.827	1.609
b) Non garantis par des sûretés réelles .....	174	1.206	2.618	2.699	3.173	4.232	4.389	4.685
Banquiers .....	38.661	51.301	57.426	79.174	59.509	73.422	57.539	73.691
Maison-mère, succursales et filiales .....	7.884	7.065	6.062	10.297	5.018	9.440	5.405	8.406
Acceptations .....	18.784	21.292	26.937	28.786	25.923	27.170	26.424	26.818
Autres valeurs à payer à court terme .....	4.901	5.287	6.578	8.012	7.969	10.702	6.603	9.169
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.216	1.254	1.413	1.107	1.443	1.223	1.434	1.390
<b>Dépôts et comptes courants .....</b>	<b>150.290</b>	<b>164.568</b>	<b>189.447</b>	<b>213.093</b>	<b>186.903</b>	<b>210.318</b>	<b>188.533</b>	<b>212.341</b>
a) A vue .....	81.543	86.118	92.774	98.921	88.097	91.968	87.223	91.399
b) A un mois au plus .....	5.159	9.034	11.847	15.035	11.797	15.017	11.785	14.701
c) A plus d'un mois .....	30.007	29.915	38.487	46.034	39.347	47.938	41.464	49.540
d) A plus d'un an .....	1.138	731	1.106	1.364	1.102	1.432	1.151	2.045
e) A plus de deux ans .....	3.049	3.020	3.031	3.016	2.915	3.064	2.924	3.121
f) Carnets de dépôts .....	27.355	33.743	40.179	46.800	41.632	49.005	42.046	49.711
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2.039	2.007	2.023	1.923	2.013	1.894	1.940	1.824
Obligations et bons de caisse .....	11.433	11.380	11.371	11.978	11.432	12.140	11.479	12.239
Montants à libérer sur titres et participations .....	672	991	977	955	979	955	978	956
Divers .....	6.809	7.752	8.030	10.350	8.846	10.409	8.829	11.488
<i>Total de l'exigible ...</i>	<b>242.860</b>	<b>274.008</b>	<b>312.263</b>	<b>367.952</b>	<b>314.548</b>	<b>364.684</b>	<b>313.856</b>	<b>363.295</b>
C. Non exigible :								
Capital .....	8.221	9.814	11.245	12.461	11.270	12.461	11.355	12.661
Fonds indisponibles par prime d'émission .....	838	1.245	1.949	2.298	1.974	2.298	1.990	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	541	607	705	789	705	789	705	789
Réserve disponible .....	4.179	4.197	4.306	4.803	4.342	4.824	4.355	4.837
Provisions .....	193	186	209	234	208	224	208	213
<i>Total du non exigible ...</i>	<b>13.972</b>	<b>16.049</b>	<b>18.414</b>	<b>20.585</b>	<b>18.499</b>	<b>20.596</b>	<b>18.613</b>	<b>20.798</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>256.832</b>	<b>290.057</b>	<b>330.677</b>	<b>388.537</b>	<b>333.047</b>	<b>385.280</b>	<b>332.469</b>	<b>384.093</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1965 2 <sup>e</sup> trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 <sup>e</sup> trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 <sup>e</sup> trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 <sup>e</sup> trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 <sup>e</sup> trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 <sup>e</sup> trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre	218,2	153,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1950, p. 222.

**Références bibliographiques :** *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XI<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance générale des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées <sup>1</sup>	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse <sup>2</sup>
valeur nominale										
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...

<sup>1</sup> Y compris les opérations à réméré.

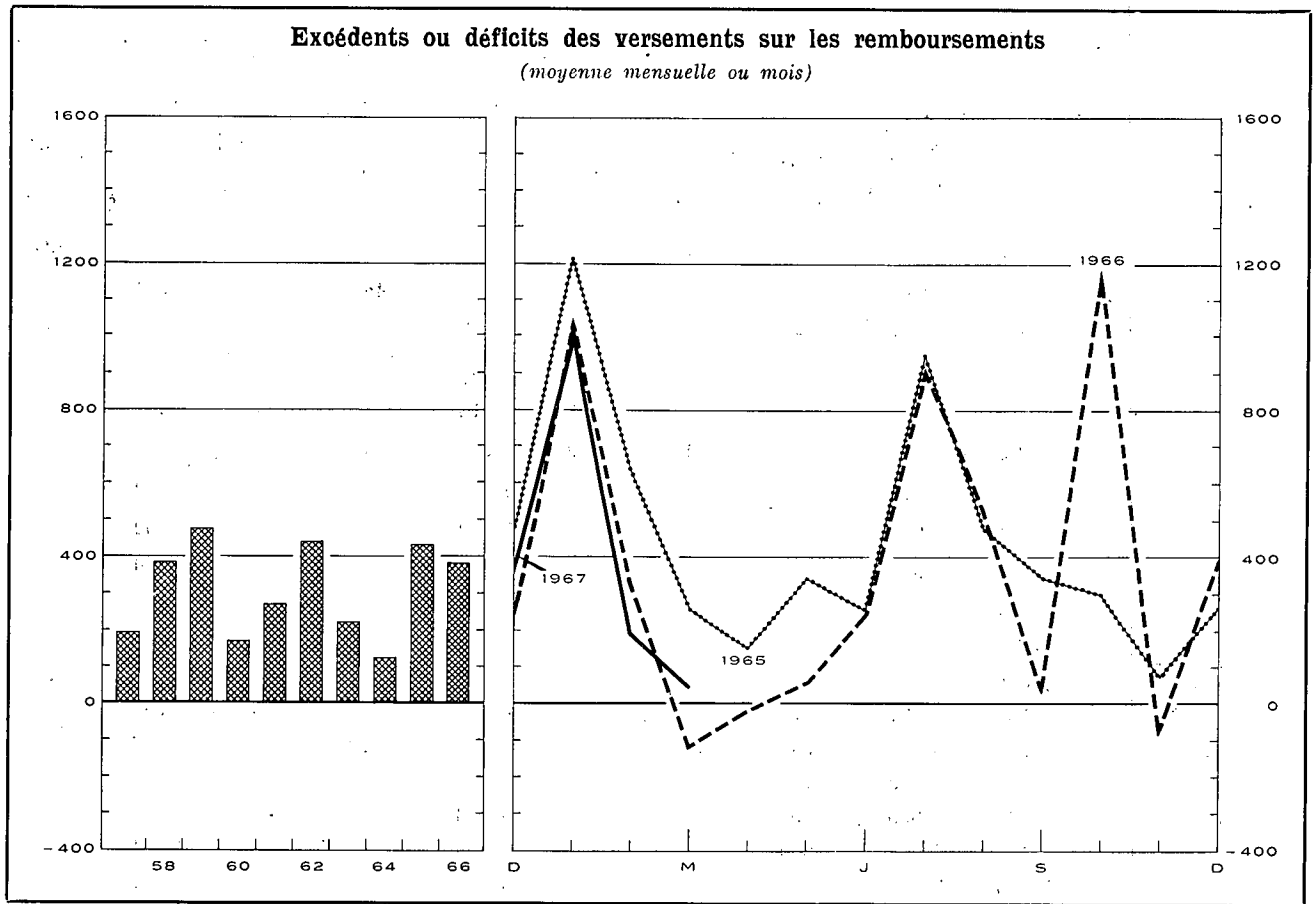
<sup>2</sup> Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 <sup>1</sup>	16.783	14.455	2.328	60.144 <sup>1</sup>
1957	18.912	14.316	4.596	66.700 <sup>1</sup>	21.939	16.232	5.707	74.442 <sup>1</sup>
1958	21.840	19.786	2.054	78.887 <sup>1</sup>	22.799	19.585	3.214	84.633 <sup>1</sup>
1959	25.995	20.717	5.278	92.654 <sup>1</sup>	26.388	23.788	2.600	97.980 <sup>1</sup>
1960	28.229	26.757	1.472	102.395 <sup>1</sup>	32.452	27.211	5.241	112.194 <sup>1</sup>
1961	37.372	32.784	4.587	120.280 <sup>1</sup>				
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	3.270	p 4.197	2.225	p 3.176	1.045	p 1.021	113.239	p121.301
Février	2.724	p 3.284	2.398	p 3.090	326	p 195	113.565	p121.496
Mars	2.834	p 3.473	2.945	p 3.423	-111	p 51	113.454	p121.546
Avril	2.808		2.825		-17		113.437	
Mai	2.845		2.791		53		113.491	
Juin	3.163		2.907		256		113.747	
Juillet	3.531		2.616		915		114.662	
Août	2.987		2.453		534		115.196	
Septembre	2.958		2.908		51		115.246	
Octobre	4.103		2.904		1.199		116.446	
Novembre	2.573		2.631		-58		116.387	
Décembre	p 3.576		p 3.182		p 394		p120.280 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.



XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires <sup>2</sup> :						
Effets sur la Belgique .....	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie .....	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole .....	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation .....	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie .....	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour .....	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant <sup>3</sup> .....	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires <sup>2</sup> ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs <sup>2</sup> .....						
Rentés belges directes .....	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentés belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges .....	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre .....	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Prêts hypothécaires .....	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole .....	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	27,2
Total des placements définitifs <sup>2</sup> ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	84,1
Intérêts courus et non échus sur placements .....	1,8	2,0	2,6	3,1	<sup>3</sup>	<sup>3</sup>
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille .....	—	—	—	—	6,2	5,9
<b>PASSIF</b>						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets <sup>4</sup> :						
Particuliers .....	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets <sup>4</sup> ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants <sup>4</sup> .....	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

<sup>2</sup> Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

<sup>3</sup> A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

<sup>4</sup> Compriment les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite**

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges .....	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires .....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
<b>PASSIF</b>						
Fonds des rentes <sup>2</sup> .....	13,1 <sup>2</sup>	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques <sup>3</sup> .....	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>3</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie <sup>2</sup>**

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
<b>PASSIF</b>						
Réserves mathématiques et provisions <sup>2</sup> .....	4,6 <sup>2</sup>	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation .....	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

## XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	13,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 <sup>e</sup> trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 <sup>er</sup> trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1.</i>																
1 <sup>er</sup> trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 <sup>e</sup> trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 <sup>e</sup> trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 <sup>e</sup> trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 <sup>er</sup> trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 <sup>e</sup> trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 <sup>e</sup> trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 <sup>e</sup> trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 <sup>er</sup> trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 <sup>e</sup> trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 <sup>e</sup> trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 <sup>e</sup> trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1<sup>er</sup> trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

## XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 <sup>o</sup> garantis par banques et organismes financiers	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 <sup>o</sup> dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup>	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
<b>PASSIF</b>						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes  (14)		
	Versements				Prélèvements						Solde disponible à la fin de la période  (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs  (12)		débiteurs  (13)	
	Solde disponible au début de la période  (1)	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs  (2)		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces  (4)	Total  (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts  (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires  (7)	Total  (6) + (7) = (8)							
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1965	Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419
	Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732
	Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277
	Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
	Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
	Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
	Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
	Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
	Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
	Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
	Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966	Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
	Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
	Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
	Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
	Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
	Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
	Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
	Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
	Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
	Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
	Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
	Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967	Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
	Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824

### XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires .....	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police .....	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères .....	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit .....	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux .....	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et communes .....	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges .....	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

### PASSIF

Cautionnements déposés .....	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

### XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1961 .....	2,78
1962 .....	3,03
1963 .....	3,33
1964 .....	3,93
1965 .....	3,89
1966 .....	4,51
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .	3,98
4 <sup>e</sup> trimestre .	4,02
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,22
2 <sup>e</sup> trimestre .	4,57
3 <sup>e</sup> trimestre .	4,69
4 <sup>e</sup> trimestre .	4,56
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,98

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economic belge en 1965*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

## XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'ÉPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne.	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>I. Particuliers :</b>										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne .....	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques .....	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales .....	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers .....	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions .....	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie .....	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière .....	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers .....	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires .....	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers) .....	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4) .....	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations .....	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers .....	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
<b>II. Entreprises :</b>										
Epargne nette .....	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements .....	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises .....	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

**XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC**  
**1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME**  
*(milliards de francs)*

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur 2					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) 1
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet 4	Emissions nettes totales	Emissions brutes 5	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements 3	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(3) + (4)	(6)	(7)	(6) - (7)	(5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,0 <sup>6</sup>	3,5 <sup>6</sup>	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal .....	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
6. Congo et Rwanda-Burundi .....	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi</b> .....	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables 7 .....	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission 8 .....	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—

1 Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

2 Vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions au robinet de bons de caisse à un an ou moins et à plus d'un an des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée.

— Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

3 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

4 Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

5 Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

6 Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

7 Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.501 millions en remboursement ayant trait aux années 1961 à 1963.

8 Dans le courant de l'année 1961 la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

9 La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \*

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 <sup>3</sup>	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 <sup>4</sup>	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Intercom.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 <sup>7</sup>	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 <sup>8</sup>	99,75	6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1° s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 <sup>11</sup>	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2° s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 <sup>12</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 <sup>14</sup>
						46.810		
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>15</sup>	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,92 <sup>14</sup>
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	7,14 <sup>14</sup>
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,97 <sup>14</sup>
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 <sup>16</sup>	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant total, même si à la fin de l'année une partie seulement de ce montant était couverte par les souscriptions effectivement reçues et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,90 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

16 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 <sup>2,4</sup>
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 <sup>4</sup>
1964	Août	31	Etat belge <sup>3</sup>	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 <sup>4</sup>
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempté de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

\* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.



XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe <sup>2</sup>	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) <sup>2</sup>	Dette reprise du Congo <sup>3</sup>	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) <sup>2</sup>
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée <sup>2</sup>	à moyen et court terme	totale <sup>2</sup>					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9		282,3	
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8		298,2	
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1		311,6	
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8		317,8	
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0		323,6	
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6		345,6	
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7		373,6	
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1		396,1	
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5		411,0	
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5		423,2	
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3		446,0	
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3		462,1	
1965 Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2		467,9	
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2		471,7	
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1		475,1	
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	6,0	484,7	
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	4,9	484,6	
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	4,9	477,5	
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	4,9	478,9	
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	4,8	480,7	
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	4,8	483,3	
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	4,4	486,2	
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	4,4	489,0	
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	4,4	486,8	
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	4,3	491,9	
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	4,2	492,3	
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	4,2	495,5	
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	4,2	499,5	
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	4,2	499,8	
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	4,1	496,7	
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	4,0	500,1	
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	4,0	502,7	
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	4,0	508,3	
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	3,9	509,7	
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	3,9	507,4	
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	3,9	509,0	
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	3,8	514,8	
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	3,7	516,4	

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat 2	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 <sup>5</sup>	64,4 <sup>5</sup>	64,2 <sup>5</sup>	249,1	258,7	298,4 <sup>5</sup>	303,2 <sup>5</sup>	315,0 <sup>5</sup>
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale <sup>3</sup>	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire <sup>4</sup> : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
<b>A. Secteurs non financiers :</b>															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs <sup>3</sup>	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
<b>B. Intermédiaires financiers :</b>															
Organismes monétaires <sup>4</sup>	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 <sup>5</sup>	58,6 <sup>5</sup>	59,3 <sup>5</sup>	72,8	78,1	108,8 <sup>5</sup>	110,3 <sup>5</sup>	111,6 <sup>5</sup>
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurance ou de capitalisation.

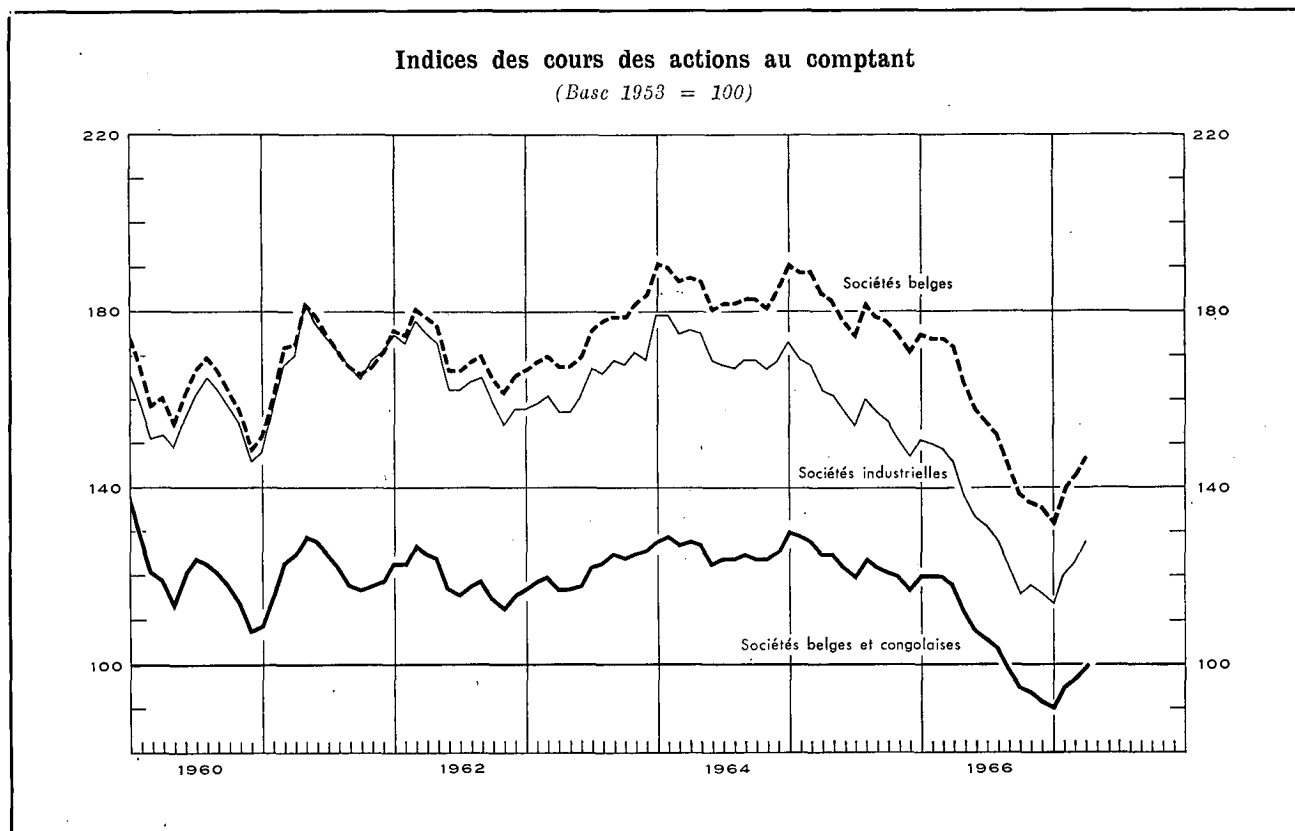
4 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

5 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

# XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

## 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles	en %		
(Base 1953 = 100) 2 4							
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2

	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier .....	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8
Février .....	90	68	120	95	174	140	150	120	115	93	3,6	4,4	3,8	4,5
Mars .....	78	66	120	97	174	143	149	123	115	95	3,7	4,4	4,0	4,3
Avril .....	89	79	118	100	172	147	146	128	112	98	3,6	4,3	3,8	4,1
Mai .....	88		112		164		138		108		3,9		4,0	
Juin .....	76		108		158		133		104		4,0		4,1	
Juillet .....	57		106		155		131		103		4,1		4,2	
Août .....	53		104		152		128		99		4,4		4,5	
Septembre .....	58		99		145		122		94		4,6		4,7	
Octobre .....	55		95		139		116		90		4,5		4,6	
Novembre .....	53		94		137		118		90		4,6		4,6	
Décembre .....	50		92		136		116		89		4,7		4,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015

**Industrie des fabrications métalliques**

1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111

**Métallurgie du fer**

1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398

**Industrie textile**

1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>Industrie alimentaire</b>									
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
<b>Industrie chimique</b>									
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
<b>Electricité</b>									
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	218
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
<b>Industrie du charbon</b>									
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
<b>Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup></b>									
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	58.878	3.197

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>7</sup>**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32

**C. — Total général des sociétés par actions <sup>6 7</sup>**

1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	59.975	3.229

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année du paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>7</sup> Total général net, après déduction des doubles emplois.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup>**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1960 12 mois	13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 6 premiers mois	8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	1,9
10 premiers mois	10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,1
11 premiers mois	10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	2,4
12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3

Notes : voir page suivante.

## XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup> (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

### B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960	12 mois	445	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961	12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962	12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963	12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964	6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,5	0,6	1,2	...
	7 premiers mois	223	33,6	24,5	2,6	0,6	1,2	...
	8 premiers mois	230	33,7	24,6	2,6	0,6	1,2	...
	9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
	10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,6	0,7	1,2	...
	11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
	12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965	Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
	2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
	3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
	4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
	5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
	6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
	7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
	8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
	9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
	10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
	11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
	12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966	Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
	2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
	3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
	4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
	5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1

### C. — Total général <sup>4</sup>

1960	12 mois	14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1
1961	12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962	12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963	12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964	6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
	7 premiers mois	9.469	182,9	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
	8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
	9 premiers mois	10.090	186,6	119,4	23,3	3,2	10,8	1,9
	10 premiers mois	10.562	194,7	125,0	24,1	3,5	11,2	2,1
	11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,8	2,4
	12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965	Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
	2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
	3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
	4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
	5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
	6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
	7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
	8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
	9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
	10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
	11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
	12 mois	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966	Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
	2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
	3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
	4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
	5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

## XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)
<b>Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique</b>									
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	<b>8.078</b>	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	<b>7.834</b>	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	<b>6.240</b>	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	<b>6.960</b>	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	<b>7.005</b>	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	<b>11.526</b>	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	<b>9.951</b>	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	<b>14.332</b>	14.200
1965	22.797	10.993	<i>p</i> 6.019	<i>p</i> 2.019	<i>p</i> 4.000	<i>p</i> 1.327	<i>p</i> 5.327	<i>p</i> <b>16.320</b>	<i>p</i> 17.743
<b>Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>3</sup></b>									
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	<b>2.312</b>	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	<b>1.539</b>	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	<b>720</b>	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	<b>1.567</b>	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— <b>27</b>	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	<b>176</b>	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— <b>222</b>	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— <b>48</b>	— 49
1965	540	14	<i>p</i> 500	<i>p</i> 40	<i>p</i> 460	<i>p</i> — 5	<i>p</i> 455	<i>p</i> <b>469</b>	<i>p</i> 463
<b>Total général</b>									
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	<b>10.390</b>	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	<b>9.373</b>	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	<b>6.960</b>	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	<b>8.527</b>	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	<b>6.978</b>	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	<b>11.702</b>	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	<b>9.729</b>	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	<b>14.284</b>	14.151
1965	22.337	11.007	<i>p</i> 6.519	<i>p</i> 2.059	<i>p</i> 4.460	<i>p</i> 1.322	<i>p</i> 5.782	<i>p</i> <b>16.789</b>	<i>p</i> 18.206

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.



**XYII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 3).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1963 12 mois .....	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois .....	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois .....	22.797	7.226	<i>p</i> 6.019	13.245	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
1965 Avril .....	4.660	635	1.094	1.729	...	...	...	...
Mai .....	1.512	442	29	471	481	...	500	500
Juin .....	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet .....	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août .....	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre .....	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre .....	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre .....	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre .....	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier .....	749	450	27	477	...	...	450	450
Février .....	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars .....	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril .....	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai .....	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin .....	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet .....	616	203	31	234	654	10	...	10
Août ..... <i>p</i>	713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre ..... <i>p</i>	788	185	475	660	...	...	...	...
Octobre ..... <i>p</i>	1.170	363	36	399	...	...	250	250
Novembre ..... <i>p</i>	6.941	2.238	1.034	3.272	...	...	...	...
Décembre ..... <i>p</i>	2.965	862	8	870	...	...	...	...
1967 Janvier ..... <i>p</i>	847	319	8	327	...	...	...	...
Février ..... <i>p</i>	835	355	...	355	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts <sup>2</sup>	Fonds des Rentes	Autres organismes <sup>3</sup>	Banques de dépôts <sup>2</sup>	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes <sup>4</sup>		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1957 .....	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958 .....	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959 .....	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960 .....	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961 .....	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962 .....	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963 .....	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964 .....	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965 .....	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966 .....	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
1965 Novembre .....	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre .....	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier .....	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février .....	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars .....	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril .....	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai .....	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin .....	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet .....	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août .....	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre .....	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre .....	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre .....	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre .....	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier .....	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février .....	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars .....	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril .....	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

<sup>1</sup> Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

<sup>3</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>4</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961 .....	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962 .....	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963 .....	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964 .....	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965 .....	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966 .....	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1965 Septembre .....	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre .....	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre .....	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre .....	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier .....	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février .....	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars .....	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril .....	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai .....	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin .....	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet .....	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août .....	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre .....	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre .....	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre .....	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre .....	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier .....	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février .....	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	autres effets publics <sup>1</sup>
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1961 28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Qualité de l'avance au 30 avril 1967

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 1) ..... max. 80 %

## XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes <sup>1</sup>	
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1966 Mai	4,02
Juin	3,50
Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40
Novembre	4,40
Décembre	3,92
1967 Janvier	3,37
Février	3,53
Mars	3,45
Avril	3,71

## XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme <sup>2</sup>			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes <sup>3</sup>		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication <sup>7</sup>		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	6 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966 Mai	4,35	4,75	5,10	5,30	5,22	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Juin	4,50	4,90	5,30	5,60	5,52	1966 10 mai	5,35	*	5,55
Juillet	4,50	4,90	5,30	5,75	5,74	14 juin	5,55	5,65	5,70
Août	4,60	5,00	5,40	5,75	5,75	12 juil.	5,65	5,75	5,80
Sept.	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	9 août	5,85	5,90	6,00
Oct.	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	13 sept.	5,85	5,90	6,00
Nov.	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	11 oct.	5,90	5,95	6,00
Déc.	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	8 nov.	6,00	6,00	6,05
1967 Janv.	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
Fév.	5,20	5,45	5,70	6,00	6,00	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35
Mars	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	14 fév.	6,10	6,05	6,15
Avril	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	14 mars	6,10	6,15	6,15
						11 avril	5,95	*	6,00

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3235).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'Epargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958 .....	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959 .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960 .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961 .....	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962 .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963 .....	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964 .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Décembre .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Janvier .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Février .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1953 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Emprunts émis avant le 1er décembre 1962						Emprunts émis après le 1er décembre 1962		
	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
	(rendement en regard au cours seulement)	3,50 à 5,25 %	3 à 5,50 %	4 à 5,50 %	3 à 5,50 %	5 à 6,75 %	3 à 7 %		
1958 .....	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959 .....	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960 .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961 .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962 .....	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963 .....	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964 .....	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965 .....	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966 .....	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Mai .....	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin .....	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet .....	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août .....	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre .....	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre .....	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre .....	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre .....	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967 Janvier .....	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février .....	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars .....	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril .....	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai .....	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXIe année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIe année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIIIe année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXIIe année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXVe année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVIIe année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50				
Mars .....			7	2,25							25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50								
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai .....	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars .....							8	5,50								
Mars .....							22	5,—								
Avril .....							26	4,50			25	4,—				
Juin .....													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai .....													6	3,50		
Juillet ...			17	3,50												
Août .....													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin .....											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril .....					9	3,50										
Juin .....							3	6,—								
Août .....	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars .....													14	5,25		
Mai .....	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars .....							16	6,—			15	4,50				
Avril .....	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai .....	12	3,—					4	5,50								

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 10 mars	1967 9 mars	1966 7 avril	1967 6 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger .....	13.355	17.448	20.665	22.415	22.798	23.657	23.173	23.645
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	2.546	2.627	3.370	4.716	4.713	5.336	4.942	5.343
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-   tional</i> .....	2.204	2.263	3.096	4.405	4.410	5.054	4.625	5.051
<i>Autres opérations</i> .....	342	364	274	311	303	282	317	292
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	—	630	589	1.471	1.471	1.425	1.471	1.425
Monnaies divisionnaires .....	8	28	24	22	33	17	15	16
Comptes courants postaux .....	481	911	920	1.135	1.022	1.019	959	970
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.221	3.316	3.516	1.682	4.143	4.003	4.143	4.003
Portefeuille d'escompte .....	20.608	20.007	18.606	19.053	14.049	17.525	15.966	17.169
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	6.310	7.030	6.173	6.925	6.422	8.106	6.950	8.035
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	1	...	...	...	1	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des     céréales</i> <sup>4</sup> .....	1.223	575	669	612	368	661	128	397
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	594	3.287	1.470	3.046
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	13.074	12.402	6.819	6.188	2.974	1.510	3.140	1.490
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	—	—	4.945	5.328	3.690	3.961	4.278	4.201
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup> ...	2.412	3.220	4.546	6.183	5.971	6.243	5.629	6.121
Avances à 30 jours sur effets publics .....	166	72	32	5	16	331	23	371
Avances sur titres .....	67	71	88	91	90	87	100	112
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	870	1.656	1.689	1.465	787	886	687	895
Divers .....	885	1.468	1.497	1.142	1.137	1.037	1.314	1.313
Total ...	<b>54.391</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>66.002</b>	<b>71.338</b>	<b>68.194</b>	<b>71.155</b>

**PASSIF**

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	50.082	55.781	59.544	64.170	62.496	65.950	64.527	67.202
Comptes créditeurs .....	2.718	3.479	3.668	3.272	2.007	3.794	2.202	2.382
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	1	...	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et   personnes étrangères</i> .....	200	238	426	169	169	189	191	179
<i>Comptes courants des banques et   institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	681	2.315	807	961
<i>Autres comptes courants et de   dépôts de fonds; dispositions et   autres engagements à vue</i> .....	1.226	1.451	1.435	1.382	1.156	1.290	1.203	1.242
Capital de la Banque .....	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers .....	1.441	1.716	1.882	1.460	1.249	1.344	1.215	1.321
Total ...	<b>54.391</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>66.002</b>	<b>71.338</b>	<b>68.194</b>	<b>71.155</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1938.

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1966 9 March	1967 8 March	1966 6 April	1967 5 April
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	2.338	2.438	2.638	2.788	2.838	2.888	2.888	2.988
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.350	2.450	2.650	2.800	2.850	2.900	2.900	3.000
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.350</b>	<b>2.450</b>	<b>2.650</b>	<b>2.800</b>	<b>2.850</b>	<b>2.900</b>	<b>2.900</b>	<b>3.000</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	2.309	2.430	2.604	2.784	2.794	2.880	2.872	2.940
In Banking Department .....	41	20	46	16	56	20	28	60
<b>Total ...</b>	<b>2.350</b>	<b>2.450</b>	<b>2.650</b>	<b>2.800</b>	<b>2.850</b>	<b>2.900</b>	<b>2.900</b>	<b>3.000</b>

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	266	298	233	380	348	429	388	477
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	54	32	72	70	79	127	63	58
Securities .....	22	25	26	28	27	27	26	27
Notes .....	41	20	46	16	56	20	28	60
Coin .....	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Total ...</b>	<b>384</b>	<b>376</b>	<b>378</b>	<b>495</b>	<b>511</b>	<b>604</b>	<b>506</b>	<b>623</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits .....	11	10	11	13	11	12	9	13
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	—	—	—	97	96	197	97	197
Other Deposits :								
Bankers .....	280	276	262	272	291	264	274	283
Other Accounts .....	74	71	86	94	94	112	108	112
<b>Total ...</b>	<b>384</b>	<b>376</b>	<b>378</b>	<b>495</b>	<b>511</b>	<b>604</b>	<b>506</b>	<b>623</b>



**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 9 March	1967 8 March	1966 6 April	1967 5 April
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	14.430	13.819	13.505	11.702	11.707	10.784	11.489	10.778
Redemption fund for F.R. notes .....	1.266	1.418	1.570	1.734	1.717	1.836	1.710	1.827
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	13.424	12.620	13.199	12.605
Cash .....	288	182	146	129	201	351	209	327
Discounts and advances .....	38	63	186	137	506	327	810	539
Acceptances :								
Bought outright .....	52	70	59	75	73	70	76	68
Held under repurchase agreement .....	58	92	35	112	73	73	38	25
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement .....	—	—	—	—	—	72	—	90
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	2.442	4.142	6.044	9.100	8.897	12.448	9.278	12.830
Certificates .....	13.182	7.066	...	...	1	4.351	12	4.352
Notes .....	10.717	17.729	25.188	24.828	24.891	21.342	24.926	21.368
Bonds .....	4.137	4.645	5.274	6.550	6.561	6.209	6.571	6.308
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	40.350	44.350	40.787	44.858
Held under repurchase agreement .....	342	11	538	290	...	866	364	425
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	40.350	45.216	41.151	45.283
Total loans and securities .....	30.968	33.818	37.324	41.092	41.002	45.758	42.075	46.005
Cash items in process of collection .....	6.518	6.435	7.190	6.915	5.890	6.468	6.367	7.021
Bank premises .....	104	104	102	103	102	108	102	108
Other assets .....	357	400	552	977	499	728	771	810
Total assets ...	<b>53.931</b>	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>61.118</b>	<b>66.033</b>	<b>62.723</b>	<b>66.876</b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	30.151	32.381	34.659	37.074	36.520	38.435	36.730	38.512
Deposits :								
Member bank reserves .....	17.454	17.049	18.086	18.447	17.688	20.187	19.088	20.270
U.S. Treasurer - general account .....	597	880	820	668	451	181	108	418
Foreign .....	247	171	229	150	182	123	154	123
Other .....	424	291	321	355	252	447	353	456
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	18.573	20.938	19.703	21.267
Deferred availability cash items .....	3.584	3.835	4.584	4.667	4.572	5.075	4.819	5.524
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	195	252	202	232
Total liabilities ...	<b>52.530</b>	<b>54.689</b>	<b>59.341</b>	<b>61.550</b>	<b>59.860</b>	<b>64.700</b>	<b>61.454</b>	<b>65.535</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	467	497	524	551	557	576	560	579
Surplus .....	934	990	524	551	551	570	551	570
Other capital accounts .....	...	...	...	...	150	187	158	192
Total liabilities and capital accounts ...	<b>53.931</b>	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>61.118</b>	<b>66.033</b>	<b>62.723</b>	<b>66.876</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	86	92	122	144	135	205	128	235
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability .....	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	35,8 %	32,2 %	35,1 %	32,2 % <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> « F.R. note liability » includes \$ 646 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated Statement shown above.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 7 maart	1967 6 maart	1966 4 april	1967 3 april
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	5.698	5.770	6.080	6.327	6.328	6.235	6.328	6.235
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	586	1.081	1.435	1.096	794	897	872	945
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	7	15	31	44	49	76	52	83
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	40	10	62	52
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	597	729	346	704	749	1.173	776	1.173
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) .....	72	25	16	157	244	335	394	365
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	13	16	14	30	22	28	23	26
Belegging van kapitaal en reserves .....	183	178	173	164	167	162	168	171
Gebouwen en inventaris .....	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen .....	10	11	17	15	29	36	45	34
Totaal ...	<b>7.167</b>	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>8.422</b>	<b>8.952</b>	<b>8.720</b>	<b>9.084</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	5.758	6.225	6.927	7.682	7.402	7.868	7.611	8.029
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	1.036	1.261	853	525	687	702	770	686
's Rijks schatkist .....	620	1.095	665	394	493	664	701	633
Banken in Nederland .....	233	122	138	91	161	20	45	21
Andere ingezetenen .....	133	44	50	40	33	18	24	32
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	112	76	79	64	50	53	79	74
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	40	48	51	45
Andere niet-ingezetenen .....	6	6	6	7	10	5	28	29
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	18	16	14	13	12	11	12	12
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	168	168	165	163	165	162	165	162
Diverse rekeningen .....	55	59	54	77	86	136	63	101
Totaal ...	<b>7.167</b>	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>8.422</b>	<b>8.952</b>	<b>8.720</b>	<b>9.084</b>

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten .....

63	62	65	71	69	62	70	58
----	----	----	----	----	----	----	----

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre <i>p</i>	1966 gennaio	1967 gennaio <i>p</i>	1966 febbraio	1967 febbraio <i>p</i>
Oro in cassa .....	1.000	1.000	1.502	1.509	1.502	1.508	1.502	1.507
Cassa <sup>1</sup> .....	25	22	24	35	16	52	19	44
Portafoglio <sup>2</sup> .....	942	764	720	939	708	838	717	885
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	337	285	311	664	315	461	461	673
Prorogati pagamenti .....	42	51	93	95	20	31	76	108
Ufficio italiano dei cambi .....	1.770	2.069	1.982	2.129	1.920	2.036	1.879	2.014
Disponibilita in divisa all'estero .....	65	64	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	168	519	405	619	322	557	282	537
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	229	305	211	240	206	251	198	228
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	440	410	377	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria .....	506	558	913	537	973	675	657	200
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	29	33	59	37	64	42	69
Spese .....	71	88	102	110	3	5	6	9
<b>Totale attivo ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.275</b>	<b>6.399</b>	<b>6.817</b>	<b>6.216</b>	<b>6.613</b>
Circolazione dei biglietti <sup>5</sup> .....	3.699	3.914	4.283	4.595	3.923	4.183	3.862	4.120
Vaglia, assegni e debiti a vista <sup>6</sup> .....	62	57	41	62	33	39	24	28
Conti correnti liberi .....	87	119	157	172	60	58	49	64
Conti correnti vincolati .....	1.305	1.459	1.738	1.933	2.031	2.129	1.934	2.005
Creditori diversi .....	352	517	340	389	338	389	330	373
C/c servizio tesoreria .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	10	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	5	6	7	8	7	8	7	8
Fondo di riserva straordinario .....	3	3	4	5	4	5	4	5
Rendite .....	72	89	103	111	3	5	6	9
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	1	—	1
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.275</b>	<b>6.399</b>	<b>6.817</b>	<b>6.216</b>	<b>6.613</b>
Depositante di titoli e valori .....	4.273	4.918	4.991	6.333	5.021	6.385	5.046	6.454
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	5	2	1	22	1	22	1	22
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito .....	343	363	387	414	388	415	390	418
— istituti speciali .....	274	279	293	314	283	301	288	316
<sup>3</sup> Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito .....	334	282	308	661	312	458	458	671
— privati .....	2	2	1	1	1	1	1	1
<sup>4</sup> Compresi BOT .....	—	242	107	108	45	109	45	114
<sup>5</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	2	2	2	1	1	1	2	n.d.
<sup>6</sup> Compresi vaglia e assegni .....	29	21	22	27	19	22	15	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1966 7 März	1967 7 März	1966 7 April	1967 7 April
<b>AKTIVA</b>								
Gold .....	15.138	16.731	17.371	16.905	17.339	16.914	17.339	16.922
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	12.894	10.770	8.111	9.775	7.131	9.532	6.875	9.700
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	957	1.150	1.043	1.232
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite .....	2.122	2.684	3.344	3.256	3.344	3.256	3.344	3.256
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der                   E.Z.U. ....</i>	751	615	509	420	508	420	508	420
<i>b) an Weltbank .....</i>	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446
<i>c) an I.W.F. ....</i>	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen .....	81	116	130	166	162	235	147	225
Postcheckguthaben .....	376	377	409	425	170	236	201	187
Inlandswechsel .....	1.647	2.413	4.650	5.031	6.976	5.851	7.847	4.768
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	125	307	345	711	289	384	478	125
Lombardforderungen .....	208	646	696	938	490	26	1.205	119
Kassenkredite .....	1.749	1.212	1.408	1.164	290	588	58	91
Wertpapiere .....	1.222	1.176	1.151	1.095	1.149	1.091	1.149	1.091
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	3.990	6.081	7.617	7.804	7.363	6.974	7.318	6.914
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	2.294	3.016	3.001	3.741	3.055	3.761	3.135	3.749
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.285	2.461	2.285	2.430
Sonstige Aktiva .....	406	463	433	357	175	318	406	301
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>51.175</b>	<b>52.777</b>	<b>52.830</b>	<b>51.110</b>
<b>PASSIVA</b>								
Banknotenunlauf .....	25.426	27.692	29.455	30.770	28.390	28.759	28.983	28.792
Einlagen von .....	18.006	18.610	18.671	19.784	19.013	19.683	20.094	18.046
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-                   scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.607	15.143	16.241	17.386	16.911	17.291	16.784	15.326
<i>Öffentlichen Einlegern .....</i>	4.126	3.215	2.165	2.109	1.845	2.143	3.079	2.494
<i>Andere inländischen Einlegern .....</i>	273	252	265	289	257	249	231	226
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	270	308	452	552	413	317	403	305
<i>Einlagen ausländischer Einleger .....</i>	234	257	418	494	386	288	374	279
<i>Sonstige .....</i>	36	51	34	58	27	29	29	26
Rückstellungen .....	1.076	1.260	1.475	1.690	1.475	1.690	1.475	1.690
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	701	776	861	963	861	963	861	963
Sonstige Passiva .....	495	572	639	863	733	1.075	724	1.024
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>51.175</b>	<b>52.777</b>	<b>52.830</b>	<b>51.110</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 7 mars	1967 7 mars	1966 6 avril	1967 7 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	12.204	11.794	13.164	12.297	11.515	11.596	11.478	11.599
Devises .....	1.083	1.679	853	2.060	750	906	669	1.044
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères .....	—	431	429	519	429	519	429	519
Portefeuille effets sur la Suisse .....	142	163	139	158	99	100	118	109
<i>Effets de change</i> .....	107	138	130	141	99	100	118	109
<i>Bons du Trésor de la Confédération   suisse</i> .....	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	97	78	39	109	24	28	38	31
Bons du Trésor étrangers en FS .....	207	432	432	432	652	562	532	432
Titres .....	52	65	93	182	105	187	114	187
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	3	2	3	7
<i>autres</i> .....	52	64	91	182	102	185	111	180
Correspondants :	71	92	81	97	42	42	29	27
<i>en Suisse</i> .....	62	75	66	82	27	25	14	13
<i>à l'étranger</i> .....	9	17	15	15	15	17	15	14
Autres postes de l'actif .....	35	29	33	68	43	64	68	55
Total ...	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>13.659</b>	<b>14.004</b>	<b>13.475</b>	<b>14.003</b>

**PASSIF**

Fonds propres .....	55	56	57	58	57	58	58	59
Billets en circulation .....	9.035	9.722	10.043	10.651	9.335	9.745	9.474	9.806
Engagements à vue .....	3.188	3.271	3.215	3.431	2.280	2.197	2.015	2.139
<i>Comptes de virements des banques, du   commerce et de l'industrie</i> .....	2.700	2.908	3.005	2.982	1.963	1.853	1.687	1.832
<i>Autres engagements à vue</i> .....	488	363	210	449	317	344	328	307
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés .....	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme .....	357	433	602	389	625	600	555	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964 .....	—	3	20	2	21	1	28	—
Autres postes du passif .....	221	243	291	356	306	368	310	364
Total ...	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>13.659</b>	<b>14.004</b>	<b>13.475</b>	<b>14.003</b>

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>**

**Situations en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

**Actif**

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	28 février 1966	28 février 1967	31 mars 1966	31 mars 1967
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	2.283	2.583	3.122	3.053	3.025	3.096
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b>	683	975	531	604	381	156
<b>III. Bons du Trésor réescomptables .....</b>	82	70	70	68	68	70
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem. ....</b>	125	75	126	76	124	74
<b>V. Dépôts à terme et avances : .....</b>	2.935	4.108	2.333	3.756	2.507	3.551
a) à 3 mois au maximum .....	2.060	3.282	1.429	3.086	1.825	2.906
b) à 3 mois au maximum (or) .....	3	3	3	—	3	—
c) de 3 à 6 mois .....	603	509	628	301	360	273
d) de 6 à 9 mois .....	25	113	83	134	171	160
e) de 9 à 12 mois .....	118	123	104	235	61	212
f) à plus d'un an .....	126	78	86	—	37	—
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	2.015	1.285	1.658	1.277	1.648	1.284
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	296	293	293	290	276	283
b) de 3 à 6 mois .....	3	10	5	8	95	95
c) de 6 à 9 mois .....	94	94	110	110	23	23
d) de 9 à 12 mois .....	22	23	12	12	26	19
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	1.309	639	966	613	957	617
b) de 3 à 6 mois .....	100	57	109	103	121	131
c) de 6 à 9 mois .....	75	61	50	70	34	70
d) de 9 à 12 mois .....	35	69	44	40	60	17
e) à plus d'un an .....	81	39	69	31	56	29
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1	2	1	1	10	1
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne .....</b>	68	—	68	—	—	—
<b>IX. Créance au titre de la Convention du 29 novembre 1968 avec la République fédérale d'Allemagne .....</b>	—	—	—	—	119	—
<b>Total actif ...</b>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>7.909</b>	<b>8.835</b>	<b>7.882</b>	<b>8.232</b>

**Exécution des Accords de La Haye de 1930 :**

**Fonds placés en Allemagne : <sup>2</sup>**

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus) .....	221	—	221	—	—	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....	76	—	76	—	—	—

*Total ...*

<b>297</b>	<b>—</b>	<b>297</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
------------	----------	------------	----------	----------	----------

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Couvenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustée ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1<sup>er</sup> avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>**

**Situations en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

**Passif**

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	28 février 1966	28 février 1967	31 mars 1966	31 mars 1967
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 % .....	125	125	125	125	125	125
<b>II. Réserves .....</b>	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale .....	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale .....	13	13	13	13	13	13
<b>III. Dépôts (or) :</b> .....	4.410	4.303	3.912	4.359	3.539	3.561
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	—	34	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois .....	203	238	17	103	90	141
c) de 6 à 9 mois .....	69	—	187	186	203	238
d) de 3 à 6 mois .....	79	84	153	67	84	75
e) à 3 mois au maximum .....	1.656	1.163	664	1.219	523	222
f) à vue .....	1.836	2.254	2.338	2.255	2.162	2.326
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois .....	17	100	—	28	—	—
c) de 6 à 9 mois .....	17	90	17	103	69	100
d) de 3 à 6 mois .....	69	86	86	86	17	90
e) à 3 mois au maximum .....	248	86	—	76	69	103
f) à vue .....	216	168	450	236	322	266
<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b> .....	2.943	4.056	3.164	3.722	3.466	3.910
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	28	19	27	19	23	16
b) de 9 à 12 mois .....	11	52	40	29	45	10
c) de 6 à 9 mois .....	80	105	89	110	17	53
d) de 3 à 6 mois .....	503	325	341	208	379	309
e) à 3 mois au maximum .....	1.950	3.177	2.183	2.693	2.412	2.991
f) à vue .....	16	139	14	219	166	221
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	15	—	1	—	1	—
d) à 3 mois au maximum .....	323	209	447	425	405	291
e) à vue .....	17	30	22	19	18	19
<b>V. Effets :</b> .....	385	284	377	292	362	293
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	11	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	41	4	54	2	16	2
d) à 3 mois au maximum .....	333	280	323	290	346	291
<b>VI. Divers .....</b>	79	78	81	85	71	91
<b>VII. Comptes de profits et pertes .....</b>	10	10	10	10	10	10
<b>VIII. Provision pour charges éventuelles .....</b>	214	216	214	216	201	216
<b>IX. Créances des Gouvernements au titre du   Compte de Trust des Annuités .....</b>	—	—	—	—	82	—
<i>Total passif ...</i>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>7.909</b>	<b>8.835</b>	<b>7.882</b>	<b>8.232</b>

**Exécution des Accords de La Haye de 1930 :**

<b>Dépôts à long terme :</b> .....	229	—	229	—	—	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités <sup>2</sup> .....	153	—	153	—	—	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand .....	76	—	76	—	—	—
<b>Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus) .....</b>	68	—	68	—	—	—
<i>Total ...</i>	<b>297</b>	<b>—</b>	<b>297</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.020.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

## PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>I.R.E.S.P.</b>	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
<b>O.N.E.M.</b>	Office National de l'Emploi.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>R.V.A.</b>	Régie des Voies Aériennes.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.C.V.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
<b>S.N.D.E.</b>	Société Nationale des Distributions d'Eau.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

## SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.



# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>			
1. Population .....	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché .....	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953 .....	I - 4b		
<b>II. — Emploi et chômage.</b>			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux .....	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3		
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>			
1. Production agricole .....	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2		
<b>IV. — Industrie.</b>			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2		
3. Energie .....	IV - 3		
4. Métallurgie .....	IV - 4		
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 7		
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :			
a) Activités de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a		
b) Navigation maritime .....	V - 1b		
c) Navigation intérieure .....	V - 1c		
2. Tourisme .....	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes .....	V - 3a		
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b		
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie .....	VI - 2		
<b>VII. — Prix et indices des prix.</b>			
1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4		
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>			
1. Tableau général .....	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits .....	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits .....	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a		
b) Indices du volume .....	VIII - 4b		
5. Orientation géographique .....	VIII - 5		
<b>IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.</b>			
1. Chiffres annuels .....	IX - 1		
2. Soldes trimestriels .....	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3		
<b>X. — Marché des changes.</b>			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E. ....	X - 2		
<b>XI. — Finances Publiques.</b>			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement .....	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture .....	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 4		
6. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6		
<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 .....	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 .....	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964 .....	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels) .....	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 4		
<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels) .....	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b		
c) Banque de dépôts .....	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires .....	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3		
4. Stock monétaire .....	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958) .....	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959) .....	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 7		
8. Situations globales des banques .....	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. ....	XIII - 9		

Numérotation  
des tableaux

Numérotation  
des tableaux

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie .....	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées .....	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique .....	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires .....	XIV - 10

**XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises .....**

XV

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat .....	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 4

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés .....	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	XVII - 5

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation .....	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 5

**XX. — Banques d'Emission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	XX - 1
2. Banque de France .....	XX - 2
3. Bank of England .....	XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank .....	XX - 5
6. Banca d'Italia .....	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux .....	XX - 9

**Principales abréviations utilisées.**

**Liste des graphiques :**

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses .....	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture .....	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires .....	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks .....	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant .....	XVII - 1

---

---

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---

Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique

Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique



Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique  
Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique  
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE  
CH. AUSSEMS

17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5  
Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique  
Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique